

# WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

## COUR D'ARBITRAGE

F. 2004 — 690

[2004/200194]

### Extrait de l'arrêt n° 5/2004 du 14 janvier 2004

Numéro du rôle : 2618

En cause : le recours en annulation totale ou partielle de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, introduit par l'a.s.b.l. Ligue des droits de l'homme.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 janvier 2003 et parvenue au greffe le 30 janvier 2003, l'a.s.b.l. Ligue des droits de l'homme, dont le siège social est établi à 1190 Bruxelles, chaussée d'Alsemberg 303, a introduit un recours en annulation totale ou partielle de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale (publiée au *Moniteur belge* du 31 juillet 2002).

(...)

#### II. *En droit*

(...)

##### *Quant à la recevabilité*

B.1.1. L'a.s.b.l. Ligue des droits de l'homme a fait parvenir à la Cour la preuve qu'elle a respecté les obligations qui lui sont imposées par la loi du 27 juin 1921, avant sa modification par la loi du 2 mai 2002 qui n'est pas encore entrée en vigueur, ainsi que la copie de la décision de son conseil d'administration d'intenter le recours.

B.1.2. Selon ses statuts, l'a.s.b.l. Ligue des droits de l'homme a pour objet de « combattre l'injustice et toute atteinte arbitraire aux droits d'un individu ou d'une collectivité. Elle défend les principes d'égalité, de liberté et d'humanisme sur lesquels se fondent les sociétés démocratiques et qui ont été proclamés notamment par [...] la Constitution belge [et] la Convention européenne pour la sauvegarde des droits de l'homme [...] ».

Sans qu'une telle définition de l'objet social d'une a.s.b.l. doive être prise à la lettre comme un moyen qu'elle se donne d'attaquer n'importe quelle norme sous le prétexte que toute norme a une incidence sur les droits de quelqu'un, il peut être admis qu'une mesure qui fixe les conditions requises pour pouvoir bénéficier du droit à l'intégration sociale est d'une nature telle qu'elle peut affecter défavorablement l'objet social de l'association requérante.

B.1.3. Le recours est recevable.

##### *Quant au fond*

##### *Quant aux dispositions attaquées*

B.2. Les dispositions en cause de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale se lisent comme suit :

« Art. 2. Toute personne a droit à l'intégration sociale. Ce droit peut, dans les conditions fixées par la présente loi, prendre la forme d'un emploi et/ou d'un revenu d'intégration, assortis ou non d'un projet individualisé d'intégration sociale.

Les centres publics d'aide sociale ont pour mission d'assurer ce droit.

Art. 3. Pour pouvoir bénéficier du droit à l'intégration sociale, la personne doit simultanément et sans préjudice des conditions spécifiques prévues par cette loi :

1° avoir sa résidence effective en Belgique, dans le sens à déterminer par le Roi;

2° être majeure ou assimilée à une personne majeure en application des dispositions de la présente loi;

3° appartenir à une des catégories de personnes suivantes :

- soit posséder la nationalité belge;

- soit bénéficier de l'application du règlement (C.E.E.) n° 1612/68 du 15 octobre 1968 du Conseil des Communautés européennes relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté;

- soit être inscrite comme étranger au registre de la population;

- soit être un apatride et tomber sous l'application de la Convention relative au statut des apatrides, signée à New-York le 28 septembre 1954 et approuvée par la loi du 12 mai 1960;

- soit être un réfugié au sens de l'article 49 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

4° ne pas disposer de ressources suffisantes, ni pouvoir y prétendre ni être en mesure de se les procurer, soit par ses efforts personnels, soit par d'autres moyens. Le centre calcule les ressources de la personne conformément aux dispositions du titre II, chapitre II;

5° être disposée à travailler, à moins que des raisons de santé ou d'équité l'en empêchent;

6° faire valoir ses droits aux prestations dont elle peut bénéficier en vertu de la législation sociale belge et étrangère.

Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Il peut être imposé à l'intéressé de faire valoir ses droits à l'égard des personnes qui lui doivent des aliments, ces dernières étant limitées à : son conjoint ou, le cas échéant, son ex-conjoint; les ascendants et descendants du premier degré, l'adoptant et l'adopté.

§ 2. Les conventions relatives à une pension alimentaire ne sont pas opposables au centre.

§ 3. Le centre peut agir de plein droit au nom et en faveur de l'intéressé afin de faire valoir les droits visés aux articles 3, 6<sup>o</sup>, et 4, § 1<sup>er</sup>. »

## « CHAPITRE II. - Bénéficiaires

Section 1<sup>ère</sup>. — Intégration sociale pour les personnes âgées de moins de 25 ans

Art. 6. § 1<sup>er</sup>. Toute personne majeure âgée de moins de 25 ans a droit à l'intégration sociale par l'emploi adapté à sa situation personnelle et à ses capacités dans les trois mois de sa demande lorsqu'elle remplit les conditions prévues aux articles 3 et 4.

§ 2. Le droit à l'intégration sociale par l'emploi peut faire l'objet soit d'un contrat de travail soit d'un projet individualisé d'intégration sociale menant, dans une période déterminée, à un contrat de travail.

§ 3. L'intéressé peut se faire assister par une personne de son choix lorsqu'il négocie avec le centre le contrat de travail proposé ou le projet individualisé d'intégration sociale. Il dispose également d'un délai de réflexion de 5 jours calendrier avant la signature du contrat de travail ou d'intégration sociale et peut demander à être entendu par le centre conformément aux dispositions prévues à l'article 20.

Art. 7. Est assimilée à une personne majeure, la personne mineure d'âge qui soit est émancipée par mariage, soit a un ou plusieurs enfants à sa charge, soit prouve qu'elle est enceinte.

Art. 8. L'emploi lié à un contrat de travail visé à l'article 6 peut être réalisé selon les dispositions de l'article 60, § 7, ou de l'article 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Ce droit à l'emploi lié à un contrat de travail reste maintenu tant que l'intéressé n'est pas admis au bénéfice d'une allocation sociale d'un montant au moins égal au revenu d'intégration auquel il pourrait prétendre en fonction de sa catégorie.

Art. 9. § 1<sup>er</sup>. Le droit à l'intégration sociale par l'emploi peut également être réalisé pour la personne visée à l'article 6 par une intervention financière du centre dans les frais liés à l'insertion professionnelle de l'ayant droit.

§ 2. Le Roi détermine les types d'insertion pour lesquels le centre intervient financièrement ainsi que le montant, les conditions d'octroi et les modalités de cette intervention financière. Le Roi peut déterminer les conditions d'accès aux différents programmes d'insertion et d'emploi.

§ 3. Par dérogation à l'article 23 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, l'intervention financière du centre peut être imputée sur la rémunération du travailleur. Cette imputation s'effectue directement après les retenues autorisées en vertu de l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la même loi et n'intervient pas dans la limite d'un cinquième prévue à l'article 23, alinéa 2. Une intervention financière qui est imputée sur la rémunération du travailleur, est néanmoins considérée comme une rémunération en ce qui concerne la législation fiscale et sociale.

§ 4. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dans les conditions qu'il détermine, pour les travailleurs occupés avec le bénéfice d'une intervention financière du centre dans leur rémunération :

1<sup>o</sup> prévoir des dérogations aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, en ce qui concerne le respect des règles relatives à la rupture du contrat de travail par le travailleur lorsque celui-ci est engagé dans les liens d'un autre contrat de travail ou nommé dans une administration;

2<sup>o</sup> prévoir une exonération temporaire, totale ou partielle, des cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 38, §§ 3 et 3bis, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et des cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 2, §§ 3 et 3bis, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés.

Art. 10. Dans l'attente d'un emploi lié à un contrat de travail ou dans le cadre d'un projet individualisé d'intégration sociale, ou encore si la personne ne peut travailler pour des raisons de santé ou d'équité, elle a droit, aux conditions fixées par la présente loi, à un revenu d'intégration.

Lorsque les revenus résultant d'une mise à l'emploi sont inférieurs au montant du revenu d'intégration auquel l'intéressé peut prétendre, le droit au revenu d'intégration est maintenu dans les conditions fixées par la présente loi.

Art. 11. § 1<sup>er</sup>. L'octroi et le maintien du revenu d'intégration peuvent être assortis d'un projet individualisé d'intégration sociale, soit à la demande de l'intéressé lui-même, soit à l'initiative du centre.

Le projet s'appuie sur les aspirations, les aptitudes, les qualifications et les besoins de la personne concernée et les possibilités du centre.

Selon les besoins de la personne, le projet individualisé portera soit sur l'insertion professionnelle, soit sur l'insertion sociale.

Dans l'élaboration du projet individualisé d'intégration sociale, le centre veille à respecter une juste proportionnalité entre les exigences formulées à l'égard de l'intéressé et l'aide octroyée.

§ 2. Ce projet est obligatoire :

a) lorsque le centre accepte, sur la base de motifs d'équité, qu'en vue d'une augmentation de ses possibilités d'insertion professionnelle, la personne concernée entame, reprenne ou continue des études de plein exercice dans un établissement d'enseignement agréé, organisé ou subventionné par les communautés;

b) lorsqu'il s'agit d'un projet visé à l'article 6, § 2.

§ 3. Le projet visé au § 1<sup>er</sup> fait l'objet d'un contrat écrit conclu conformément à l'article 6, § 3 entre la personne concernée et le centre. A la demande d'une des parties, un ou plusieurs tiers peuvent être partie au contrat. Le contrat peut être modifié à la demande de chacune des parties au cours de son exécution.

Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres les conditions minimales et les modalités auxquelles un contrat concernant un projet individualisé d'intégration sociale doit répondre, ainsi que les conditions spécifiques d'un contrat contenant un projet menant dans une période déterminée à un contrat de travail, d'un contrat d'études de plein exercice ou d'un contrat de formation.

## Section 2. — Intégration sociale pour les personnes à partir de l'âge de 25 ans

Art. 12. Toute personne à partir de 25 ans a droit à l'intégration sociale lorsqu'elle remplit les conditions prévues aux articles 3 et 4.

Art. 13. § 1<sup>er</sup>. Le droit à l'intégration sociale peut être réalisé soit par l'octroi d'un revenu d'intégration, soit par un emploi lié à un contrat de travail tel que visé aux articles 8 et 9.

§ 2. L'octroi et le maintien d'un revenu d'intégration peuvent être assortis d'un projet individualisé d'intégration sociale visé à l'article 11, §§ 1<sup>er</sup> et 3, soit à la demande de l'intéressé lui-même, soit à l'initiative du centre.

§ 3. Les dispositions prévues à l'article 6, § 3, sont d'application lorsque dans le cadre de son droit à l'intégration sociale, l'intéressé se voit proposer un emploi ou un projet individualisé d'intégration sociale.

## TITRE II. — Modalités d'application du droit à l'intégration sociale

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Montant du revenu d'intégration

Art. 14. § 1<sup>er</sup>. Le revenu d'intégration annuel s'élève à :

1<sup>o</sup> 4.400 EUR pour toute personne cohabitant avec une ou plusieurs personnes.

Il faut entendre par cohabitation le fait que des personnes vivent sous le même toit et règlent principalement en commun leurs questions ménagères;

2<sup>o</sup> 6.600 EUR pour une personne isolée;

3<sup>o</sup> 7.700 EUR pour :

- une personne isolée qui est redevable d'une pension alimentaire à l'égard de ses enfants, sur la base soit d'une décision judiciaire, soit d'un acte notarié dans le cadre d'une procédure de divorce ou de séparation de corps et de biens par consentement mutuel et qui fournit la preuve du paiement de cette pension;

- une personne isolée qui héberge la moitié du temps uniquement soit un enfant mineur non marié à sa charge durant cette période, soit plusieurs enfants, parmi lesquels au moins un enfant mineur non marié qui est à sa charge durant cette période, dans le cadre de l'hébergement alterné, fixé par décision judiciaire ou par convention visée à l'article 1288 du Code judiciaire.

4<sup>o</sup> 8.800 EUR pour la famille monoparentale avec charge d'enfant(s).

Par famille monoparentale avec charge d'enfant(s) on entend la personne isolée qui héberge exclusivement soit un enfant mineur non marié à sa charge, soit plusieurs enfants, parmi lesquels au moins un enfant mineur non marié à sa charge.

§ 2. Le montant du revenu d'intégration est diminué des ressources du demandeur, calculées conformément aux dispositions du titre II, chapitre II.

§ 3. Le bénéficiaire d'un revenu d'intégration qui perd sa qualité de sans-abri en occupant un logement qui lui sert de résidence principale a droit, une seule fois dans sa vie, à une majoration d'un douzième du montant annuel du revenu d'intégration, fixé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le Roi peut prévoir la possibilité d'octroyer, dans des cas dignes d'intérêt, une deuxième fois la majoration d'un douzième du montant annuel du revenu d'intégration, fixé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>.

Le Roi peut assimiler d'autres catégories de personnes à des sans-abri. »

« Art. 36. § 1<sup>er</sup>. Une subvention est due au centre lorsqu'il agit en qualité d'employeur en application de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale. Lorsque la personne est engagée à temps plein la subvention est égale au montant du revenu d'intégration fixé à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de la présente loi. La subvention reste due au centre jusqu'au terme du contrat de travail, même si la situation familiale ou financière du travailleur concerné se modifie pendant la durée du contrat de travail ou s'il s'établit dans une autre commune.

§ 2. Le Roi fixe le montant de la subvention en cas d'occupation à temps partiel ainsi que les conditions d'octroi de cette subvention.

Il peut aussi porter le montant de la subvention à un montant supérieur et en fixer les conditions pour des initiatives spécifiques d'insertion sociale.

Art. 37. Lorsque le centre agit en tant qu'employeur en application de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, afin de réaliser le droit à l'intégration sociale par l'emploi visé à l'article 6, la subvention, déterminée conformément aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'article 36, est majorée de 25 % tout au plus, jusqu'à concurrence du coût salarial brut de la personne mise au travail.

Art. 38. Une subvention est due au centre lorsqu'il conclut pour un bénéficiaire une convention en matière d'emploi avec une entreprise privée, en application de l'article 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Cette subvention doit être entièrement consacrée à l'encadrement ou à la formation du bénéficiaire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> dans l'entreprise ou au sein du centre.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le montant de la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, de même que les conditions, la durée et les modalités selon lesquelles cette subvention est accordée.

Art. 39. Une subvention est due au centre lorsque celui-ci intervient dans les frais liés à l'insertion professionnelle de l'ayant droit, en application de l'article 9 ou de l'article 13. La subvention est égale au montant de l'intervention financière. »

*Quant aux moyens pris de la violation des règles déterminant les compétences de l'Etat, des communautés et des régions*

B.3.1. La requérante prend un premier moyen de la violation, par l'ensemble de la loi du 26 mai 2002, de l'article 128, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution et de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui attribuent aux communautés, au titre de matières personnalisables, la compétence de régler la matière de l'aide sociale, et de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, de la même loi spéciale, qui attribue aux régions la compétence de régler la politique de l'emploi.

B.3.2. Le Gouvernement flamand prend un moyen de la violation des mêmes dispositions, dirigé spécialement contre les articles 2, 6 à 11, et 36 à 39 de la loi du 26 mai 2002.

B.3.3. L'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 attribue aux communautés la compétence de régler, en matière d'aide aux personnes, « la politique d'aide sociale, en ce compris les règles organiques relatives aux centres publics d'aide sociale », à l'exception, notamment :

« a) de la fixation du montant minimum, des conditions d'octroi et du financement du revenu légalement garanti, conformément à la législation instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;

b) des matières relatives aux centres publics d'aide sociale, réglées par les articles 1<sup>er</sup> et 2 et dans les chapitres IV, V et VII de la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux centres publics d'aide sociale sans préjudice de la compétence des communautés d'octroyer des droits supplémentaires ou complémentaires; ».

L'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, de la même loi attribue aux régions la compétence de régler, « en ce qui concerne la politique de l'emploi », notamment :

« 1<sup>o</sup> le placement des travailleurs;

2<sup>o</sup> les programmes de remise au travail des demandeurs d'emploi inoccupés, à l'exclusion des programmes de remise au travail dans les administrations et services de l'autorité fédérale ou placés sous sa tutelle et à l'exclusion des conventions visées dans la section 5 du chapitre II de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. »

B.3.4. La loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale abroge la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence (article 54), remplace celui-ci par le droit à l'intégration sociale et charge les centres publics d'aide sociale d'assurer ce droit (article 2). Elle fixe les conditions auxquelles ce droit est subordonné (articles 3, 4, 11, 12 et 13), la mise en œuvre du droit à l'intégration sociale par l'emploi pour les jeunes de moins de 25 ans (articles 6 à 10), le montant du revenu d'intégration en fonction de la situation familiale des différentes catégories de bénéficiaires (articles 14, 15 et 16), la procédure d'octroi du droit à l'intégration sociale et de recouvrement du revenu d'intégration (articles 17 à 29), les sanctions (articles 30 et 31) et le financement du revenu d'intégration (articles 32 à 47).

B.3.5. En vertu de la compétence qui lui est réservée par l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, a), de la loi spéciale du 8 août 1980, en matière de minimum de moyens d'existence, le législateur fédéral peut remplacer le minimum de moyens d'existence par le droit à l'intégration sociale, fixer les conditions d'octroi de ce droit et le montant du revenu d'intégration. A ce titre, il peut notamment prévoir que l'octroi et le maintien du revenu d'intégration peuvent être assortis d'un projet individualisé d'intégration sociale (articles 11 et 13, § 2). Il peut aussi prévoir, ainsi qu'il l'a fait à l'article 9, une utilisation active du revenu d'intégration, en permettant d'utiliser tout ou partie de celui-ci pour favoriser l'engagement de l'intéressé par un employeur.

Contester ces compétences au législateur fédéral reviendrait à lui dénier celle de faire les choix qui lui paraissent adéquats dans une matière qui lui est attribuée.

B.3.6. En vertu de la compétence qui lui est réservée par l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, b), de la loi spéciale du 8 août 1980, le législateur fédéral peut en principe prévoir que le droit à l'intégration sociale se concrétisera par une mise à l'emploi, telle qu'elle est prévue par les articles 60, § 7, et 61 de la loi du 8 juillet 1976, qui figurent dans le chapitre IV de cette loi. Les articles 8 et 36 à 39, en tant qu'ils font référence aux dispositions des articles 60 et 61 de la loi du 8 juillet 1976, n'excèdent pas la compétence du législateur fédéral.

B.3.7. La Cour doit encore examiner si le législateur fédéral, dans l'exercice de la compétence qui lui est reconnue par l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980, n'a pas empiété sur les compétences attribuées en matière d'emploi aux régions par l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, de la même loi spéciale. Les articles 2, 6, 8, alinéa 2, et 13, § 1<sup>er</sup>, de la loi attaquée prévoient en effet que le droit à l'intégration sociale peut prendre la forme d'un emploi et ils chargent les centres publics d'aide sociale de mettre en œuvre les moyens qui devraient permettre de fournir cet emploi.

En ce qui concerne les jeunes de moins de 25 ans, l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la loi attaquée prévoit que le droit à l'intégration sociale doit se réaliser par un emploi adapté. En ce qui concerne les personnes âgées de plus de 25 ans, l'article 13, § 1<sup>er</sup>, prévoit que le droit à l'intégration sociale peut être réalisé, soit par l'octroi d'un revenu d'intégration, soit par un emploi. Dans les deux cas, la mission des centres n'est pas limitée à l'application des dispositions des articles 60 et 61 de la loi du 8 juillet 1976 : elle englobe toutes les sortes de mise au travail envisageables.

B.3.8. Il faut considérer que le Constituant et le législateur spécial, dans la mesure où ils n'en disposent pas autrement, ont attribué aux communautés et aux régions toute la compétence d'édicter les règles propres aux matières qui leur ont été transférées. Dès lors, les régions disposent, en vertu de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, de la compétence la plus large en matière de placement des travailleurs et de programmes de remise au travail de demandeurs d'emploi inoccupés.

B.3.9. Bien que la mission confiée aux centres publics d'aide sociale, telle qu'elle est décrite en B.3.7, puisse prendre la forme d'un placement de travailleurs au sens de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980, le législateur fédéral n'a pas entendu empiéter sur les compétences des régions en cette matière, mais a au contraire prévu que les centres pourront utiliser, pour remplir cette mission, les programmes de mise au travail développés par les régions. Ainsi, l'exposé des motifs précise que « le C.P.A.S. peut à cet égard faire usage des différents programmes de remise au travail » (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50 1603/001, p. 5). Le législateur fédéral n'a ni exercé la compétence attribuée aux régions, ni empêché celles-ci de mener la politique de leur choix en matière d'emploi, mais a, à l'occasion de l'exercice de sa propre compétence en matière de minimum de moyens d'existence, permis aux centres publics d'aide sociale d'inscrire leur action dans la politique d'emploi menée par les régions, sans leur permettre d'exercer eux-mêmes cette compétence.

B.3.10. Sous la réserve que, dans la mise en œuvre de leur mission de mise au travail des bénéficiaires du droit à l'intégration sociale qui leur est confiée par les articles 2, 6, 8 et 13, § 1<sup>er</sup>, les centres publics d'aide sociale fassent usage des programmes de placement des travailleurs et de mise au travail des demandeurs d'emploi élaborés par les régions et n'entrent pas en concurrence avec ces programmes, les dispositions précitées ne violent pas l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980.

*Quant aux moyens pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution*

*En ce qui concerne le moyen dirigé contre l'article 2 de la loi du 26 mai 2002*

B.4.1. La requérante demande l'annulation des mots « toute personne a droit à l'intégration sociale » dans cette disposition, en ce qu'ils seraient en contradiction avec l'article 3 de la loi, qui précise les catégories de personnes qui y ont droit, et qui, par là, exclut de ce droit les catégories qu'il ne mentionne pas.

B.4.2. En tant qu'il dénonce une contradiction entre deux dispositions de la loi attaquée, le moyen ne peut être accueilli. Une telle contradiction peut révéler une incohérence du législateur mais elle n'établit pas par elle-même une discrimination.

B.4.3. En tant qu'il dénonce une discrimination entre les personnes qui sont visées par la loi et celles qui sont exclues des droits qu'elle garantit, le moyen se confond avec le troisième moyen, dirigé contre l'article 3, 3<sup>o</sup>, de la loi.

B.4.4. Enfin, en tant qu'il dénonce une discrimination au détriment des catégories de personnes qui sont exclues du champ d'application de la loi parce qu'elles pourraient être induites en erreur à la lecture de l'article 2, le moyen n'est pas fondé. En effet, la deuxième phrase de cette disposition indique expressément que le droit à l'intégration sociale est réalisé « dans les conditions fixées par la présente loi », ce qui invite le lecteur à parcourir la suite de la loi et à constater, à la lecture de l'article 3, que certaines catégories de personnes n'entrent pas dans son champ d'application.

*En ce qui concerne le moyen dirigé contre l'article 3, 3<sup>o</sup>, de la loi du 26 mai 2002*

B.5.1. Dans une première branche de son moyen, la requérante dénonce une discrimination incompatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 12 et 17 du Traité instituant la Communauté européenne, entre ressortissants de l'Union européenne, selon qu'ils tombent ou ne tombent pas dans le champ d'application du règlement (CEE) n<sup>o</sup> 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968.

B.5.2. La Cour de justice des Communautés européennes a jugé, au sujet d'une disposition identique à la disposition en cause, mais relative au minimum de moyens d'existence :

« Les articles 6 et 8 du Traité CE (devenus, après modification, articles 12 CE et 17 CE) s'opposent à ce que le bénéficiaire d'une prestation sociale d'un régime non contributif, telle que le minimum de moyens d'existence prévu à l'article 1<sup>er</sup> de la loi belge du 7 août 1974, soit subordonné, en ce qui concerne les ressortissants d'Etats membres autres que l'Etat membre d'accueil sur le territoire duquel lesdits ressortissants séjournent légalement, à la condition que ces derniers entrent dans le champ d'application du règlement (CEE) n° 1612/68 du Conseil, du 15 octobre 1968, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté, alors même qu'aucune condition de cette nature ne s'applique aux ressortissants de l'Etat membre d'accueil. » (C.J.C.E., 20 septembre 2001, Grzelczyk c/ C.P.A.S. d'Ottignies-Louvain-la-Neuve; C-184/99)

La Cour a également précisé :

« Cette interprétation n'exclut cependant pas que l'Etat membre d'accueil considère qu'un étudiant qui a eu recours à l'assistance sociale ne remplit plus les conditions auxquelles est soumis son droit de séjour et prene, dans le respect des limites imposées à cet égard par le droit communautaire, des mesures en vue soit de mettre fin à l'autorisation de séjour de ce ressortissant, soit de ne pas renouveler celle-ci. »

« Toutefois, de telles mesures ne peuvent en aucun cas devenir la conséquence automatique du recours à l'assistance sociale de l'Etat membre d'accueil par un étudiant ressortissant d'un autre Etat membre. » (ibid., §§ 42 et 43)

B.5.3. Une disposition qui subordonne le droit à l'intégration sociale pour les étrangers ressortissants d'un Etat membre de l'Union à la condition qu'ils bénéficient de l'application du règlement précité est contraire aux articles 12 et 17 du Traité instituant la Communauté européenne.

Il s'ensuit que les ressortissants européens de cette catégorie sont traités de manière différente et que les articles 12 et 17 du Traité excluent que cette différence puisse être justifiée.

B.5.4. L'article 3, 3<sup>o</sup>, deuxième tiret, doit être annulé dans la mesure où il exclut du champ d'application de la loi les étrangers ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne qui résident effectivement et régulièrement sur le territoire mais qui ne bénéficient pas de l'application du règlement (CEE) n° 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté.

B.6.1. Les deuxième et troisième branches du moyen concernent le troisième tiret de la disposition en cause, qui limite le droit à l'intégration sociale aux personnes « *inscrite[s]* » comme étranger au registre de la population ».

B.6.2. L'exposé des motifs indique à ce sujet que la loi « entend promouvoir l'égalité de traitement entre les Belges et les étrangers inscrits au registre de la population. » Il précise qu'il s'agit « principalement d'étrangers qui, au cours des années 60, ont été sollicités pour travailler chez nous et qui se sont établis entre-temps en Belgique », et que « le potentiel de ce groupe d'étrangers doit être mis en valeur », de façon à développer une « véritable politique menée en faveur de l'égalité des chances [qui] doit permettre de vaincre les obstacles à l'intégration. » (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50 1603/001, p. 9)

B.6.3. Il existe une différence entre les étrangers qui sont autorisés à s'établir dans le Royaume et les étrangers qui sont autorisés à y séjourner pour une durée limitée ou illimitée. L'article 14 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dispose que, pour s'établir dans le Royaume, l'étranger doit y être autorisé par le ministre compétent ou son délégué. Cette autorisation ne peut être accordée qu'à l'étranger préalablement autorisé ou admis à séjourner dans le Royaume pour une durée illimitée. L'article 15 de la loi du 15 décembre 1980 fixe les catégories d'étrangers auxquels une autorisation d'établissement doit être accordée. Tel est notamment le cas - sauf si des raisons d'ordre public ou de sécurité nationale s'y opposent - des étrangers qui justifient d'un séjour « régulier et ininterrompu de cinq ans » dans le Royaume.

Les étrangers qui prolongent leur séjour dans le pays au-delà de la durée limitée pour laquelle ils avaient été autorisés à séjourner en Belgique et qui ne sont plus en possession d'un titre de séjour régulier peuvent faire l'objet d'un ordre de quitter le territoire donné par le ministre compétent ou son délégué (article 13, alinéa 3) et ces étrangers peuvent être renvoyés par le ministre, après avis de la Commission consultative des étrangers, lorsqu'ils portent atteinte à l'ordre public ou à la sécurité nationale ou qu'ils ne respectent pas les conditions de séjour légales (article 20, alinéa 1<sup>er</sup>), alors que les étrangers qui sont autorisés à s'établir dans le Royaume ne peuvent être expulsés que par le Roi, après avis de la Commission consultative des étrangers, lorsqu'ils portent gravement atteinte à l'ordre public ou à la sécurité nationale; si cette mesure est fondée sur l'activité politique des intéressés, l'arrêté d'expulsion doit être délibéré en Conseil des ministres (article 20, alinéa 2).

Le critère de « l'autorisation d'établissement dans le Royaume », qui ressort de l'inscription au registre de la population, est pertinent par rapport à l'objectif de promouvoir l'intégration sociale des personnes résidant en Belgique. Il n'est pas déraisonnable, en effet, que le législateur réserve les efforts et moyens particuliers qu'il entend mettre en œuvre en vue de réaliser cet objectif à des personnes qui sont supposées, en raison de leur statut administratif, être installées en Belgique de manière définitive ou à tout le moins pour une durée significative. Il s'agit d'ailleurs d'étrangers dont la situation de séjour est dans une large mesure semblable à celle des Belges qui ont leur résidence effective en Belgique.

B.6.4. Les étrangers séjournant légalement sur le territoire et qui se trouvent dans le besoin ou dont les moyens d'existence sont insuffisants ont droit à l'aide sociale, en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale : la mesure n'affecte dès lors pas leur droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.

B.7.1. Le moyen, dans sa quatrième branche, dénonce une discrimination, créée par l'article 3, 3<sup>o</sup>, 4<sup>ème</sup> tiret, entre les apatrides et les personnes de nationalité indéterminée.

B.7.2. L'assimilation aux apatrides des personnes de nationalité indéterminée était justifiée, dans les travaux préparatoires de la loi du 3 mars 1982, par un renvoi à la loi du 1<sup>er</sup> avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées (*Doc. parl.*, Sénat, 1979-1980, n° 381, n° 1); les travaux préparatoires de cette dernière loi révèlent que le législateur entendait, en cette matière, apporter une solution au problème posé par la suppression de la « carte de nomade » et de la remise à certaines personnes d'une carte d'identité portant la mention « nationalité indéterminée ». Par contre, une proposition de loi qui tendait à étendre cette assimilation en toute matière de législation sociale n'a pas abouti (*Doc. parl.*, Sénat, S.E. 1979, 55, n° 1).

B.7.3. Alors que la loi du 3 mars 1982 n'accordait pas le minimum de moyens d'existence aux étrangers, à l'exception de quelques catégories d'entre eux, la loi attaquée permet à tout étranger inscrit au registre de la population de bénéficier du revenu d'intégration sociale.

La partie requérante n'a pas apporté des éléments qui démontrent qu'une catégorie d'étrangers de « nationalité indéterminée » se trouvent dans une situation qui nécessiterait qu'ils soient traités de la même manière que les catégories de personnes auxquelles la loi attaquée est applicable, même lorsqu'ils ne feraient pas partie d'une de ces catégories.

B.7.4. Il s'ensuit qu'il n'est pas démontré que, en ne reprenant pas dans la loi attaquée une assimilation inscrite dans la loi du 3 mars 1982, le législateur aurait pris une mesure discriminatoire.

*Quant au moyen dirigé contre l'article 4, § 2, de la loi du 26 mai 2002*

B.8.1. La partie requérante considère qu'en rendant les conventions relatives à une pension alimentaire inopposables au centre public d'aide sociale, le législateur aurait établi trois discriminations incompatibles avec les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.8.2. L'article 4, § 1<sup>er</sup>, de la loi prévoit que le centre public d'aide sociale peut imposer à l'intéressé de faire valoir ses droits à l'égard des personnes qui lui doivent des aliments. Il s'agit d'une possibilité pour le centre, qui peut y renoncer après avoir examiné les circonstances. Les travaux préparatoires précisent que la disposition en cause a été adoptée pour « éviter que la personne ne renonce sciemment et volontairement à l'obligation alimentaire de son conjoint ou ex-conjoint » (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50 1603/001, p. 13).

B.8.3. En rendant inopposables les conventions relatives à une pension alimentaire uniquement quand elles sont conclues par des personnes qui revendiquent leur droit à l'intégration sociale, le législateur a pris une mesure qui n'est pas dénuée de justification.

Il est pertinent, en effet, puisque le droit à l'intégration sociale est subordonné à l'absence de ressources suffisantes (article 3, 4<sup>o</sup>), de permettre aux centres publics d'aide sociale de s'assurer que tel est bien le cas de celui qui demande à en bénéficier. Par ailleurs, l'article 4, § 1<sup>er</sup>, prévoyant la possibilité et non l'obligation d'imposer à celui-ci de faire valoir ses droits alimentaires, le centre public d'aide sociale doit apprécier, en fonction des circonstances propres à chaque situation, s'il convient de faire appel aux débiteurs d'aliments. Il pourra ainsi tenir compte, le cas échéant, d'une convention relative à une pension alimentaire. Dès lors qu'elle permet une telle appréciation, la mesure n'est pas disproportionnée.

B.8.4. La requérante critique encore la différence de traitement établie entre les personnes qui ont conclu une convention relative à une pension alimentaire, rendue inopposable au centre public d'aide sociale par l'article 4, § 2, et, d'une part, les personnes qui ont conclu une convention homologuée par le juge qui prononce le divorce par consentement mutuel en vertu de l'article 1298 du Code judiciaire, et, d'autre part, les personnes qui ont conclu une convention portant sur la pension due dans le cadre d'un divorce, prévue par l'article 301 du Code civil.

B.8.5. Les conventions sur lesquelles portent les comparaisons établies par la requérante sont d'une nature différente et revêtent des caractéristiques propres, par rapport aux conventions visées par la disposition attaquée. Son objectif étant de permettre au centre de ne pas prendre en considération une convention par laquelle une personne aurait pu renoncer, en tout ou en partie, à une créance alimentaire, le législateur pouvait ne pas étendre l'inopposabilité à des conventions qui font l'objet d'une homologation judiciaire (article 1298 du Code civil) et à celles qui n'ont pas un caractère exclusivement alimentaire (article 301 du Code civil).

B.8.6. Le moyen ne peut être retenu.

*Quant au moyen dirigé contre les articles 6, §§ 1<sup>er</sup> et 2, et 13, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 26 mai 2002*

B.9.1. Dans la première branche du moyen, la requérante reproche aux dispositions incriminées d'établir une différence de traitement injustifiée entre les bénéficiaires du droit à l'intégration sociale selon leur âge, en ce que seuls les bénéficiaires âgés de moins de 25 ans auraient un véritable droit subjectif à l'emploi.

B.9.2. Etant donné que les dispositions attaquées ont été jugées conformes aux règles répartitrices de compétences sous la réserve que dans la mise en œuvre de la mission de mise au travail des bénéficiaires du droit à l'intégration sociale, les centres publics d'aide sociale fassent usage des programmes de placement des travailleurs et de mise au travail des demandeurs d'emploi élaborés par les régions et n'entrent pas en concurrence avec ces derniers (B.3.9), l'article 6, § 1<sup>er</sup>, ne saurait être considéré comme octroyant, aux bénéficiaires du droit à l'intégration sociale âgés de moins de 25 ans, un véritable droit subjectif à l'emploi. Il met à charge des centres publics d'aide sociale une obligation d'utiliser les moyens dont ils disposent, dans les limites de leurs compétences, pour favoriser l'insertion professionnelle des personnes concernées.

B.9.3. Il reste que les dispositions en cause n'imposent cette obligation de moyen au centre public d'aide sociale qu'au bénéfice des personnes âgées de moins de 25 ans, puisqu'à l'égard des autres bénéficiaires, le droit à l'intégration sociale « peut » être réalisé par un emploi.

B.9.4. L'article 23 de la Constitution, invoqué par la partie requérante, énonce que les droits économiques, sociaux et culturels comprennent notamment « le droit au travail [...] dans le cadre d'une politique générale de l'emploi, visant entre autres à assurer un niveau d'emploi aussi stable et élevé que possible ». La rédaction même de cette disposition indique que la réalisation du droit au travail pour tous est conditionnée par des facteurs économiques que les législateurs belges ne maîtrisent pas pleinement. Il en va de même des dispositions des articles 6 et 7 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

B.9.5. L'exposé des motifs justifie la priorité donnée aux jeunes de moins de 25 ans qui ne peuvent assurer leurs moyens d'existence de manière autonome par l'importance quantitative de ce groupe : « en 2000, ils étaient en effet 20.797 à vivre du minimex, soit 25,8 % du total des bénéficiaires de cette allocation [...] en 10 ans, ce groupe a plus que triplé » (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50 1603/001, p. 5), et par la nécessité d'offrir « d'autres perspectives d'avenir [...] à ces jeunes » (*ibid.*).

B.9.6. En présence de cette aggravation du nombre de jeunes bénéficiant du minimex, le législateur a pu considérer que l'exclusion sociale des jeunes était un problème qu'il fallait s'attacher à résoudre en priorité. Il ne peut lui être fait grief, dans les circonstances actuelles du marché de l'emploi, d'avoir établi une différence de traitement injustifiée en invitant les centres publics d'aide sociale à mobiliser leurs efforts en matière d'intégration sociale en faveur des plus jeunes. Le critère de l'âge est, à cet égard, objectif et pertinent. Les moyens mis en œuvre, tels qu'ils doivent être limités pour tenir compte des règles répartitrices de compétences entre l'Etat, les communautés et les régions, sont pertinents pour favoriser la réalisation de l'objectif que le législateur s'est fixé. Enfin, la mesure n'entraîne pas de conséquences disproportionnées pour les personnes âgées de plus de 25 ans : l'article 13, § 1<sup>er</sup>, permet que le droit à l'intégration sociale soit, dans la mesure du possible, réalisé par un emploi pour elles aussi.

B.9.7. En cette branche, le moyen n'est pas fondé.

B.10.1. Le moyen, dans sa deuxième branche, dénonce une discrimination entre les bénéficiaires du droit à l'intégration sociale qui peuvent se voir imposer un emploi « adapté à [leur] situation personnelle et à [leurs] capacités » et les bénéficiaires d'allocations de chômage, qui sont tenus d'accepter tout emploi « convenable » au sens de l'article 51 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

B.10.2. En n'utilisant pas la même expression dans deux législations qui, tout en poursuivant le but partiellement commun de mettre des personnes au travail, n'en demeurent pas moins distinctes, le législateur n'a pas violé les articles 10 et 11 de la Constitution.

Il n'apparaît pas que la différence de cette terminologie puisse aboutir à traiter de manière discriminatoire les bénéficiaires de l'un et l'autre régimes.

B.10.3. En cette branche, le moyen n'est pas fondé.

B.11. Le moyen, dans sa troisième branche, porte sur le projet individualisé d'intégration sociale et se confond avec le moyen dirigé contre l'article 11 de la loi qui sera examiné en B.14.

*Quant au moyen dirigé contre l'article 8, alinéa 2, de la loi du 26 mai 2002*

B.12.1. La requérante reproche à l'article 8, alinéa 2, de la loi attaquée d'établir une discrimination entre les bénéficiaires du droit à l'intégration sociale, pour qui ce droit est concrétisé sous la forme d'un emploi dans le cadre des articles 60, § 7, et 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, et ceux pour qui le droit est concrétisé sous la forme d'un emploi hors de ce cadre.

B.12.2. Les articles 60, § 7, et 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale prévoient la possibilité pour ces derniers d'agir eux-mêmes comme employeurs à l'égard des bénéficiaires d'aide, le cas échéant en les mettant à la disposition de partenaires avec lesquels ils ont conclu une convention à cet effet. L'article 60, § 7, alinéa 1<sup>er</sup>, prévoit que le centre agit ainsi « lorsqu'une personne doit justifier d'une période de travail pour obtenir le bénéfice complet de certaines allocations sociales », et l'alinéa 2 de la même disposition précise que « la durée de la mise à l'emploi visée à l'alinéa précédent, ne peut être supérieure à la durée nécessaire à la personne mise au travail en vue d'obtenir le bénéfice complet des allocations sociales ».

B.12.3. Par ailleurs, l'article 3, 6<sup>o</sup>, de la loi du 26 mai 2002, qui prévoit que le droit est subordonné à la condition que la personne concernée ait fait « valoir ses droits aux prestations dont elle peut bénéficier en vertu de la législation sociale belge et étrangère », établit le caractère résiduaire du droit à l'intégration sociale.

B.12.4. Il est vrai que la disposition en cause, qui n'est d'ailleurs qu'une répétition de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, a pour effet que la personne qui a bénéficié d'un droit à l'intégration sociale sous la forme d'un emploi dans le cadre de cette législation le perd dès qu'elle est en mesure de prétendre à une prestation sociale, tandis qu'une personne qui a bénéficié d'un droit à l'intégration sous la forme d'un autre type d'emploi perd certes, par l'effet de son engagement, son droit à l'intégration sociale, mais conserve son droit à l'emploi.

Cette différence de traitement est toutefois imputable aux particularités de la mise au travail dans le cadre des articles 60, § 7, et 61 précités, et au caractère résiduaire du droit à l'intégration sociale. Elle repose donc sur un critère objectif et pertinent.

B.12.5. En outre, l'application de la disposition n'entraîne pas de conséquences disproportionnées puisque, par hypothèse, la personne concernée bénéficie d'une prestation sociale au moins équivalente au revenu d'intégration et qu'elle pourrait, tout comme les personnes mises au travail et qui viendraient à perdre leur emploi, à nouveau faire appel à l'aide du centre public d'aide sociale si elle devait perdre son droit aux prestations sociales.

B.12.6. Le moyen n'est pas fondé.

*Quant au moyen dirigé contre l'article 10 de la loi du 26 mai 2002*

B.13.1. La requérante estime que la disposition attaquée crée une différence de traitement incompatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution entre les personnes qui ont droit au revenu d'intégration parce qu'elles satisfont à toutes les conditions requises en ce compris celles qui sont prévues par cette disposition, et celles qui ne remplissent pas les conditions de cette disposition, mais qui répondent aux autres conditions pour l'obtention du droit à l'intégration sociale.

B.13.2. En vertu de l'article 2 de la loi attaquée, le droit à l'intégration sociale peut « prendre la forme d'un emploi et/ou d'un revenu d'intégration ». Parmi les conditions d'obtention du droit à l'intégration sociale figure, à l'article 3, 5<sup>o</sup>, de la loi, celle d'être « disposée à travailler, à moins que des raisons de santé ou d'équité » s'y opposent. Le droit à l'intégration pour les bénéficiaires âgés de moins de 25 ans doit, conformément à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, être garanti prioritairement par un emploi. S'il n'est pas possible de fournir un emploi à un bénéficiaire, celui-ci a droit, en vertu de l'article 10, à un revenu d'intégration. Les travaux préparatoires soulignent, à propos de cette disposition, que « le jeune a droit à un revenu d'intégration depuis l'introduction de la demande jusqu'à l'engagement effectif » (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, n<sup>o</sup> 50 1603/001, p. 17).

B.13.3. L'article 10 attaqué n'impose pas des conditions supplémentaires pour l'octroi du revenu d'intégration aux personnes qu'il vise. Dès lors que la loi du 26 mai 2002, à l'instar de celle du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence (article 6, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>), conditionne le droit qu'elle établit au fait d'être disposé à travailler, il est justifié qu'elle ne permette l'octroi du revenu d'intégration au bénéficiaire que si, et aussi longtemps que, celui-ci ne peut être occupé dans un emploi rémunéré.

B.13.4. Le moyen n'est pas fondé.

*Quant au moyen dirigé contre l'article 11 de la loi du 26 mai 2002*

B.14.1. La requérante estime que l'article 11 de la loi du 26 mai 2002 crée une différence de traitement injustifiée entre les personnes qui se verront imposer un projet individualisé d'intégration sociale faisant l'objet d'un contrat, qui conditionnera leur droit à l'obtention d'un revenu d'intégration, et celles pour qui ce droit ne sera pas assorti d'un tel contrat. Elle ajoute que l'imposition de ce contrat constitue une régression dans la mise en œuvre du droit de mener une vie conforme à la dignité humaine garanti par l'article 23 de la Constitution.

B.14.2. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, le projet individualisé d'intégration sociale, inscrit dans un contrat, qui est obligatoire dans quatre hypothèses (lorsque le bénéficiaire âgé de moins de 25 ans est étudiant ou qu'il bénéficie d'un projet menant à un contrat de travail, et lorsque soit le bénéficiaire, soit le centre public d'aide sociale en prennent l'initiative), s'analyse, selon les termes de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, comme une condition à l'obtention du revenu d'intégration pour les personnes à qui il est imposé.

B.14.3. Afin de tendre à la réalisation de l'objectif général de la loi, qui est de promouvoir la réinsertion des personnes les plus démunies, le législateur a estimé que « si l'aide financière reste indispensable, elle ne constitue plus, dans bien des cas, un instrument suffisant », et que « pour répondre aux attentes tant des personnes précarisées elles-mêmes, qui aspirent à s'en sortir », que des C.P.A.S., les politiques sociales doivent évoluer de l'assistance strictement financière vers l'action sociale ». C'est pourquoi il a entendu intégrer le droit subjectif à l'intégration sociale dans un contrat et a poursuivi et amplifié le mouvement amorcé en 1993 avec le programme d'urgence pour une société plus solidaire et les contrats d'intégration pour les 18-25 ans (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50 1603/001, pp. 4-5).

B.14.4. Pour éviter que ce contrat n'impose au bénéficiaire de la prestation des charges trop importantes et n'aboutisse à l'exclure indûment du droit au revenu d'intégration, le législateur a précisé que « le projet s'appuie sur les aspirations, les aptitudes, les qualifications et les besoins de la personne concernée » (article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2), que le centre public d'aide sociale doit veiller à « respecter une juste proportionnalité entre les exigences formulées à l'égard de l'intéressé et l'aide octroyée » (alinéa 4), qu'un ou plusieurs tiers peuvent être parties au contrat à la demande de l'intéressé (§ 3, alinéa 1<sup>er</sup>), que l'intéressé peut se faire assister par une personne de son choix lors de la négociation du projet avec le centre public d'aide sociale, qu'il dispose d'un délai de réflexion de 5 jours avant la signature et qu'il peut demander à être entendu (article 6, § 3). En outre, un recours auprès du tribunal du travail est ouvert à l'intéressé.

Au cours des travaux parlementaires, il a été précisé à cet égard que « dans cette matière, force est de constater qu'il ne sera jamais possible de définir des normes avec précision étant donné que les concepts s'appliquent à un très grand nombre de personnes et sont mis en œuvre par de nombreux C.P.A.S. » et que « plutôt que d'insérer des garanties dans la terminologie, il est prévu d'une part, que l'intéressé peut se faire accompagner par un tiers et d'autre part, qu'il peut s'adresser au tribunal du travail » (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50 1603/004, p. 51).

B.14.5. Compte tenu de ces garanties, la mesure critiquée apparaît pertinente et proportionnée par rapport à l'objectif poursuivi, particulièrement à l'égard des catégories de personnes, âgées de moins de 25 ans, dont l'intégration sociale doit être spécialement encouragée et favorisée.

B.14.6. Sans qu'il soit nécessaire de s'interroger sur la portée normative de l'article 23 de la Constitution dans son ensemble, cette disposition constitutionnelle impose aux législateurs, en matière d'aide sociale, de ne pas porter atteinte au droit garanti par la législation qui était applicable le jour où l'article 23 est entré en vigueur. Cette obligation ne peut toutefois s'entendre comme imposant à chaque législateur, dans le cadre de ses compétences, de ne pas toucher aux modalités de l'aide sociale prévues par la loi. Elle leur interdit d'adopter des mesures qui marqueraient un recul significatif du droit garanti par l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup> et alinéa 3, 2<sup>o</sup>, de la Constitution, mais elle ne les prive pas du pouvoir d'apprécier de quelle manière ce droit sera le plus adéquatement assuré.

B.14.7. Il y a lieu de relever, à cet égard, que la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence contenait un article 6, § 2, prévoyant un « projet individualisé d'intégration sociale » inscrit dans un contrat écrit conclu entre le bénéficiaire et le centre public d'aide sociale, le respect de ce contrat étant obligatoire pour l'octroi et le maintien du minimum de moyens d'existence aux bénéficiaires âgés de moins de 25 ans ou lorsqu'il était proposé par le bénéficiaire ou par le centre public d'aide sociale. Cette disposition avait été introduite par une loi du 12 janvier 1993, soit antérieurement à l'article 23 de la Constitution qui est entré en vigueur, le jour de sa publication, le 17 février 1994. La disposition incriminée ne constitue dès lors pas, contrairement à ce que soutient la requérante, une régression dans la mise en œuvre du droit de mener une vie conforme à la dignité humaine garanti par la Constitution.

B.14.8. Le moyen n'est pas fondé.

*Quant au moyen dirigé contre l'article 14, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 26 mai 2002*

B.15.1. La requérante dénonce dix violations des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec son article 23, avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, ainsi qu'avec l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Elle considère que les catégories établies par le législateur pour la fixation des montants du revenu d'intégration sont, à plusieurs égards, discriminatoires et portent atteinte à la protection de la vie privée des personnes concernées, dans la mesure où elles auraient pour effet d'influencer des choix fondamentaux relevant de celle-ci.

B.15.2. Le revenu d'intégration est un « revenu indexé, qui doit permettre à la personne de mener une vie conforme à la dignité humaine » (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50 1603/001, p. 7). La disposition en cause opère, en vue de la détermination du niveau du revenu d'intégration, une distinction entre quatre catégories : les cohabitants, les isolés, les isolés qui assument une charge d'enfant et les familles monoparentales avec charge d'enfant. Par rapport à la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, la nouvelle catégorisation entend permettre « l'adaptation de la loi aux évolutions sociales » (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50 1603/001, p. 10).

B.16.1. Le caractère forfaitaire du revenu d'intégration et la multiplicité des situations individuelles des bénéficiaires expliquent que le législateur fasse usage de catégories qui, nécessairement, n'appréhendent la diversité des situations qu'avec un certain degré d'approximation. Néanmoins, lorsqu'il établit les catégories de bénéficiaires du revenu d'intégration en fonction de leur situation, le législateur ne pourrait, sans violer les dispositions visées au moyen, adopter des critères de distinction qui se révéleraient dépourvus de pertinence.

B.16.2. A cet égard, l'argumentation récurrente du Conseil des ministres selon laquelle la législation relative à l'aide sociale permettrait de compléter, lorsque c'est nécessaire, les montants du revenu d'intégration, n'est de nature à justifier la mesure envisagée que lorsque la diversité des situations individuelles rend effectivement impossible la détermination d'une catégorie spécifique.

B.16.3. En effet, s'il est exact que l'aide sociale, prévue par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, permet, le cas échéant, d'offrir un complément financier au revenu d'intégration qui s'avérerait insuffisant, cette aide est toujours conditionnée par la preuve de sa nécessité, et elle est en principe ponctuelle et adaptée à une situation donnée. Par opposition à ce mécanisme, le mécanisme forfaitaire du revenu d'intégration prend en compte la reconnaissance d'un certain niveau de besoin, en vue de mener une vie conforme à la dignité humaine, commun à toutes les personnes qui doivent être considérées comme appartenant à une même catégorie. La possibilité d'octroi d'une aide sociale complémentaire ne saurait dès lors être considérée comme un instrument permettant de pallier de manière systématique les insuffisances de la mise en œuvre du droit à l'intégration sociale, si du moins de telles insuffisances étaient constatées à l'égard d'une ou de plusieurs catégories de personnes objectivement définies.

B.17.1. Le moyen, en sa première branche, dénonce une discrimination entre la personne cohabitante qui a charge d'enfant et la personne cohabitante qui n'a pas charge d'enfant, en ce que ces deux catégories de personnes, qui se trouvent dans des situations fondamentalement différentes, ont droit au même montant de revenu d'intégration.



B.17.2. La personne qui assume la charge financière d'un ou de plusieurs enfants se trouve, au regard de l'objet de la loi, qui est de garantir à chacun les moyens, notamment financiers, nécessaires pour mener une vie conforme à la dignité humaine, dans une situation différente de la personne qui n'assume pas une telle charge.

B.17.3. Au cours des travaux préparatoires, le traitement égal réservé à ces deux catégories de bénéficiaires a été justifié par la considération que les personnes qui assument la charge d'enfants bénéficient généralement de prestations familiales garanties qui compenseraient la différence de dépenses occasionnées par l'entretien des enfants (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50 1603/001, p. 21).

B.17.4. Les bénéficiaires du revenu d'intégration se voient octroyer, en principe, les prestations familiales garanties, et l'objet de celles-ci est de compenser une partie des charges représentées par l'entretien des enfants. Si cela ne leur permet pas de mener une vie conforme à la dignité humaine, ils ont également droit à une aide sociale en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Il en résulte que, considéré en soi, le traitement égal des cohabitants, qu'ils aient des enfants à charge ou non, ne fait pas naître d'effets disproportionnés.

B.17.5. Toutefois, l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, prévoit des montants de revenu d'intégration différents pour les personnes isolées, d'une part, et les personnes isolées qui assument soit la charge financière, soit l'hébergement partiel ou à temps plein d'enfants, d'autre part.

Il relève du pouvoir d'appréciation du législateur de prendre ou non en considération la charge d'enfants lorsqu'il détermine le montant du revenu d'intégration mais il ne peut à cet égard, sans méconnaître les articles 10 et 11 de la Constitution, prendre en compte la charge d'enfants lorsqu'il s'agit de bénéficiaires isolés et non lorsqu'il s'agit de bénéficiaires cohabitants.

B.17.6. Le législateur a donc violé les articles 10 et 11 de la Constitution, non pas en omettant d'instaurer une catégorie spécifique formée par les cohabitants qui hébergent un ou plusieurs enfants ou qui en assument la charge financière, mais en ce que, pour cette catégorie, il ne tient pas compte de la charge d'enfants alors qu'il le fait pour les isolés.

B.17.7. Le moyen, en cette branche, est fondé. L'article 14, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 26 mai 2002 doit être annulé dans la mesure où il traite de la même manière tous les cohabitants sans tenir compte de la charge d'enfants.

B.18.1. Le moyen, en sa deuxième branche, dénonce une discrimination entre les personnes isolées qui sont redevables d'une pension alimentaire envers leurs enfants et les personnes isolées qui ont la charge de leurs enfants, qui bénéficient d'un montant de revenu d'intégration plus élevé que les premières.

B.18.2. En fixant les catégories de bénéficiaires du revenu d'intégration, le législateur a pu raisonnablement considérer que la charge d'enfants, qui comprend leur hébergement, place les personnes qui assument cette charge dans une situation différente de celles qui, par le paiement d'une pension alimentaire, contribuent à l'entretien d'enfants qu'elles n'hébergent pas. La distinction de traitement est dès lors raisonnablement justifiée.

B.18.3. En cette branche, le moyen n'est pas fondé.

B.19.1. Le moyen, en ses troisième et septième branches, dénonce une discrimination entre les personnes qui sont redevables d'une pension alimentaire envers leurs enfants sur la base, soit d'une décision judiciaire, soit d'un acte notarié, et les personnes qui s'acquittent de pensions alimentaires volontairement ou sur la base d'une convention conclue sous seing privé, seules les premières bénéficiant d'un taux majoré de revenu d'intégration.

B.19.2. Les critères de la décision judiciaire et de l'acte notarié d'une part garantissent que la pension en cause est exécutoire, et d'autre part, permettent de réduire le risque que le bénéficiaire du revenu d'intégration n'ait organisé volontairement et sciemment sa situation financière de façon à bénéficier d'un montant plus important que celui auquel, normalement, sa situation lui donnerait droit. Les critères en cause sont dès lors raisonnablement justifiés.

B.19.3. En ces branches, le moyen n'est pas fondé.

B.20.1. Le moyen, en sa quatrième branche, dénonce une discrimination entre les personnes redevables d'une pension alimentaire à l'égard de leurs enfants, qui bénéficient d'un montant majoré de revenu d'intégration, et les personnes qui s'acquittent d'une part contributive pour un enfant placé, qui n'en bénéficient pas.

B.20.2. Ces deux catégories de personnes, en ce qu'elles s'acquittent du paiement d'une contribution aux charges d'entretien de leurs enfants qu'elles n'hébergent pas, se trouvent dans une situation comparable.

B.20.3. Il est vrai, comme le souligne le Conseil des ministres, que l'enfant placé dans une institution ne subira pas directement les conséquences du non-paiement, par son auteur, de la part contributive qui est à sa charge de la même manière qu'un enfant qui est hébergé par son autre parent, créancier de la pension alimentaire. Il n'en demeure pas moins que, du point de vue du parent débiteur de la pension ou de la part contributive, le paiement de celle-ci représente une charge équivalente, et que le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine inclut celui de disposer des moyens nécessaires pour assumer la charge de ses enfants, que ceux-ci soient hébergés par l'autre parent ou placés en institution. Dès lors, la différence de traitement dénoncée n'est pas justifiée.

B.20.4. Contrairement à ce que soutient encore le Conseil des ministres, il est indifférent que les autorités législatives ou exécutives des communautés aient prévu ou puissent prévoir qu'aucune part contributive n'est fixée à charge des personnes relevant de l'aide dispensée par les centres publics d'aide sociale. En effet, la constitutionnalité d'une disposition adoptée par le législateur fédéral dans l'exercice de sa compétence ne saurait dépendre de l'existence d'une disposition prise par les législateurs communautaires, dans l'exercice de leur propre compétence, même si cette disposition peut avoir pour effet de neutraliser la discrimination causée par la disposition fédérale.

B.20.5. En cette branche, le moyen est fondé. Il convient d'annuler l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, en tant qu'il comprend la catégorie des personnes qui s'acquittent d'une part contributive pour un enfant placé, fixée par le tribunal de la jeunesse ou les autorités administratives dans le cadre de l'aide ou de la protection de la jeunesse.

B.21.1. Le moyen, en sa cinquième branche, dénonce une discrimination entre les bénéficiaires du revenu d'intégration, majoré parce qu'ils s'acquittent d'une pension alimentaire, et les personnes qui ne bénéficient que du revenu d'intégration de base, alors qu'elles s'acquittent d'une pension alimentaire sur la base de l'article 336 du Code civil.

B.21.2. L'article 336 du Code civil permet à l'enfant dont la filiation paternelle n'est pas établie de réclamer une pension à celui qui a eu des relations avec sa mère pendant la période légale de conception.

B.21.3. Le Conseil des ministres estime que la différence de traitement est inexistante, étant donné que cette hypothèse serait visée par l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, de la loi du 26 mai 2002 et que les débiteurs de cette pension bénéficieraient dès lors d'un revenu d'intégration majoré.

B.21.4. En visant la « personne isolée qui est redevable d'une pension alimentaire à l'égard de ses enfants », l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, semble exclure l'hypothèse, visée par l'article 336 du Code civil, du débiteur d'une pension à l'égard d'un enfant avec lequel il n'a pas de lien de filiation établi. Dans cette interprétation, cette disposition crée une différence de traitement injustifiée entre les catégories de personnes visées au B.21.1. Par contre, si la disposition est interprétée comme incluant, non seulement les pensions alimentaires payées en faveur d'enfants avec qui le lien de filiation est établi, mais aussi les pensions acquittées sur la base de l'article 336 du Code civil, elle n'établit pas la différence de traitement dénoncée.

B.21.5. A condition que l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, soit interprété comme incluant l'hypothèse de la personne qui s'acquitte d'une pension alimentaire sur la base de l'article 336 du Code civil, le moyen, en cette branche, n'est pas fondé.

B.22.1. Le moyen, en sa sixième branche, fait grief au législateur de ne pas avoir prévu de progressivité des montants du revenu d'intégration octroyé aux bénéficiaires en fonction du nombre et du montant des pensions alimentaires dont ils s'acquittent.

B.22.2. Le nombre de pensions payées et le montant de chacune d'elles sont à ce point variables qu'il ne peut être fait grief au législateur de ne pas avoir établi une progressivité du revenu d'intégration sociale qui tienne compte de ces différentes situations. En outre, le montant des pensions alimentaires dont un bénéficiaire est redevable est fixé en fonction des ressources dont il dispose. Ces pensions tiennent compte du montant du revenu d'intégration accordé au bénéficiaire, de sorte que celui-ci ne peut être discriminé parce que ce revenu ne prend pas en considération la charge que représentent ces pensions.

B.22.3. En cette branche, le moyen n'est pas fondé.

B.23.1. Le moyen, en sa huitième branche, dénonce une discrimination entre les personnes isolées qui hébergent leurs enfants mineurs non mariés la moitié du temps, qui perçoivent un revenu d'intégration majoré, et celles qui les hébergent dans une proportion moindre, qui n'ont pas droit à la majoration.

B.23.2. Entre les personnes qui assument la charge de leurs enfants mineurs la moitié du temps et celles qui les accueillent régulièrement mais dans une proportion moindre, existe une différence objective de situation : les premières doivent être présumées participer à l'entretien des enfants à concurrence de la moitié des charges que celui-ci représente, alors que les secondes y participent dans une mesure moins importante. La différence de traitement repose dès lors sur un critère admissible par rapport à l'objet de la mesure.

B.23.3. En outre, si le parent qui accueille les enfants moins de la moitié du temps s'acquitte d'une pension alimentaire en leur faveur, il perçoit, en vertu de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, un même montant de revenu d'intégration que s'il les hébergeait la moitié du temps.

B.23.4. En cette branche, le moyen n'est pas fondé.

B.24.1. Le moyen, en sa neuvième branche, fait grief au législateur de ne pas avoir prévu de progressivité des montants du revenu d'intégration octroyé aux bénéficiaires en fonction du nombre d'enfants dont ils assument la charge et l'hébergement, soit à mi-temps, soit à temps plein.

B.24.2. S'il est exact que la situation des personnes qui assument la charge et l'hébergement d'enfants, au regard de la législation en cause, peut être sensiblement différente selon le nombre d'enfants à charge, l'absence de progressivité du montant de l'intégration sociale n'en est pas pour autant contraire aux dispositions visées au moyen. En effet, ainsi qu'il est dit au B.17.3, l'octroi de prestations familiales, dont les montants sont progressifs en fonction du nombre d'enfants dans le ménage, peut compenser les différences entre familles.

B.24.3. En cette branche, le moyen n'est pas fondé.

B.25.1. Le moyen, en sa dixième branche, dénonce une violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec son article 23, et avec l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, en ce que la loi attaquée supprime la catégorie « conjoints vivant sous le même toit » qui figurait dans l'article 2 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

B.25.2. Le Conseil des ministres répond que les principes d'égalité et de non-discrimination ne permettent pas de comparer la situation des mêmes personnes sous l'empire de deux législations successives.

B.25.3. S'il est exact que les articles 10 et 11 de la Constitution imposent, en principe, de comparer la situation de deux catégories de personnes différentes, et non la situation d'une même catégorie de personnes sous l'ancienne et sous la nouvelle législation, à peine de rendre impossible toute modification de la législation, il n'en va pas de même lorsqu'est invoquée, en combinaison avec ces dispositions, une violation de l'effet de « standstill » de l'article 23 de la Constitution. Celui-ci interdit en effet, en ce qui concerne le droit à l'aide sociale, de régresser de manière significative dans la protection que les législations offraient, dans cette matière, au moment de l'entrée en vigueur de l'article 23. Il en découle logiquement que, pour juger de la violation éventuelle, par une norme législative, de l'effet de « standstill » attaché à l'article 23 de la Constitution en ce qu'il garantit le droit à l'aide sociale, la Cour doit procéder à la comparaison de la situation des destinataires de cette norme avec la situation qui était la leur sous l'empire de la législation ancienne. Les articles 10 et 11 de la Constitution sont violés s'il est établi que la norme en cause comporte une diminution significative de la protection des droits garantis en matière d'aide sociale par l'article 23 à l'égard d'une catégorie de personnes, par rapport aux autres catégories de personnes qui n'ont pas à subir une telle atteinte à l'effet de « standstill » attaché à l'article 23.

B.25.4. L'exposé des motifs justifie comme suit la suppression de la catégorie « conjoints » :

« Il n'y a aucune raison objective de prévoir une catégorie différente pour les conjoints mariés et pour les cohabitants. En outre, le montant du revenu d'intégration pour deux cohabitants est le même que pour un couple marié. La présente loi supprime la catégorie des conjoints et prévoit un seul montant de base pour toutes les personnes qui cohabitent. Les conjoints bénéficient d'un droit individualisé à l'intégration sociale. » (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50 1603/001, p. 10)

B.25.5. Sous l'empire de la loi du 7 août 1974, les conjoints bénéficiaient d'un montant de minimum de moyens d'existence égal au double de celui dont bénéficiaient chacun des cohabitants. Les montants étaient, dans les deux cas, diminués des ressources de chacun des membres du couple. La suppression de la catégorie « conjoints » par la loi du 26 mai 2002 et son remplacement par un droit individualisé de chacun d'eux à un revenu d'intégration au taux cohabitant n'a donc, du point de vue du montant qui peut être octroyé, pas de conséquence négative pour les conjoints.

B.25.6. La requérante estime discriminatoire que le couple n'ait plus droit qu'au revenu d'intégration pour un des cohabitants, lorsque l'autre ne remplit pas la condition de nationalité.

B.25.7. Par rapport à la loi du 7 août 1974, les catégories d'étrangers bénéficiant du revenu d'intégration ont été élargies. Compte tenu de ce qui est dit en B.6.3, toute personne autorisée à s'établir dans le Royaume peut bénéficier du revenu d'intégration. Il s'ensuit que le conjoint d'un Belge ou d'un étranger répondant aux conditions pour bénéficier du revenu d'intégration, dispose aussi du droit à ce revenu s'il est inscrit au registre de la population. À cet égard, la loi du 26 mai 2002 n'entraîne donc pas de régression contraire à l'article 23 de la Constitution.

B.25.8. Enfin, le fait que chacun des conjoints soit à présent tenu d'accomplir individuellement les démarches en vue de l'obtention du revenu d'intégration et qu'il soit aussi tributaire de l'accomplissement de ces démarches par l'autre conjoint ne constitue pas une régression dans l'octroi du droit au revenu d'intégration dès lors que l'accomplissement de ces démarches ne représente pas un obstacle insurmontable à l'obtention de ce droit.

B.25.9. En cette branche, le moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule, dans la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale :

. l'article 3, 3<sup>o</sup>, deuxième tiret, en ce qu'il exclut du champ d'application de la loi les étrangers ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne qui résident effectivement et régulièrement sur le territoire mais qui ne bénéficient pas de l'application du règlement (CEE) n<sup>o</sup> 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté;

. l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, en ce qu'il traite de la même manière tous les cohabitants sans tenir compte de la charge d'enfants;

. l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, en tant qu'il comprend la catégorie des personnes qui s'acquittent d'une part contributive pour un enfant placé, fixée par le tribunal de la jeunesse ou les autorités administratives dans le cadre de l'aide ou de la protection de la jeunesse;

- rejette le recours pour le surplus, sous réserve que les articles 2, 6, 8 et 13, § 1<sup>er</sup>, soient interprétés comme indiqué en B.3.10 et que l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, soit interprété comme indiqué en B.21.5.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 14 janvier 2004.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

#### ARBITRAGEHOF

N. 2004 — 690

[2004/200194]

#### Uittreksel uit arrest nr. 5/2004 van 14 januari 2004

Rolnummer 2618

*In zake* : het beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, ingesteld door de v.z.w. Ligue des droits de l'homme.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman en E. Derycke, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

##### I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 januari 2003 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 30 januari 2003, heeft de v.z.w. Ligue des droits de l'homme, met maatschappelijke zetel te 1190 Brussel, Alsebergsesteenweg 303, beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 juli 2002).

(...)

##### II. *In rechte*

(...)

##### *Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

B.1.1. De v.z.w. Ligue des droits de l'homme heeft bij het Hof het bewijs doen toekomen dat zij voldoet aan de verplichtingen die haar zijn opgelegd bij artikel 10 van de wet van 27 juni 1921 « waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend », vóór de wijziging ervan bij de nog niet in werking getreden wet van 2 mei 2002, alsook de kopie van de beslissing van haar raad van bestuur om het beroep in te stellen.

B.1.2. Volgens haar statuten heeft de v.z.w. Ligue des droits de l'homme tot doel « het bestrijden van onrecht en van elke willekeurige inbreuk op de rechten van een individu of een gemeenschap. Zij verdedigt de beginselen van gelijkheid, vrijheid en humanisme waarop de democratische samenlevingen zijn gegrondvest en die zijn afgekondigd onder meer door [...] de Belgische Grondwet [en] het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens [...] ».

Zonder dat een dergelijke omschrijving van het maatschappelijk doel van een v.z.w. letterlijk moet worden genomen als een middel dat zij aanwendt om gelijk welke norm aan te vechten onder het voorwendsel dat elke norm een weerslag heeft op iemands rechten, kan ervan worden uitgegaan dat een maatregel die de voorwaarden bepaalt om het recht op maatschappelijke integratie te genieten van die aard is dat hij het maatschappelijk doel van de verzoekende vereniging ongunstig kan raken.

B.1.3. Het beroep is ontvankelijk.

##### *Ten gronde*

##### *Ten aanzien van de bestreden bepalingen*

B.2. De in het geding zijnde bepalingen van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie luiden :

« Art. 2. Elke persoon heeft recht op maatschappelijke integratie. Dit recht kan onder de voorwaarden bepaald in deze wet bestaan uit een tewerkstelling en/of een leefloon, die al dan niet gepaard gaan met een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie.

De openbare centra voor maatschappelijk welzijn hebben tot opdracht dit recht te verzekeren.

Art. 3. Om het recht op maatschappelijke integratie te kunnen genieten, moet de persoon tegelijkertijd en onverminderd de bijzondere voorwaarden die bij deze wet worden gesteld :

1° zijn werkelijke verblijfplaats in België hebben in de door de Koning te bepalen zin;

2° meerderjarig zijn of hiermee gelijkgesteld zijn overeenkomstig de bepalingen van deze wet;

3° behoren tot één van de volgende categorieën van personen :

- hetzij de Belgische nationaliteit bezitten;

- hetzij het voordeel genieten van de toepassing van de verordening (E.E.G.) nr. 1612/68 van 15 oktober 1968 van de Raad van de Europese Gemeenschappen, betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap;

- hetzij als vreemdeling ingeschreven zijn in het bevolkingsregister;

- hetzij staatloos zijn en onder de toepassing vallen van het Verdrag betreffende de status van staatlozen, ondertekend te New-York op 28 september 1954 en goedgekeurd bij de wet van 12 mei 1960;

- hetzij vluchteling zijn in de zin van artikel 49 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

4° niet over toereikende bestaansmiddelen beschikken, noch er aanspraak kunnen op maken, noch in staat zijn deze hetzij door eigen inspanningen, hetzij op een andere manier te verwerven. Het centrum berekent de bestaansmiddelen van de persoon overeenkomstig de bepalingen van titel II, hoofdstuk II;

5° werkbereid zijn, tenzij dit om gezondheids- of billijkheidsredenen niet mogelijk is;

6° zijn rechten laten gelden op uitkeringen die hij kan genieten krachtens de Belgische of buitenlandse sociale wetgeving.

Art. 4. § 1. Er kan van de betrokkene worden gevergd dat hij zijn rechten laat gelden op onderhoudsgeld vanwege daartoe gehouden personen, deze laatste beperkt zijnde tot : de echtgenoot of, in voorkomend geval, de ex-echtgenoot; de ascendenten en descendenten in de eerste graad; de adoptant en de geadopteerde.

§ 2. De overeenkomsten over onderhoudsgeld zijn niet tegenwerpelijk aan het centrum.

§ 3. Het centrum kan van rechtswege in naam en ten voordele van de betrokkene optreden om de in artikelen 3, 6°, en 4, § 1, bedoelde rechten te laten gelden. »

« HOOFDSTUK II. - Gerechtigden

Afdeling 1. — Maatschappelijke integratie voor personen jonger dan 25 jaar

Art. 6. § 1. Iedere meerderjarige persoon jonger dan 25 jaar heeft recht op maatschappelijke integratie door tewerkstelling aangepast aan zijn persoonlijke situatie en zijn capaciteiten binnen de drie maanden vanaf de datum van zijn aanvraag wanneer hij voldoet aan de in de artikelen 3 en 4 gestelde voorwaarden.

§ 2. Het recht op maatschappelijke integratie door tewerkstelling kan bestaan uit hetzij een arbeidsovereenkomst hetzij een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie dat binnen een bepaalde periode leidt tot een arbeidsovereenkomst.

§ 3. De betrokkene kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze wanneer hij met het centrum onderhandelt over de voorgestelde arbeidsovereenkomst of over het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie. Hij beschikt ook over een bezinningstermijn van 5 kalenderdagen vóór de ondertekening van de arbeidsovereenkomst of het contract voor maatschappelijke integratie en kan verzoeken om te worden gehoord door het centrum overeenkomstig de bepalingen van artikel 20.

Art. 7. Met een meerderjarige persoon wordt gelijkgesteld de minderjarige persoon die hetzij ontvoegd is door huwelijk, hetzij één of meerdere kinderen ten laste heeft, hetzij bewijst zwanger te zijn.

Art. 8. De tewerkstelling door middel van een arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 6, kan worden verwezenlijkt met toepassing van artikel 60, § 7, of artikel 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Dit recht op tewerkstelling door middel van een arbeidsovereenkomst blijft behouden zolang betrokkene niet gerechtigd is op een sociale uitkering waarvan het bedrag minstens gelijk is aan het bedrag van het leefloon waarop hij volgens zijn categorie aanspraak zou kunnen maken.

Art. 9. § 1. Het recht op maatschappelijke integratie door tewerkstelling kan voor de persoon, bedoeld in artikel 6, eveneens verwezenlijkt worden doordat het centrum financieel tussenkomt in de kosten die verbonden zijn aan de inschakeling van de rechthebbende in het beroepsleven.

§ 2. De Koning bepaalt voor welke vormen van inschakeling het centrum financieel tussenkomt evenals het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de modaliteiten van deze financiële tegemoetkoming. De Koning kan de voorwaarden bepalen voor de toegang tot de verschillende inschakelings- en tewerkstellingsprogramma's.

§ 3. In afwijking van artikel 23 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, kan de financiële tussenkomst vanwege het centrum in mindering gebracht worden op het loon van de werknemer. Deze aftrek geschiedt dadelijk na de inhouding toegelaten krachtens artikel 23, eerste lid, 1°, van dezelfde wet en telt niet mee voor de grens van een vijfde, bepaald in artikel 23, tweede lid. Een financiële tussenkomst die aldus in mindering wordt gebracht op het loon van de werknemer, wordt niettemin voor de toepassing van de sociale en fiscale wetgeving als loon beschouwd.

§ 4. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, voor de werknemers die genieten van een financiële tussenkomst in hun loon vanwege het centrum :

1° afwijkingen voorzien aan de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzake het naleven van de regels betreffende de verbreking van de arbeidsovereenkomst door de werknemer wanneer hij in dienst genomen wordt in het kader van een andere arbeidsovereenkomst of benoemd wordt in een administratie;

2° een tijdelijke, gehele of gedeeltelijke vrijstelling voorzien van werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 38, §§ 3 en 3bis, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 2, §§ 3 en 3bis, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van mijnwerkers en ermee gelijkgestelden.

Art. 10. In afwachting van een tewerkstelling in het kader van een arbeidsovereenkomst of een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie of ook wanneer de persoon wegens gezondheids- of billijkheidsredenen niet kan werken, heeft hij overeenkomstig de bij deze wet gestelde voorwaarden, recht op een leefloon.

Wanneer de inkomsten uit de tewerkstelling lager zijn dan het bedrag van het leefloon waarop de betrokkene aanspraak kan maken, blijft het recht op een leefloon onder de bij de wet gestelde voorwaarden behouden.

Art. 11. § 1. De toekenning en het behoud van het leefloon kunnen gepaard gaan met een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie ofwel op vraag van de betrokkene zelf, ofwel op initiatief van het centrum.

Het project gaat uit van de verwachtingen, de vaardigheden, de bekwaamheden en de behoeften van de betrokken persoon en van de mogelijkheden van het centrum.

Naar gelang van de behoeften van de persoon zal het geïndividualiseerd project betrekking hebben ofwel op de inschakeling in het beroepsleven, ofwel op de integratie in de maatschappij.

Bij het opmaken van het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie ziet het centrum toe op een correcte evenredige verhouding tussen de eisen die aan de betrokkene worden gesteld en de toegekende hulp.

§ 2. Dit project is verplicht :

a) wanneer het centrum op grond van billijkheidsredenen aanvaardt dat de betrokken persoon met het oog op een verhoging van zijn inschakelingskansen in het beroepsleven, een studie met voltijds leerplan aanvat, hervat of voortzet in een door de gemeenschappen erkende, georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstelling;

b) wanneer het een project betreft zoals bedoeld in artikel 6, § 2.

§ 3. De betrokken persoon en het centrum sluiten een schriftelijke overeenkomst, in overeenstemming met artikel 6, § 3, met betrekking tot het project bedoeld in § 1. Op vraag van één van de partijen kunnen ook één of meer derden partij zijn bij de overeenkomst. De overeenkomst kan tijdens de uitvoering worden gewijzigd op verzoek van elke partij.

De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de minimumvoorwaarden en de modaliteiten waaraan een overeenkomst betreffende een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie moet voldoen, alsook de specifieke voorwaarden voor een overeenkomst die binnen een bepaalde periode leidt tot een arbeidsovereenkomst, een overeenkomst inzake studies met een voltijds leerplan of overeenkomst gericht op vorming.

Afdeling 2. — Maatschappelijke integratie voor personen vanaf 25 jaar

Art. 12. Iedere persoon vanaf 25 jaar heeft recht op maatschappelijke integratie wanneer hij voldoet aan de in de artikelen 3 en 4 gestelde voorwaarden.

Art. 13. § 1. Het recht op maatschappelijke integratie kan worden gerealiseerd door ofwel de toekenning van een leefloon, ofwel een tewerkstelling door middel van een arbeidsovereenkomst bedoeld in de artikelen 8 en 9.

§ 2. De toekenning en het behoud van een leefloon kunnen gepaard gaan met het sluiten van een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie bedoeld in artikel 11, §§ 1 en 3, ofwel op verzoek van de betrokkene zelf, ofwel op initiatief van het centrum.

§ 3. De in artikel 6, § 3, voorziene bepalingen zijn van toepassing wanneer in het kader van zijn recht op maatschappelijke integratie aan betrokkene een tewerkstelling of een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie wordt voorgesteld.

TITEL II. - Toepassingsmodaliteiten van het recht op maatschappelijke integratie

HOOFDSTUK I. - Bedrag van het leefloon

Art. 14. § 1. Het leefloon bedraagt jaarlijks :

1° 4.400 EUR voor elke persoon die met één of meerdere personen samenwoont.

Onder samenwoning wordt verstaan het onder hetzelfde dak wonen van personen die hun huishoudelijke aangelegenheden hoofdzakelijk gemeenschappelijk regelen;

2° 6.600 EUR voor een alleenstaand persoon;

3° 7.700 EUR voor :

- een alleenstaand persoon die onderhoudsuitkeringen verschuldigd is ten aanzien van zijn kinderen, op grond van hetzij een rechterlijke beslissing, hetzij een notariële akte in het kader van een procedure tot echtscheiding of scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming en die het bewijs van de betaling hiervan levert;

- een alleenstaand persoon die voor de helft van de tijd uitsluitend hetzij een minderjarig ongehuwd kind dat hij te zijnen laste heeft gedurende deze periode huisvest, hetzij meerdere kinderen huisvest, onder wie minstens één ongehuwde minderjarige die hij te zijnen laste heeft gedurende deze periode, in het kader van een afwisselend verblijf, vastgelegd bij gerechtelijke beslissing of bij overeenkomst, bedoeld in artikel 1288 van het Gerechtelijk Wetboek;

4° 8.800 EUR voor een één oudergezin met kinderlast.

Met eenoudergezin met kinderlast wordt bedoeld de alleenstaande persoon die uitsluitend hetzij een minderjarig ongehuwd kind te zijnen laste, hetzij meer kinderen, onder wie minstens één ongehuwde minderjarige te zijnen laste huisvest.

§ 2. Het bedrag van het leefloon wordt verminderd met de bestaansmiddelen van de aanvrager, berekend overeenkomstig de bepalingen van titel II, hoofdstuk II.

§ 3. De rechthebbende op een leefloon die zijn hoedanigheid van dakloze verliest door een woonst te betrekken die hem als hoofdverblijfplaats dient, heeft eenmaal in zijn leven recht op een verhoging gelijk aan één twaalfde van het jaarlijks bedrag van het leefloon, vastgesteld in § 1, eerste lid,

In afwijking van het voorgaande lid, kan de Koning in de mogelijkheid voorzien de verhoging gelijk aan één twaalfde van het jaarlijkse bedrag van het leefloon, bepaald bij de § 1, eerste lid, 4°, in behartigenswaardige gevallen, een tweede keer toe te kennen.

De Koning kan andere categorieën van personen gelijkstellen met daklozen. »

« Art. 36. § 1. Een toelage is verschuldigd aan het centrum wanneer het optreedt in de hoedanigheid van werkgever met toepassing van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. Bij een voltijdse tewerkstelling is het bedrag van de toelage gelijk aan het bedrag van het leefloon, bepaald in artikel 14, § 1, 4°, van deze wet. De toelage blijft verschuldigd aan het centrum tot aan het einde van de arbeidsovereenkomst, zelfs als de familiale of inkomenstoestand van de betrokken werknemer in de loop van de arbeidsovereenkomst verandert of indien hij zich in een andere gemeente vestigt.

§ 2. De Koning bepaalt de hoogte van de toelage bij een deeltijdse tewerkstelling, alsmede de voorwaarden waaronder deze toelage wordt toegekend.

Hij kan eveneens het bedrag van de toelage verhogen voor specifieke initiatieven gericht op sociale inschakeling en er de voorwaarden van bepalen.

Art. 37. Wanneer het centrum optreedt in de hoedanigheid van werkgever met toepassing van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, om het in artikel 6 bedoelde recht op maatschappelijke integratie door tewerkstelling te realiseren, wordt de toelage, bepaald overeenkomstig de §§ 1 en 2, eerste lid, van artikel 36 met 25 % verhoogd tot maximaal de brutoloonkost van de tewerkgestelde persoon.

Art. 38. Een toelage is verschuldigd aan het centrum wanneer het met toepassing van artikel 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, voor een rechthebbende een overeenkomst inzake tewerkstelling sluit met een privé-onderneming.

Deze toelage moet volledig besteed worden aan de omkadering of opleiding van de rechthebbende bedoeld in het eerste lid in de onderneming of binnen het centrum.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de hoogte van de in het eerste lid bedoelde toelage, evenals de voorwaarden, de duur en de modaliteiten waaronder deze toelage wordt toegekend.

Art. 39. Een toelage is verschuldigd aan het centrum wanneer dat tussenkomt in de kosten verbonden aan de inschakeling van de rechthebbende in het beroepsleven, met toepassing van artikel 9 of artikel 13. De toelage is gelijk aan het bedrag van de financiële tussenkomst. »

*Ten aanzien van de middelen afgeleid uit de schending van de regels tot de vaststelling van de bevoegdheden van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten*

B.3.1. De verzoekende partij leidt een eerste middel af uit de schending, door de wet van 26 mei 2002 in haar geheel, van artikel 128, § 1, eerste lid, van de Grondwet en van artikel 5, § 1, II, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, waarbij aan de gemeenschappen, als persoonsgebonden aangelegenheden, de bevoegdheid wordt toegekend de aangelegenheid van de maatschappelijke hulpverlening te regelen, en van artikel 6, § 1, IX, van dezelfde bijzondere wet, waarbij aan de gewesten de bevoegdheid wordt toegekend het tewerkstellingsbeleid te regelen.

B.3.2. De Vlaamse Regering leidt een middel af uit de schending van dezelfde bepalingen, in het bijzonder gericht tegen de artikelen 2, 6 tot 11 en 36 tot 39 van de wet van 26 mei 2002.

B.3.3. Artikel 5, § 1, II, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 kent aan de gemeenschappen de bevoegdheid toe om, wat de bijstand aan personen betreft, « het beleid inzake maatschappelijk welzijn, met inbegrip van de organieke regels betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn » te regelen, met uitzondering van met name :

« a) de vaststelling van het minimumbedrag, de toekenningsvoorwaarden en de financiering van het wettelijk gewaarborgd inkomen overeenkomstig de wetgeving tot instelling van het recht op een bestaansminimum;

b) de aangelegenheden met betrekking tot de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die geregeld zijn in de artikelen 1 en 2 en in de hoofdstukken IV, V en VII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, onverminderd de bevoegdheid van de Gemeenschappen om aanvullende of bijkomende rechten toe te kennen; ».

Artikel 6, § 1, IX, van dezelfde wet kent aan de gewesten de bevoegdheid toe om, « wat het tewerkstellingsbeleid betreft », te voorzien in de regeling van met name :

« 1<sup>o</sup> de arbeidsbemiddeling;

2<sup>o</sup> de programma's voor wedertewerkstelling van de niet-werkende werkzoekenden, met uitsluiting van de programma's voor wedertewerkstelling in de besturen en de diensten van de federale overheid of die onder het toezicht van deze overheid ressorteren en met uitsluiting van de overeenkomsten bedoeld in afdeling 5 van hoofdstuk II van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector. »

B.3.4. De wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie heft de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum op (artikel 54), vervangt dat recht door het recht op maatschappelijke integratie en belast de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ermee dat recht te verzekeren (artikel 2). Zij stelt de voorwaarden van dat recht vast (artikelen 3, 4, 11, 12 en 13), alsook de uitvoering van het recht op maatschappelijke integratie door tewerkstelling voor de personen jonger dan 25 jaar (artikelen 6 tot 10), het bedrag van het leefloon volgens de gezinssituatie van de verschillende categorieën van rechthebbenden (artikelen 14, 15 en 16), de procedure voor de toekenning van het recht op maatschappelijke integratie en de terugvordering van het leefloon (artikelen 17 tot 29), de sancties (artikelen 30 en 31) en de financiering van het leefloon (artikelen 32 tot 47).

B.3.5. Op grond van de bevoegdheid die hem is toegekend bij artikel 5, § 1, II, 2<sup>o</sup>, a), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, inzake het bestaansminimum, kan de federale wetgever het bestaansminimum vervangen door het recht op maatschappelijke integratie, de voorwaarden inzake de toekenning van dat recht vaststellen, alsook het bedrag van het leefloon. Daartoe kan hij met name erin voorzien dat de toekenning en het behoud van het leefloon gekoppeld kunnen worden aan een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie (artikelen 11 en 13, § 2). Hij kan ook, zoals hij gedaan heeft in artikel 9, voorzien in een actief gebruik van het leefloon, door het mogelijk te maken dat leefloon helemaal of gedeeltelijk aan te wenden om de aanwerving van de betrokkene door een werkgever te bevorderen.

Die bevoegdheden van de federale wetgever betwisten, zou erop neerkomen hem de bevoegdheid te ontzeggen om de keuzes te maken die hem in een aan hem toegewezen aangelegenheid het meest geschikt lijken.

B.3.6. Op grond van de bevoegdheid die hem is toegekend bij artikel 5, § 1, II, 2<sup>o</sup>, b), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 kan de federale wetgever in beginsel erin voorzien dat het recht op maatschappelijke integratie concreet de vorm van een tewerkstelling aanneemt, zoals is bepaald bij de artikelen 60, § 7, en 61 van de wet van 8 juli 1976, die opgenomen zijn in hoofdstuk IV van die wet. De artikelen 8 en 36 tot 39 overschrijden de bevoegdheid van de federale wetgever niet, in zoverre zij verwijzen naar de bepalingen van de artikelen 60 en 61 van de wet van 8 juli 1976.

B.3.7. Het Hof moet nog nagaan of de federale wetgever, in de uitoefening van de bevoegdheid die hem is toegekend bij artikel 5, § 1, II, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, geen afbreuk heeft gedaan aan de bevoegdheden die inzake tewerkstelling aan de gewesten zijn toegekend bij artikel 6, § 1, IX, van dezelfde bijzondere wet. De artikelen 2, 6, 8, tweede lid, en 13, § 1, van de bestreden wet bepalen immers dat het recht op maatschappelijke integratie de vorm van een tewerkstelling kan aannemen en zij belasten de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ermee de middelen aan te wenden die het mogelijk zouden moeten maken die tewerkstelling te verwezenlijken.

Voor de personen jonger dan 25 jaar bepaalt artikel 6, § 1, van de bestreden wet dat het recht op maatschappelijke integratie dient te worden verwezenlijkt door een aangepaste tewerkstelling. Voor de personen ouder dan 25 jaar bepaalt artikel 13, § 1, dat het recht op maatschappelijke integratie kan worden verwezenlijkt ofwel door de toekenning van een leefloon, ofwel door een tewerkstelling. In beide gevallen is de opdracht van de centra niet beperkt tot de toepassing van de bepalingen van de artikelen 60 en 61 van de wet van 8 juli 1976 : zij omvat alle mogelijke vormen van tewerkstelling.

B.3.8. Er dient te worden uitgegaan van het feit dat de Grondwetgever en de bijzondere wetgever, in zoverre zij daarover niet anders beschikken, de gemeenschappen en gewesten de volledige bevoegdheid hebben toegekend om de specifieke regels in verband met de aan hen overgedragen aangelegenheden uit te vaardigen. Bijgevolg beschikken de gewesten op grond van artikel 6, § 1, IX, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, over de ruimste bevoegdheid inzake arbeidsbemiddeling en programma's voor de wedertewerkstelling van niet-werkende werkzoekenden.

B.3.9. Hoewel de aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toevertrouwde opdracht, zoals beschreven in B.3.7, de vorm van een arbeidsbemiddeling in de zin van artikel 6, § 1, IX, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 kan aannemen, heeft de federale wetgever geen afbreuk willen doen aan de bevoegdheden van de gewesten op dat gebied, maar integendeel erin voorzien dat de centra, teneinde die opdracht te vervullen, gebruik zullen kunnen maken van de door de gewesten ontwikkelde tewerkstellingsprogramma's. In de memorie van toelichting wordt aldus gepreciseerd dat « het O.C.M.W. [...] in dit verband gebruik [kan] maken van de verschillende wedertewerkstellingsprogramma's » (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, p. 5). De federale wetgever heeft geen aan de gewesten toegekende bevoegdheid uitgeoefend, noch belet dat de gewesten inzake tewerkstelling het beleid van hun keuze voeren, maar heeft, bij de uitoefening van zijn eigen bevoegdheid inzake het bestaansminimum, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in staat gesteld hun optreden af te stemmen op het door de gewesten gevoerde tewerkstellingsbeleid, zonder het hun mogelijk te maken die bevoegdheid zelf uit te oefenen.

B.3.10. Onder voorbehoud dat, bij de uitvoering van hun opdracht inzake de tewerkstelling van de rechthebbenden op maatschappelijke integratie, opdracht die hun is toevertrouwd bij de artikelen 2, 6, 8 en 13, § 1, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn gebruik maken van de door de gewesten uitgewerkte programma's inzake arbeidsbemiddeling en tewerkstelling van werkzoekenden en niet met die programma's in concurrentie komen, schenden de voormelde bepalingen artikel 6, § 1, IX, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet.

*Ten aanzien van de middelen afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet*

*Wat het middel betreft gericht tegen artikel 2 van de wet van 26 mei 2002*

B.4.1. De verzoekende partij vordert de vernietiging van de woorden « elke persoon heeft recht op maatschappelijke integratie » in die bepaling, in zoverre die in tegenspraak zouden zijn met artikel 3 van de wet, waarin de categorieën van personen die daarop recht hebben, worden gepreciseerd en aldus de niet vermelde categorieën van dat recht worden uitgesloten.

B.4.2. In zoverre het middel een tegenstrijdigheid tussen twee bepalingen van de bestreden wet aanklaagt, kan het niet worden aangenomen. Een dergelijke tegenstrijdigheid kan wijzen op een gebrek aan samenhang vanwege de wetgever, maar toont op zich geen discriminatie aan.

B.4.3. In zoverre het middel een discriminatie aanklaagt tussen de bij de wet beoogde personen en diegenen die van de bij die wet gewaarborgde rechten zijn uitgesloten, valt het samen met het derde middel, gericht tegen artikel 3, 3<sup>o</sup>, van de wet.

B.4.4. Ten slotte, in zoverre het middel een discriminatie aanklaagt in het nadeel van de categorieën van personen die van het toepassingsgebied van de wet zijn uitgesloten omdat zij bij de lezing van artikel 2 in dwaling zouden kunnen worden gebracht, is het niet gegrond. De tweede zin van die bepaling wijst immers uitdrukkelijk erop dat het recht op maatschappelijke integratie wordt verwezenlijkt « onder de voorwaarden bepaald in deze wet », wat de lezer ertoe uitnodigt het vervolg van de wet door te nemen en, bij de lezing van artikel 3, vast te stellen dat sommige categorieën van personen niet onder het toepassingsgebied ervan vallen.

*Ten aanzien van het middel gericht tegen artikel 3, 3<sup>o</sup> van de wet van 26 mei 2002*

B.5.1. In een eerste onderdeel van haar middel klaagt de verzoekende partij een discriminatie aan die onbestaanbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 12 en 17 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, tussen de onderdanen van de Europese Unie, naargelang zij al dan niet vallen onder het toepassingsgebied van de verordening (EEG) nr. 1612/68 van de Raad van 15 oktober 1968.

B.5.2. Het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen heeft, met betrekking tot een bepaling die identiek is aan de in het geding zijnde bepaling, evenwel in verband met het bestaansminimum, geoordeeld :

« De artikelen 6 en 8 EG-Verdrag (thans, na wijziging, de artikelen 12 EG en 17 EG) staan eraan in de weg dat het recht op een sociale uitkering in het kader van een niet op premiebetaling berustend stelsel, zoals het bij artikel 1 van de Belgische wet van 7 augustus 1974 ingevoerde bestaansminimum, voor onderdanen van andere lidstaten dan de ontvangende lidstaat op het grondgebied waarvan deze onderdanen legaal verblijven, afhankelijk wordt gesteld van de voorwaarde dat zij binnen de werkingssfeer vallen van verordening (EEG) nr. 1612/68 van de Raad van 15 oktober 1968 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap, wanneer een dergelijke voorwaarde niet geldt voor onderdanen van de ontvangende lidstaat. » (H.v.J., 20 september 2001, Grzelczyk tegen O.C.M.W. van Ottignies-Louvain-la-Neuve; C-184/99)

Het Hof heeft ook gepreciseerd :

« Deze uitlegging sluit evenwel niet uit, dat de ontvangende lidstaat van mening kan zijn dat een student die een beroep heeft gedaan op de sociale bijstand, niet meer voldoet aan de aan zijn verblijfsrecht verbonden voorwaarden en, binnen de ter zake door het gemeenschapsrecht gestelde grenzen maatregelen neemt, hetzij om de verblijfsvergunning van de betrokkene in te trekken, hetzij om deze niet te verlengen. »

« Dergelijke consequenties mogen evenwel geenszins automatisch worden verbonden aan het feit dat een uit een andere lidstaat afkomstige student een beroep doet op de sociale bijstand van de ontvangende lidstaat. » (*ibid.*, r.o. 42 en 43)

B.5.3. Een bepaling die het recht op maatschappelijke integratie voor vreemdelingen die onderdaan zijn van een lid-Staat van de Unie onderwerpt aan de voorwaarde dat zij de toepassing van de voormelde verordening genieten, is in strijd met de artikelen 12 en 17 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap.

Hieruit vloeit voort dat de Europese onderdanen van die categorie op verschillende wijze behandeld worden en dat de artikelen 12 en 17 van het Verdrag uitsluiten dat dit verschil kan worden verantwoord.

B.5.4. Artikel 3, 3<sup>o</sup>, tweede streepje, dient te worden vernietigd, in zoverre het de vreemdelingen die onderdaan zijn van een lid-Staat van de Europese Unie en effectief en op regelmatige wijze in het Rijk verblijven, maar de toepassing van de verordening (EEG) nr. 1612/68 van de Raad van 15 oktober 1968 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap niet genieten, van het toepassingsgebied van de wet uitsluit.

B.6.1. Het tweede en derde onderdeel van het middel hebben betrekking op het derde streepje van de in het geding zijnde bepaling, dat het recht op maatschappelijke integratie beperkt tot de personen die « als vreemdeling ingeschreven zijn in het bevolkingsregister ».

B.6.2. In de memorie van toelichting wordt in dat verband erop gewezen dat de wet « een gelijke behandeling tussen de Belgen en de vreemdelingen ingeschreven in het bevolkingsregister » nastreeft. Er wordt gepreciseerd dat het « voornamelijk [gaat om] de vreemdelingen die in de jaren 60 werden aangezocht om hier te werken en die ondertussen in België gevestigd zijn » en dat « het potentieel van deze groep vreemdelingen moet worden aangeboord », teneinde « een waar kansenbeleid [te ontwikkelen dat] het mogelijk [moet] maken de integratiedrempels te overwinnen » (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, p. 9).

B.6.3. Er is een verschil tussen vreemdelingen die gemachtigd zijn zich in het Rijk te vestigen en vreemdelingen die gemachtigd zijn om voor een beperkte of onbeperkte tijd in het Rijk te verblijven. Artikel 14 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen bepaalt dat, om zich in het Rijk te vestigen, de vreemdeling daartoe moet worden gemachtigd door de bevoegde minister of zijn gemachtigde. Die machtiging mag slechts worden gegeven aan de vreemdeling die reeds gemachtigd of toegelaten werd voor onbeperkte tijd in het Rijk te verblijven. Artikel 15 van de wet van 15 december 1980 bepaalt de categorieën van vreemdelingen aan wie een machtiging tot vestiging moet worden verleend. Dat is onder meer het geval - tenzij redenen van openbare orde of van veiligheid van het land zich ertegen verzetten - met de vreemdelingen die het bewijs leveren dat zij « vijf jaar regelmatig en ononderbroken » in het Rijk verblijven.

Terwijl vreemdelingen die langer in het land verblijven dan de beperkte tijd waarvoor zij machtiging hadden gekregen om in België te verblijven en die niet meer in het bezit zijn van een regelmatige verblijfsvergunning, het voorwerp kunnen uitmaken van een door de bevoegde minister of zijn gemachtigde gegeven bevel om het grondgebied te verlaten (artikel 13, derde lid) en die vreemdelingen door de minister, na advies van de Commissie voor advies voor vreemdelingen, kunnen worden teruggewezen wanneer zij de openbare orde of de veiligheid van het land schaden of wanneer zij de bij wet gestelde voorwaarden voor het verblijf niet naleven (artikel 20, eerste lid), kunnen vreemdelingen die gemachtigd zijn zich in het Rijk te vestigen enkel door de Koning, na advies van voormelde Commissie, worden uitgezet wanneer zij de openbare orde of de veiligheid van het land ernstig schaden; indien die maatregel gegrond is op de politieke activiteit van betrokkenen moet over het uitzettingsbesluit in de Ministerraad worden beraadslaagd (artikel 20, tweede lid).

Het criterium « gemachtigd te zijn tot vestiging in het Rijk », hetgeen blijkt uit de inschrijving in het bevolkingsregister, is relevant ten opzichte van het doel om de maatschappelijke integratie van de in België verblijvende personen te bevorderen. Het is immers niet onredelijk dat de wetgever de bijzondere inspanningen en middelen die hij wil aanwenden om die doelstelling te verwezenlijken, voorbehoudt aan personen die, wegens hun administratief statuut, verondersteld zijn definitief of op zijn minst voor een betekenisvolle duur in België gevestigd te zijn. Het betreft trouwens vreemdelingen wier verblijfstoestand in hoge mate gelijk is aan die van Belgen die hun werkelijke verblijfplaats in België hebben.

B.6.4. De legaal op het grondgebied verblijvende vreemdelingen die in nood verkeren of onvoldoende middelen van bestaan hebben, hebben volgens artikel 1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, recht op maatschappelijke dienstverlening : de maatregel raakt bijgevolg hun recht op een menswaardig bestaan niet.

B.7.1. In het vierde onderdeel van het middel wordt een discriminatie aangeklaagd die artikel 3, 3<sup>o</sup>, vierde streepje, in het leven roept tussen de staatlozen en de personen van onbepaalde nationaliteit.

B.7.2. De gelijkstelling van de personen van onbepaalde nationaliteit met de staatlozen werd in de parlementaire voorbereiding van de wet van 3 maart 1982 verantwoord door een verwijzing naar de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden (*Parl. St.*, Senaat, 1979-1980, nr. 381/1); uit de parlementaire voorbereiding van die laatstgenoemde wet blijkt dat de wetgever in die materie een oplossing wilde bieden voor het probleem ontstaan als gevolg van de afschaffing van de « nomadenkaart » en de uitreiking aan sommige personen van een identiteitskaart met de vermelding « onbepaalde nationaliteit ». Een wetsvoorstel dat ertoe strekte die gelijkstelling uit te breiden op alle gebieden van de sociale wetgeving, werd daarentegen niet goedgekeurd (*Parl. St.*, Senaat, B.Z. 1979, 55, nr. 1).

B.7.3. Terwijl de wet van 3 maart 1982 het bestaansminimum niet toekende aan de vreemdelingen, met uitzondering van enkele categorieën, maakt de bestreden wet het iedere in het bevolkingsregister ingeschreven vreemdeling mogelijk het leefloon te genieten.

De verzoekende partij heeft geen elementen aangebracht die aantonen dat een categorie van vreemdelingen « onbepaalde nationaliteit » zich in een toestand bevindt die het noodzakelijk zou maken dat zij op dezelfde wijze dienen te worden behandeld als de categorieën van personen waarop de bestreden wet van toepassing is, ook wanneer zij geen deel zouden uitmaken van een van die categorieën.

B.7.4. Hieruit vloeit voort dat niet is aangetoond dat de wetgever, door in de bestreden wet een in de wet van 3 maart 1982 opgenomen gelijkstelling niet over te nemen, een discriminerende maatregel heeft genomen.

*Ten aanzien van het middel gericht tegen artikel 4, § 2, van de wet van 26 mei 2002*

B.8.1. De verzoekende partij is van mening dat de wetgever, door de overeenkomsten over onderhoudsgeld niet-tegenwerpelijk te maken aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, drie discriminaties zou hebben ingevoerd die onbestaanbaar zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

B.8.2. Artikel 4, § 1, van de wet bepaalt dat het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de betrokkene ertoe kan verplichten zijn rechten te laten gelden ten aanzien van de personen die hem onderhoudsgeld verschuldigd zijn. Het betreft een mogelijkheid voor het centrum, dat hiervan kan afzien na de omstandigheden te hebben onderzocht. In de parlementaire voorbereiding wordt gepreciseerd dat de in het geding zijnde bepaling werd aangenomen opdat « de persoon niet bewust en vrijwillig zou verzaken aan de onderhoudsplicht van zijn echtgenoot of gewezen echtgenoot » (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, p. 13).

B.8.3. Door de overeenkomsten over onderhoudsgeld uitsluitend niet-tegenwerpelijk te maken wanneer die zijn gesloten door personen die hun recht op maatschappelijke integratie opeisen, heeft de wetgever een maatregel genomen die niet onverantwoord is.

Vermits het recht op maatschappelijke integratie afhankelijk is van de ontstentenis van toereikende bestaansmiddelen (artikel 3, 4<sup>o</sup>) is het immers relevant het de openbare centra voor maatschappelijk welzijn mogelijk te maken erover te waken dat dit wel degelijk het geval is voor de persoon die om het voordeel daarvan verzoekt. Aangezien artikel 4, § 1, voorziet in de mogelijkheid en niet in de verplichting om die persoon ertoe te dwingen zijn rechten op onderhoudsgeld te laten gelden, moet het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn overigens, gelet op de specifieke omstandigheden van elke situatie, nagaan of een beroep dient te worden gedaan op de onderhoudsplichtigen. Het zal aldus in voorkomend geval rekening kunnen houden met een overeenkomst over onderhoudsgeld. In zoverre de maatregel een dergelijke beoordeling mogelijk maakt, is hij niet onevenredig.

B.8.4. Daarnaast keurt de verzoekende partij het verschil in behandeling af tussen de personen die een overeenkomst over onderhoudsgeld hebben gesloten, die bij artikel 4, § 2, niet-tegenwerpelijk is gemaakt aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, en, enerzijds, de personen die een overeenkomst hebben gesloten die is gehomologeerd door de rechter die de echtscheiding door onderlinge toestemming uitspreekt op grond van artikel 1298 van het Gerechtelijk Wetboek en, anderzijds, de personen die een overeenkomst hebben gesloten met betrekking tot de uitkering die in het kader van een echtscheiding verschuldigd is en waarin artikel 301 van het Burgerlijk Wetboek voorziet.



B.8.5. De overeenkomsten waarop de door de verzoekende partij gemaakte vergelijkingen betrekking hebben, zijn verschillend van aard en vertonen specifieke kenmerken ten opzichte van de in de bestreden bepaling bedoelde overeenkomsten. Vermits de bedoeling van de wetgever erin bestaat het de centra mogelijk te maken geen rekening te houden met een overeenkomst waarmee een persoon geheel of gedeeltelijk van een aanspraak op levensonderhoud had kunnen afzien, vermocht de wetgever de niet-tegenwerpelijke niet uit te breiden tot overeenkomsten die het voorwerp uitmaken van een rechterlijke homologatie (artikel 1298 van het Burgerlijk Wetboek) en tot die welke niet uitsluitend tot onderhoud zijn (artikel 301 van het Burgerlijk Wetboek).

B.8.6. Het middel kan niet worden aangenomen.

*Ten aanzien van het middel gericht tegen de artikelen 6, §§ 1 en 2, en 13, § 1, van de wet van 26 mei 2002*

B.9.1. In het eerste onderdeel van het middel verwijft de verzoekende partij de bestreden bepalingen een onverantwoord verschil in behandeling in te voeren tussen de rechthebbenden op maatschappelijke integratie naar gelang van hun leeftijd, in zoverre enkel de rechthebbenden jonger dan 25 jaar een werkelijk subjectief recht op tewerkstelling zouden genieten.

B.9.2. Aangezien de bestreden bepalingen in overeenstemming werden bevonden met de bevoegdheidsverdelende regels, onder voorbehoud dat bij het vervullen van de opdracht inzake de tewerkstelling van de rechthebbenden op maatschappelijke integratie, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn gebruik maken van de programma's voor arbeidsbemiddeling en wedertewerkstelling van werkzoekenden die door de gewesten zijn uitgewerkt en niet met deze laatste in concurrentie komen (B.3.9), zou niet kunnen worden gesteld dat artikel 6, § 1, de rechthebbenden op maatschappelijke integratie jonger dan 25 jaar een werkelijk subjectief recht op tewerkstelling toekent. Het verplicht de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ertoe binnen de perken van hun bevoegdheden de middelen aan te wenden waarover zij beschikken, teneinde de integratie van de betrokkenen op de arbeidsmarkt te bevorderen.

B.9.3. De in het geding zijnde bepalingen leggen die middelenverbintenis op aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, doch enkel ten aanzien van de personen jonger dan 25 jaar, vermits voor de andere rechthebbenden het recht op maatschappelijke integratie door tewerkstelling « kan » worden verwezenlijkt.

B.9.4. Artikel 23 van de Grondwet, aangevoerd door de verzoekende partij, bepaalt dat de economische, sociale en culturele rechten met name « het recht op arbeid [...] in het raam van een algemeen werkgelegenheidsbeleid dat onder meer gericht is op het waarborgen van een zo hoog en stabiel mogelijk werkgelegenheidspeil » omvatten. De redactie zelf van die bepaling wijst erop dat de verwezenlijking van het recht op arbeid voor ieder afhankelijk is van economische factoren die de Belgische wetgevers niet volledig beheersen. Hetzelfde geldt voor de bepalingen van de artikelen 6 en 7 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten.

B.9.5. In de memorie van toelichting wordt het feit dat voorrang wordt verleend aan de personen jonger dan 25 jaar, die zelf niet in staat zijn om een zelfredzaam bestaan op te bouwen, verantwoord door de omstandigheid dat die groep zo talrijk is, aangezien « in 2000 [...] immers 20.797 personen van het bestaansminimum [leefden], namelijk 25,8 % van het totaal van de bestaansminimumgerechtigden. Op 10 jaar tijd is deze groep meer dan verdrievoudigd » (*Parl. St., Kamer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, p. 5*), en door de noodzaak om « andere toekomstperspectieven [...] aan deze jongeren » te bieden (*ibid.*).

B.9.6. Gelet op de toename van het aantal jongeren dat het bestaansminimum genoot, heeft de wetgever kunnen oordelen dat de maatschappelijke uitsluiting van de jongeren een probleem was dat bij voorrang moest worden opgelost. In de gegeven omstandigheden van de arbeidsmarkt kan hem niet worden verweten een onverantwoord verschil in behandeling te hebben ingevoerd door van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn te vragen dat zij hun inspanningen op het gebied van maatschappelijke integratie zouden richten op de jongeren. Het leeftijds criterium is in dat opzicht objectief en relevant. De aangewende middelen, zoals die moeten worden beperkt om rekening te houden met regels inzake de bevoegdheidsverdeling tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten, zijn adequaat om de verwezenlijking van het door de wetgever nagestreefde doel te bevorderen. Ten slotte leidt de maatregel niet tot onevenredige gevolgen voor de personen ouder dan 25 jaar: artikel 13, § 1, maakt het mogelijk dat het recht op maatschappelijke integratie zoveel mogelijk ook voor hen door tewerkstelling wordt verwezenlijkt.

B.9.7. Het middel is in dat onderdeel niet gegrond.

B.10.1. In het tweede onderdeel van het middel wordt een discriminatie aangeklaagd tussen de rechthebbenden op maatschappelijke integratie aan wie een tewerkstelling kan worden opgelegd die is « aangepast aan [hun] persoonlijke situatie en [...] capaciteiten », en de rechthebbenden op werkloosheidsuitkeringen, die ertoe gehouden zijn elke « passende » tewerkstelling in de zin van artikel 51 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering te aanvaarden.

B.10.2. Door in twee wetgevingen die, hoewel zij het gedeeltelijk gemeenschappelijke doel nastreven personen tewerk te stellen, niettemin onderscheiden blijven, niet dezelfde uitdrukking te gebruiken, heeft de wetgever de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet geschonden.

Dat verschil in terminologie blijkt niet te kunnen leiden tot een discriminerende behandeling van de rechthebbenden in het ene of het andere stelsel.

B.10.3. Het middel is in dat onderdeel niet gegrond.

B.11. Het derde onderdeel van het middel betreft het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie en valt samen met het middel gericht tegen artikel 11 van de wet dat onder B.14 wordt onderzocht.

*Ten aanzien van het middel gericht tegen artikel 8, tweede lid, van de wet van 26 mei 2002*

B.12.1. De verzoekende partij verwijft artikel 8, tweede lid, van de bestreden wet een discriminatie in het leven te roepen tussen de rechthebbenden op maatschappelijke integratie, voor wie dat recht concreet de vorm van een tewerkstelling aanneemt in het kader van de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, en diegenen voor wie het recht concreet de vorm aanneemt van een tewerkstelling buiten dat kader.

B.12.2. De artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voorzien in de mogelijkheid voor die centra om ten aanzien van de begunstigden van dienstverlening zelf als werkgever op te treden, in voorkomend geval door hen ter beschikking te stellen van partners waarmee zij daartoe een overeenkomst hebben gesloten. Artikel 60, § 7, eerste lid, bepaalt dat het centrum op die manier handelt « wanneer een persoon het bewijs moet leveren van een periode van tewerkstelling om het volledige voordeel van bepaalde sociale uitkeringen te verkrijgen » en het tweede lid van dezelfde bepaling preciseert dat « de periode van tewerkstelling bedoeld in vorig lid [...] niet langer [mag] zijn dan de periode die voor de tewerkgestelde persoon nodig is om gerechtigd te worden op volledige sociale uitkeringen ».

B.12.3. Artikel 3, 6°, van de wet van 26 mei 2002, dat bepaalt dat het recht afhankelijk is van de voorwaarde dat de betrokkene « zijn rechten [heeft] laten gelden op uitkeringen die hij kan genieten krachtens de Belgische of buitenlandse sociale wetgeving », stelt overigens het residuaire karakter van het recht op maatschappelijke integratie vast.

B.12.4. Het is juist dat de in het geding zijnde bepaling, die overigens niet meer is dan een overname van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, tot gevolg heeft dat de persoon die in het kader van die wetgeving een recht op maatschappelijke integratie in de vorm van een tewerkstelling heeft genoten, dat recht verliest zodra hij aanspraak kan maken op een sociale uitkering, terwijl een persoon die een recht op integratie in de vorm van een andere soort van tewerkstelling heeft genoten, als gevolg van zijn aanwerving, zijn recht op maatschappelijke integratie weliswaar verliest, maar zijn recht op tewerkstelling behoudt.

Dat verschil in behandeling is evenwel toe te schrijven aan de bijzonderheden van de tewerkstelling in het kader van de voormelde artikelen 60, § 7, en 61 en aan het residuaire karakter van het recht op maatschappelijke integratie. Het berust derhalve op een objectief en relevant criterium.

B.12.5. De toepassing van de bepaling houdt overigens geen onevenredige gevolgen in, vermits, per hypothese, de betrokkene een sociale uitkering geniet die minstens aan het leefloon gelijkwaardig is en hij, zoals de tewerkgestelde personen die hun tewerkstelling zouden verliezen, opnieuw een beroep zou kunnen doen op de dienstverlening van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn indien hij zijn recht op sociale uitkeringen zou verliezen.

B.12.6. Het middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van het middel gericht tegen artikel 10 van de wet van 26 mei 2002*

B.13.1. De verzoekende partij is van mening dat de bestreden bepaling tussen de personen die recht hebben op het leefloon omdat zij aan alle vereiste voorwaarden voldoen, met inbegrip van die waarin die bepaling voorziet, en diegenen die niet aan de voorwaarden van die bepaling voldoen, maar beantwoorden aan de andere voorwaarden voor de toekenning van het recht op maatschappelijke integratie, een verschil in behandeling invoert dat onbestaanbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.13.2. Krachtens artikel 2 van de bestreden wet kan het recht op maatschappelijke integratie « bestaan uit een tewerkstelling en/of een leefloon ». Een van die voorwaarden om het recht op maatschappelijke integratie te verkrijgen, is opgenomen in artikel 3, 5<sup>o</sup>, van de wet, namelijk « werkbereid zijn, tenzij dit om gezondheids- of billijkheidsredenen niet mogelijk is ». Het recht op integratie voor de rechthebbenden jonger dan 25 jaar moet, conform artikel 6, § 1, bij voorrang door een tewerkstelling worden gewaarborgd. Indien het onmogelijk is een rechthebbende tewerk te stellen, heeft laatstgenoemde, op grond van artikel 10, recht op een leefloon. In de parlementaire voorbereiding wordt in verband met die bepaling beklemtoond dat « vanaf het ogenblik van de aanvraag tot op het ogenblik dat hij effectief in dienst treedt, [...] de jongere recht [heeft] op een leefloon » (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, p. 17).

B.13.3. Het aangevochten artikel 10 legt geen bijkomende voorwaarden op voor de toekenning van het leefloon aan de daarin beoogde personen. Aangezien de wet van 26 mei 2002, naar het voorbeeld van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum (artikel 6, § 1, 1<sup>o</sup>), het door haar ingestelde recht koppelt aan de voorwaarde werkbereid te zijn, is het verantwoord dat zij de toekenning van het leefloon aan de rechthebbende alleen mogelijk maakt indien en zolang laatstgenoemde geen bezoldigde betrekking kan uitoefenen.

B.13.4. Het middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van het middel gericht tegen artikel 11 van de wet van 26 mei 2002*

B.14.1. De verzoekende partij is van mening dat artikel 11 van de wet van 26 mei 2002 een onverantwoord verschil in behandeling invoert tussen de personen aan wie een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie wordt opgelegd dat het voorwerp uitmaakt van een overeenkomst, die een voorwaarde zal vormen voor hun recht op het verkrijgen van een leefloon, en diegenen voor wie dat recht niet met een dergelijke overeenkomst gepaard zal gaan. Zij voegt eraan toe dat het opleggen van die overeenkomst een achteruitgang vormt in de inwerkingstelling van het recht op een menswaardig bestaan, gewaarborgd bij artikel 23 van de Grondwet.

B.14.2. In tegenstelling tot wat de Ministerraad beweert, moet het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie, dat in een overeenkomst is opgenomen en in vier gevallen verplicht is (wanneer de rechthebbende jonger dan 25 jaar student is of een project geniet dat tot een arbeidsovereenkomst leidt, en wanneer ofwel de rechthebbende, ofwel het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn daartoe het initiatief neemt), volgens de bewoordingen van artikel 11, § 1, worden gezien als een voorwaarde voor de personen aan wie het is opgelegd om het leefloon te verkrijgen.

B.14.3. Teneinde de algemene doelstelling van de wet, die erin bestaat de herinschakeling van de minstbedeelden te bevorderen, te trachten te verwezenlijken, heeft de wetgever geoordeeld dat « alhoewel de uitkering noodzakelijk blijft, [...] zij in vele gevallen niet meer [volstaat] » en dat « om de verwachtingen in te lossen zowel van de kansarme personen zelf, die ' zich uit de slag ' willen trekken als van de O.C.M.W.'s, [...] het sociaal beleid [moet] evolueren van een strikt financiële bijstand naar maatschappelijk werk ». Om die reden heeft hij het subjectief recht op maatschappelijke integratie willen opnemen in een overeenkomst en de beweging die in 1993 op gang werd gebracht met het urgentieprogramma voor een meer solidaire samenleving en met de integratiecontracten voor de 18-25 jarigen voortgezet en uitgebreid (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, pp. 4-5).

B.14.4. Om te vermijden dat die overeenkomst de rechthebbende op de uitkering te zware lasten oplegt en ertoe leidt dat hij onterecht van het recht op het leefloon wordt uitgesloten, heeft de wetgever gepreciseerd dat « het project [uitgaat] van de verwachtingen, de vaardigheden, de bekwaamheden en de behoeften van de betrokken personen » (artikel 11, § 1, tweede lid), dat het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn moet toezien « op een correcte evenredige verhouding tussen de eisen die aan de betrokkene worden gesteld en de toegekende hulp » (vierde lid), dat op verzoek van de betrokkene een of meer derden partij kunnen zijn bij de overeenkomst ( § 3, eerste lid), dat de betrokkene zich kan laten bijstaan door een persoon van zijn keuze wanneer hij met het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn onderhandelt over het project, dat hij beschikt over een bezinningstermijn van 5 kalenderdagen vóór de ondertekening en dat hij kan verzoeken om te worden gehoord (artikel 6, § 3). Bovendien kan de betrokkene beroep instellen bij de arbeidsrechtbank.

Tijdens de parlementaire voorbereiding werd in dat verband gepreciseerd dat « terzake [...] men alleen maar [...] vaststellen dat het nooit mogelijk zal zijn tot een zeer nauwkeurige normdefinitie te komen, aangezien de begrippen voor zeer veel personen gelden en door tal van O.C.M.W.'s ook praktisch worden aangewend » en dat « in plaats van in de terminologie waarborgen in te bouwen, wordt bepaald dat de betrokkene zich door een derde kan laten bijstaan en dat hij zich tot de arbeidsrechtbank kan wenden » (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50 1603/004, p. 51).

B.14.5. Gelet op die waarborgen blijkt de aangevochten maatregel relevant en evenredig met het nagestreefde doel, in het bijzonder ten aanzien van de categorieën van personen jonger dan 25 jaar, van wie de maatschappelijke integratie speciaal dient te worden aangemoedigd en bevorderd.

B.14.6. Zonder dat het nodig is de normatieve draagwijdte van artikel 23 van de Grondwet in zijn geheel te onderzoeken, legt die grondwetsbepaling inzake het recht op sociale bijstand de wetgevers de verplichting op om geen afbreuk te doen aan het recht dat wordt gewaarborgd in de wetgeving die van toepassing was op de dag dat artikel 23 in werking is getreden. Die verplichting kan echter niet zo worden begrepen dat ze elke wetgever, in het raam van zijn bevoegdheden, de verplichting oplegt om niet te raken aan de modaliteiten van de sociale bijstand. Zij verbiedt hun om maatregelen aan te nemen die een aanzienlijke achteruitgang zouden betekenen van het in artikel 23, eerste lid en derde lid, 2<sup>o</sup>, van de Grondwet gewaarborgde recht, maar zij ontzegt hun niet de bevoegdheid om te oordelen hoe dat recht op de meest adequate wijze zou worden gewaarborgd.

B.14.7. Dienaangaande moet worden opgemerkt dat de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum een artikel 6, § 2, bevatte, dat voorzag in een « geïndividualiseerd project voor sociale integratie » dat het voorwerp uitmaakt van een schriftelijke overeenkomst tussen de rechthebbende en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, waarbij die overeenkomst diende te worden nageleefd om het bestaansminimum aan de rechthebbenden jonger dan 25 jaar toe te kennen of voor hen te behouden, of wanneer het project door de rechthebbende of door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn werd voorgesteld. Die bepaling werd ingevoerd bij een wet van 12 januari 1993, zijnde vóór artikel 23 van de Grondwet, dat in werking is getreden op de dag van de bekendmaking ervan, op 12 februari 1994. De betwiste bepaling vormt bijgevolg, in tegenstelling tot wat de verzoekende partij beweert, geen achteruitgang in de inwerkingstelling van het bij de Grondwet gewaarborgde recht op een menswaardig bestaan.

B.14.8. Het middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van het middel gericht tegen artikel 14, § 1, van de wet van 26 mei 2002*

B.15.1. De verzoekende partij klaagt tien schendingen aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 23 ervan, met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, alsook met artikel 11 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten. Zij is van mening dat de categorieën waarin de wetgever voorziet voor de vaststelling van de leefloonbedragen, in verschillende opzichten discriminerend zijn en afbreuk doen aan de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de betrokkenen, in zoverre zij de daaronder vallende fundamentele keuzes zouden beïnvloeden.

B.15.2. Het leefloon is een « geïndexeerd inkomen dat de persoon in staat moet stellen om een menswaardig bestaan te leiden » (*Parl. St., Kamer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, p. 7*). De in het geding zijnde bepaling maakt, met het oog op de vaststelling van het leefloonbedrag, een onderscheid tussen vier categorieën: de samenwonenden, de alleenstaanden, de alleenstaanden met kinderen ten laste en de eenoudergezinnen met kinderen ten laste. Ten opzichte van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum wil de nieuwe indeling in categorieën de « aanpassing van de wet aan de maatschappelijke evoluties » mogelijk maken (*Parl. St., Kamer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, p. 10*).

B.16.1. Het forfaitair karakter van het leefloon en het groot aantal individuele situaties van de rechthebbenden verklaren waarom de wetgever gebruik maakt van categorieën die de verscheidenheid aan situaties noodzakelijkerwijs slechts met een zekere graad van benadering opvangen. Wanneer de wetgever de categorieën van rechthebbenden op het leefloon vaststelt volgens hun situatie, zou hij, zonder de in het middel bedoelde bepalingen te schenden, niettemin geen criteria van onderscheid mogen hanteren, die irrelevant zouden blijken te zijn.

B.16.2. In dat verband kan de terugkerende argumentatie van de Ministerraad volgens welke de wetgeving betreffende de maatschappelijke dienstverlening het mogelijk zou maken de bedragen van het leefloon zo nodig aan te vullen, de in het geding zijnde maatregel alleen verantwoord te maken wanneer de verscheidenheid aan individuele situaties daadwerkelijk belet een specifieke categorie vast te stellen.

B.16.3. Hoewel de maatschappelijke dienstverlening, waarin artikel 1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voorziet, het in voorkomend geval mogelijk maakt een bijkomend bedrag toe te kennen bovenop het leefloon dat ontoereikend zou blijken, is aan die dienstverlening immers altijd de voorwaarde gekoppeld dat de noodzaak ervan moet worden bewezen, en is die in beginsel doelgericht en aan een gegeven situatie aangepast. Daarentegen houdt het forfaitair karakter van het leefloon de erkenning van een zekere graad van behoefte in, teneinde een menswaardig leven te leiden, die gemeenschappelijk is voor alle personen die dienen te worden geacht tot eenzelfde categorie te behoren. De mogelijkheid om een aanvullende maatschappelijke dienstverlening toe te kennen, zou bijgevolg niet kunnen worden beschouwd als een middel om de tekortkomingen in de inwerkingstelling van het recht op maatschappelijke integratie stelselmatig op te vangen, indien althans dergelijke tekortkomingen zouden zijn vastgesteld ten aanzien van een of meer objectief bepaalde categorieën van personen.

B.17.1. In het eerste onderdeel van het middel wordt een discriminatie aangeklaagd tussen de samenwonende persoon met kinderen ten laste en de samenwonende persoon die geen kinderen ten laste heeft, in zoverre beide categorieën van personen, die zich in fundamenteel verschillende situaties bevinden, recht hebben op hetzelfde leefloonbedrag.

B.17.2. De persoon die de financiële last van een of meer kinderen draagt, bevindt zich, in het licht van de doelstelling van de wet, die erin bestaat ieder de - met name financiële - middelen te waarborgen die noodzakelijk zijn om een menswaardig bestaan te leiden, in een situatie die verschillend is van die van de persoon die geen dergelijke last draagt.

B.17.3. Tijdens de parlementaire voorbereiding werd de gelijke behandeling van beide categorieën van rechthebbenden verantwoord door de overweging dat de personen met kinderen ten laste doorgaans gewaarborgde gezinsbijslag genieten die het verschil in uitgaven als gevolg van het onderhoud van de kinderen zou compenseren (*Parl. St., Kamer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, p. 21*).

B.17.4. Aan de rechthebbenden op het leefloon wordt in beginsel gewaarborgde gezinsbijslag toegekend en het doel van die bijslag bestaat erin de kosten die voortvloeien uit het onderhoud van de kinderen gedeeltelijk te compenseren. Indien dat hen niet in de mogelijkheid stelt een leven te leiden dat beantwoordt aan de menselijke waardigheid, hebben zij krachtens artikel 1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn tevens recht op maatschappelijke dienstverlening.

Hieruit vloeit voort dat de gelijke behandeling van de samenwonende personen, ongeacht of zij kinderen ten laste hebben, op zichzelf beschouwd geen onevenredige gevolgen doet ontstaan.

B.17.5. Artikel 14, § 1, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, voorziet evenwel in verschillende leefloonbedragen voor de alleenstaande personen, enerzijds, en de alleenstaande personen die instaan voor ofwel de financiële last, ofwel de gedeeltelijke of voltijdse huisvesting van kinderen, anderzijds.

Het behoort tot de beoordelingsbevoegdheid van de wetgever om de kinderlast al dan niet in aanmerking te nemen bij het bepalen van het leefloonbedrag, maar hij vermag daarbij niet, zonder de artikelen 10 en 11 van de Grondwet te miskennen, de kinderlast in aanmerking te nemen wanneer het om alleenstaande rechthebbenden gaat en de kinderlast niet in aanmerking te nemen wanneer het om samenwonende rechthebbenden gaat.

B.17.6. De wetgever heeft derhalve de artikelen 10 en 11 van de Grondwet geschonden, niet door na te laten een specifieke categorie in te voeren bestaande uit de samenwonenden die een of meer kinderen huisvesten of die de financiële last daarvan dragen, maar door voor die categorie geen rekening te houden met de kinderlast, terwijl hij dat wel doet voor de alleenstaanden.

B.17.7. Het middel is in dat onderdeel gegrond. Artikel 14, § 1, 1<sup>o</sup>, van de wet van 26 mei 2002 dient te worden vernietigd, in zoverre het alle samenwonende personen op dezelfde wijze behandelt zonder rekening te houden met de kinderlast.

B.18.1. In het tweede onderdeel van het middel wordt een discriminatie aangeklaagd tussen de alleenstaande personen die ten aanzien van hun kinderen onderhoudsgeld verschuldigd zijn en de alleenstaande personen die hun kinderen ten laste hebben en een hoger leefloonbedrag dan de eerstgenoemden genieten.

B.18.2. Door de categorieën van rechthebbenden op het leefloon vast te stellen, heeft de wetgever redelijkerwijs kunnen oordelen dat de kinderlast, die hun huisvesting omvat, de personen die deze last dragen, in een andere situatie plaatst dan diegenen die, door de betaling van onderhoudsgeld, bijdragen tot het onderhoud van kinderen die zij niet huisvesten. Het verschil in behandeling is bijgevolg redelijk verantwoord.

B.18.3. Het middel is in dat onderdeel niet gegrond.

B.19.1. In het derde en zevende onderdeel van het middel wordt een discriminatie aangeklaagd tussen de personen die ten aanzien van hun kinderen onderhoudsgeld verschuldigd zijn op grond van ofwel een rechterlijke beslissing, ofwel een notariële akte, en de personen die vrijwillig of op grond van een onderhands gesloten overeenkomst onderhoudsgeld betalen, in zoverre alleen de eerstgenoemden een hoger leefloonbedrag genieten.

B.19.2. De criteria van de rechterlijke beslissing en de notariële akte waarborgen enerzijds dat het betrokken onderhoudsgeld uitvoerbaar is en maken het anderzijds mogelijk de kans te verkleinen dat de rechthebbende op het leefloon zijn financiële situatie opzettelijk en bewust zodanig heeft gecreëerd dat hij een hoger bedrag geniet dan datgene waarop zijn situatie normaal gezien recht zou hebben gegeven. De in het geding zijnde criteria zijn derhalve redelijk verantwoord.

B.19.3. Het middel is in die onderdelen niet gegrond.

B.20.1. In het vierde onderdeel van het middel wordt een discriminatie aangeklaagd tussen de personen die ten aanzien van hun kinderen onderhoudsgeld verschuldigd zijn en een verhoogd leefloonbedrag genieten, en de personen die een bijdrage voor een geplaatst kind betalen en dat niet genieten.

B.20.2. Beide categorieën van personen bevinden zich in een vergelijkbare situatie, in zoverre zij een bijdrage betalen in de onderhoudskosten van hun kinderen die zij niet huisvesten.

B.20.3. Zoals de Ministerraad onderstreept, is het juist dat het in een instelling geplaatste kind de gevolgen van de niet-betaling, door zijn ouder, van de bijdrage te zijnen laste niet rechtstreeks op dezelfde wijze zal ondergaan als een kind dat door zijn andere, onderhoudsgerechtigde ouder wordt gehuisvest. Niettemin vormt, vanuit het oogpunt van de ouder die het onderhoudsgeld of de bijdrage verschuldigd is, de betaling daarvan een gelijkwaardige last en houdt het recht op een menswaardig bestaan het recht in over de middelen te beschikken die noodzakelijk zijn om de last van zijn kinderen te dragen, ongeacht of die kinderen door de andere ouder zijn gehuisvest of in een instelling zijn geplaatst. Het aangeklaagde verschil in behandeling is derhalve niet verantwoord.

B.20.4. In tegenstelling tot wat de Ministerraad nog aanvoert, heeft het geen belang dat de wetgevende of uitvoerende overheden van de gemeenschappen erin hebben voorzien of kunnen voorzien dat geen enkele bijdrage is vastgesteld ten laste van de personen die de door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn geboden dienstverlening genieten. De grondwettigheid van de bepaling die de wetgever in de uitoefening van zijn bevoegdheid heeft aangenomen, zou immers niet kunnen afhangen van het bestaan van een bepaling die de gemeenschapswetgevers in de uitoefening van hun eigen bevoegdheid hebben aangenomen, zelfs indien die bepaling tot gevolg zou hebben dat de door de federale bepaling ingevoerde discriminatie zou worden geneutraliseerd.

B.20.5. Het middel is in dat onderdeel gegrond. Artikel 14, § 1, 2<sup>o</sup>, dient te worden vernietigd, in zoverre het de categorie van personen omvat die voor een geplaatst kind een bijdrage betalen, die de jeugdrechtsbank of de administratieve overheden in het kader van de bijstand aan of de bescherming van de jeugd hebben vastgesteld.

B.21.1. In het vijfde onderdeel van het middel wordt een discriminatie aangeklaagd tussen de rechthebbenden op het leefloon, dat is verhoogd omdat zij onderhoudsgeld betalen, en de personen die alleen het basisleefloon genieten, terwijl zij op grond van artikel 336 van het Burgerlijk Wetboek onderhoudsgeld betalen.

B.21.2. Artikel 336 van het Burgerlijk Wetboek maakt het het kind wiens afstamming van vaderszijde niet vaststaat, mogelijk een uitkering te vorderen van diegene die gedurende het wettelijk tijdvak van de verwekking met zijn moeder gemeenschap heeft gehad.

B.21.3. De Ministerraad is van mening dat er geen verschil in behandeling bestaat, omdat dit geval zou zijn beoogd door artikel 14, § 1, 3<sup>o</sup>, van de wet van 26 mei 2002 en de onderhoudsplichtigen derhalve een verhoogd leefloon zouden genieten.

B.21.4. Door de « alleenstaand[e] persoon die onderhoudsuitkeringen verschuldigd is ten aanzien van zijn kinderen » te beogen, lijkt artikel 14, § 1, 3<sup>o</sup>, het bij artikel 336 van het Burgerlijk Wetboek beoogde geval uit te sluiten van een persoon die onderhoudsgeld verschuldigd is ten aanzien van een kind met wie hij geen vaststaande afstammingsband heeft. In die interpretatie voert die bepaling een onverantwoord verschil in behandeling in tussen de in B.21.1 beoogde categorieën van personen. Indien de bepaling in die zin wordt geïnterpreteerd dat zij niet alleen het onderhoudsgeld ten behoeve van kinderen met wie de afstammingsband vaststaat, maar ook de op grond van artikel 336 van het Burgerlijk Wetboek betaalde uitkeringen omvat, dan leidt zij daarentegen niet tot het aangeklaagde verschil in behandeling.

B.21.5. Op voorwaarde dat artikel 14, § 1, 3<sup>o</sup>, eerste lid, in die zin wordt geïnterpreteerd dat het het geval omvat van de persoon die op grond van artikel 336 van het Burgerlijk Wetboek een uitkering tot levensonderhoud betaalt, is het middel in dat onderdeel niet gegrond.

B.22.1. In het zesde onderdeel van het middel wordt de wetgever verweten niet te hebben voorzien in progressieve bedragen van het aan de rechthebbenden toegekende leefloon volgens het aantal en het bedrag van de door hen betaalde onderhoudsgelden.

B.22.2. Het aantal betaalde onderhoudsgelden en het bedrag van elk daarvan variëren dermate dat de wetgever niet kan worden verweten niet te hebben voorzien in een progressief leefloon dat met die verschillende situaties rekening houdt. Het bedrag van de onderhoudsgelden die een rechthebbende verschuldigd is, wordt bovendien bepaald volgens de middelen waarover hij beschikt. Die onderhoudsgelden houden rekening met het bedrag van het aan de rechthebbende toegekende leefloon, zodat laatstgenoemde niet kan worden gediscrimineerd omdat dat leefloon geen rekening houdt met de last van die onderhoudsgelden.

B.22.3. Het middel is in dat onderdeel niet gegrond.

B.23.1. In het achtste onderdeel van het middel wordt een discriminatie aangeklaagd tussen de alleenstaanden die hun niet gehuwde minderjarige kinderen voor de helft van de tijd huisvesten en een verhoogd leefloon ontvangen, en diegenen die hen voor minder dan de helft van de tijd huisvesten en geen recht hebben op de verhoging.

B.23.2. Tussen de personen die hun minderjarige kinderen voor de helft van de tijd te hunnen laste hebben en diegenen die hen regelmatig, maar voor minder dan de helft van de tijd opvangen, bestaat een objectief verschillende situatie : de eerstgenoemden moeten worden geacht deel te nemen aan het onderhoud van de kinderen ten belope van de helft van de kosten die dat onderhoud meebrengt, terwijl de laatstgenoemden in mindere mate daarin deelnemen. Het verschil in behandeling berust bijgevolg op een aanvaardbaar criterium ten opzichte van het doel van de maatregel.

B.23.3. Bovendien, indien de ouder die de kinderen voor minder dan de helft van de tijd opvangt ten behoeve van hen onderhoudsgeld betaalt, ontvangt hij op grond van artikel 14, § 1, 3°, hetzelfde leefloonbedrag als indien hij hen voor de helft van de tijd zou huisvesten.

B.23.4. Het middel is in dat onderdeel niet gegrond.

B.24.1. In het negende onderdeel van het middel wordt de wetgever verweten niet te hebben voorzien in progressieve bedragen van het aan de rechthebbenden toegekende leefloon volgens het aantal kinderen te hunnen laste en de huisvesting, ofwel halftijds, ofwel voltijds.

B.24.2. Hoewel het juist is dat de situatie van de personen die de last en de huisvesting van kinderen op zich nemen ten aanzien van de in het geding zijnde wetgeving aanzienlijk kan verschillen naar gelang van het aantal kinderen ten laste, is de ontstentenis van een progressief bedrag van het leefloon daarom niet in strijd met de in het middel beoogde bepalingen. Zoals onder B.17.3 is vermeld, kan de toekenning van gezinsbijslag, waarvan de bedragen progressief zijn volgens het aantal kinderen in het gezin, de verschillen tussen gezinnen compenseren.

B.24.3. Het middel is in dat onderdeel niet gegrond.

B.25.1. In het tiende onderdeel van het middel wordt een schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 23 ervan en met artikel 11 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten aangeklaagd, in zoverre de bestreden wet de categorie « samenwonende echtgenoten » die voorkwam in artikel 2 van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum afschaft.

B.25.2. De Ministerraad antwoordt dat de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie het niet mogelijk maken de situatie van dezelfde personen onder de gelding van twee opeenvolgende wetgevingen te vergelijken.

B.25.3. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet nopen in beginsel weliswaar tot een vergelijking van de situatie van twee verschillende categorieën van personen en niet van de situatie van eenzelfde categorie van personen onder de gelding van de vroegere en de nieuwe wetgeving, zo niet wordt elke wijziging van de wetgeving onmogelijk, maar dat geldt niet wanneer, in samenhang met die bepalingen, een schending van het *standstill*-effect van artikel 23 van de Grondwet wordt aangevoerd. Dat effect verbiedt immers, wat het recht op maatschappelijke dienstverlening betreft, de bescherming die de wetgevingen op dat gebied boden op het ogenblik van de inwerkingtreding van artikel 23, aanzienlijk te verminderen. Hieruit vloeit logischerwijze voort dat, om over de eventuele schending door een wettelijke norm van het *standstill*-effect van artikel 23 van de Grondwet te oordelen, in zoverre het het recht op sociale bijstand waarborgt, het Hof de situatie van de adressaten van die norm moet vergelijken met hun situatie onder de gelding van de vroegere wetgeving. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn geschonden wanneer vaststaat dat de in het geding zijnde norm op aanzienlijke wijze de bescherming vermindert van de rechten inzake sociale bijstand die artikel 23 ten aanzien van een categorie van personen waarborgt, ten opzichte van de andere categorieën van personen die geen dergelijke aantasting van het *standstill*-effect van artikel 23 moeten ondergaan.

B.25.4. In de memorie van toelichting wordt de afschaffing van de categorie « echtgenoten » als volgt verantwoord :

« Er is geen enkele objectieve reden om een verschillende categorie te voorzien voor gehuwden en voor samenwonenden. Bovendien is het bedrag van het leefloon voor twee samenwonenden hetzelfde als voor een gehuwd koppel. Deze wet schaft de categorie van de gehuwden af en voorziet in één enkel basisbedrag voor alle samenwonenden. Echtgenoten hebben recht op een geïndividualiseerd recht op maatschappelijke integratie. » (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, p. 10)

B.25.5. Onder de gelding van de wet van 7 augustus 1974 genoten de echtgenoten een bestaansminimum dat gelijk was aan het dubbele van hetgeen ieder van de samenwonenden genoot. De bedragen werden in beide gevallen vermindert met de bestaansmiddelen van beide leden van het paar. De afschaffing van de categorie « echtgenoten » bij de wet van 26 mei 2002 en de vervanging ervan door een geïndividualiseerd recht van ieder onder hen op een leefloon tegen het tarief « samenwonenden » heeft bijgevolg, wat het toe te kennen bedrag betreft, geen negatieve gevolgen voor de echtgenoten.

B.25.6. De verzoekende partij acht het discriminerend dat het paar alleen nog voor een van de samenwonenden recht op het leefloon heeft, wanneer de andere niet aan de nationaliteitsvoorwaarde voldoet.

B.25.7. Ten opzichte van de wet van 7 augustus 1974 werden de categorieën van vreemdelingen die recht hebben op het leefloon uitgebreid. Rekening houdende met wat onder B.6.3 is gesteld, kan iedere persoon die gemachtigd is zich te vestigen in het Rijk het leefloon genieten. Hieruit vloeit voort dat de echtgenoot van een Belg of van een vreemdeling die voldoet aan de voorwaarden om het leefloon te genieten, ook beschikt over het recht op het leefloon wanneer hij is ingeschreven in het bevolkingsregister. In dat opzicht leidt de wet van 26 mei 2002 bijgevolg niet tot een achteruitgang in strijd met artikel 23 van de Grondwet.

B.25.8. Ten slotte leidt het gegeven dat beide echtgenoten thans ertoe gehouden zijn individueel stappen te doen om het leefloon te verkrijgen en ook afhankelijk zijn van het feit dat de andere echtgenoot die stappen moet doen, niet tot een achteruitgang in de toekenning van het recht op het leefloon, aangezien die stappen geen onoverkomelijke hindernis zijn om dat recht te verkrijgen.

B.25.9. Het middel is in dat onderdeel niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof :

- vernietigt in de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie :

. artikel 3, 3°, tweede streepje, in zoverre het de vreemdelingen die onderdaan zijn van een lid-Staat van de Europese Unie en effectief en op regelmatige wijze op het grondgebied verblijven, maar die de toepassing van de verordening (EEG) nr. 1612/68 van de Raad van 15 oktober 1968 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap niet genieten, van het toepassingsgebied van de wet uitsluit;

. artikel 14, § 1, 1°, in zoverre het alle samenwonende personen op dezelfde wijze behandelt zonder rekening te houden met de kinderlast;

. artikel 14, § 1, 2°, in zoverre het de categorie omvat van de personen die voor een geplaatst kind een bijdrage betalen, die de jeugdrechtbank of de administratieve overheden in het kader van de bijstand aan of de bescherming van de jeugd vaststellen;

- verwerpt het beroep voor het overige, onder voorbehoud dat de artikelen 2, 6, 8 en 13, § 1, worden geïnterpreteerd zoals aangegeven in B.3.10 en dat artikel 14, § 1, 3°, eerste lid, wordt geïnterpreteerd zoals aangegeven in B.21.5.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 14 januari 2004.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

## SCHIEDSHOF

D. 2004 — 690

[2004/200194]

## Auszug aus dem Urteil Nr. 5/2004 vom 14. Januar 2004

Geschäftsverzeichnisnummer 2618

*In Sachen:* Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung, erhoben von der VoG Ligue des droits de l'homme.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

## I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 29. Januar 2003 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 30. Januar 2003 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG Ligue des droits de l'homme, mit Vereinigungssitz in 1190 Brüssel, chaussée d'Alseberg 303, Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Juli 2002).

(...)

## II. In rechtlicher Beziehung

(...)

## In bezug auf die Zulässigkeit

B.1.1. Die VoG Ligue des droits de l'homme hat dem Hof den Nachweis, daß sie die Verpflichtungen, die ihr durch Artikel 10 des Gesetzes vom 27. Juni 1921 «zur Verleihung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an gemeinnützige Einrichtungen» vor dessen Änderung durch das noch nicht in Kraft getretene Gesetz vom 2. Mai 2002 auferlegt werden, erfüllt hat, sowie die Abschrift des Beschlusses ihres Verwaltungsrates zum Einreichen der Klage zukommen lassen.

B.1.2. Gemäß ihrer Satzung bezweckt die VoG Ligue des droits de l'homme, «die Ungerechtigkeit und jegliche willkürliche Beeinträchtigung der Rechte eines Einzelnen oder einer Gemeinschaft zu bekämpfen. Sie verteidigt die Grundsätze der Gleichheit, der Freiheit und des Humanismus, auf denen die demokratischen Gesellschaften beruhen und die unter anderem durch [...] die belgische Verfassung [und] die Europäische Menschenrechtskonvention [...] verkündet werden».

Ohne daß eine solche Definition des Vereinigungszwecks einer VoG wörtlich zu nehmen ist als ein von ihr angewandtes Mittel, um gleich welche Norm unter dem Vorwand anzufechten, daß jede Norm eine Auswirkung auf die Rechte irgendeiner Person hat, kann davon ausgegangen werden, daß eine Maßnahme, die die Bedingungen festlegt, unter denen man den Vorteil des Rechts auf soziale Eingliederung genießen kann, geeignet ist, den Vereinigungszweck der klagenden Vereinigung in ungünstigem Sinne zu betreffen.

B.1.3. Die Klage ist zulässig.

## Zur Hauptsache

## In bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.2. Die beanstandeten Bestimmungen des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung lauten:

«Art. 2. Jede Person hat ein Recht auf soziale Eingliederung. Dieses Recht kann unter den im vorliegenden Gesetz festgelegten Bedingungen in einer Beschäftigung und/oder einem Eingliederungseinkommen mit oder ohne individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung bestehen.

Die öffentlichen Sozialhilfezentren haben den Auftrag, dieses Recht zu gewährleisten.

Art. 3. Um in den Genuß des Rechts auf soziale Eingliederung zu kommen, muß eine Person unbeschadet der durch vorliegendes Gesetz vorgesehenen besonderen Bedingungen gleichzeitig:

1. ihren tatsächlichen Wohnort in dem vom König zu bestimmenden Sinn in Belgien haben,
2. volljährig sein oder in Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes einer volljährigen Person gleichgestellt sein,
3. zu einer der folgenden Kategorien von Personen gehören:
  - entweder die belgische Staatsangehörigkeit besitzen,
  - oder den Vorteil der Anwendung der Verordnung EWG Nr. 1612/68 des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 15. Oktober 1968 über den freien Arbeitnehmerverkehr in der Gemeinschaft genießen,
  - oder als Ausländer im Bevölkerungsregister eingetragen sein,
  - oder staatenlos sein und unter die Anwendung des Übereinkommens über die Rechtsstellung der Staatenlosen, unterzeichnet in New York am 28. September 1954 und gebilligt durch das Gesetz vom 12. Mai 1960, fallen,
  - oder Flüchtling sein im Sinne von Artikel 49 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern,
4. weder über ausreichende Existenzmittel verfügen, noch Anspruch darauf erheben können, noch in der Lage sein, sie durch persönliche Bemühungen oder auf andere Art und Weise zu erwerben. Das Zentrum berechnet die Existenzmittel einer Person gemäß den Bestimmungen von Titel II Kapitel II,
5. bereit sein, zu arbeiten, es sei denn, daß dies aus gesundheitlichen oder Billigkeitsgründen nicht möglich ist,
6. ihre Rechte auf Leistungen, in deren Genuß sie aufgrund von belgischen oder ausländischen sozialen Rechtsvorschriften kommen kann, geltend machen.

Art. 4. § 1. Der Betreffende kann gezwungen werden, seine Rechte unterhaltspflichtigen Personen gegenüber geltend zu machen; als unterhaltspflichtige Personen kommen hierfür in Betracht: sein Ehepartner oder gegebenenfalls sein Ex-Ehepartner, die Verwandten ersten Grades in auf- oder absteigender Linie, die Adoptierenden und die Adoptierten.

§ 2. Vereinbarungen in Bezug auf Unterhaltsgeld sind dem Zentrum gegenüber nicht wirksam.

§ 3. Das Zentrum kann von Rechts wegen im Namen und zugunsten des Betreffenden handeln, um die in den Artikeln 3 Nr. 6 und 4 § 1 erwähnten Rechte geltend zu machen. »

«KAPITEL II - Berechtigte

Abschnitt 1 - Soziale Eingliederung für Personen unter 25 Jahren

Art. 6. § 1. Jede volljährige Person unter 25 Jahren hat ein Recht auf soziale Eingliederung innerhalb von drei Monaten ab dem Datum ihres Antrags durch eine ihrer persönlichen Situation und ihren Fähigkeiten entsprechende Beschäftigung, wenn sie die in den Artikeln 3 und 4 vorgesehenen Bedingungen erfüllt.

§ 2. Das Recht auf soziale Eingliederung durch Beschäftigung kann entweder in einem Arbeitsvertrag bestehen oder in einem individualisierten Projekt zur sozialen Eingliederung, das innerhalb eines bestimmten Zeitraums zu einem Arbeitsvertrag führt.

§ 3. Bei den Verhandlungen mit dem Zentrum über den vorgeschlagenen Arbeitsvertrag oder über das vorgeschlagene individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung kann der Betreffende sich von einer Person seiner Wahl beistehen lassen. Er verfügt außerdem über eine Überlegungsfrist von 5 Kalendertagen vor Unterzeichnung des Arbeitsvertrags oder des Vertrags zur sozialen Eingliederung und kann darum bitten, gemäß den in Artikel 20 vorgesehenen Bestimmungen vom Zentrum angehört zu werden.

Art. 7. Eine minderjährige Person, die entweder durch Eheschließung für mündig erklärt wurde oder ein oder mehrere Kinder zu ihren Lasten hat oder beweist, daß sie schwanger ist, wird einer volljährigen Person gleichgestellt.

Art. 8. Die Beschäftigung aufgrund eines in Artikel 6 erwähnten Arbeitsvertrags kann gemäß den Bestimmungen von Artikel 60 § 7 oder von Artikel 61 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die Sozialhilfzentren erfolgen.

Dieses Recht auf Beschäftigung aufgrund eines Arbeitsvertrags bleibt erhalten, solange der Betreffende keinen Anspruch auf eine Sozialleistung hat, deren Betrag mindestens dem des Eingliederungseinkommens entspricht, auf das er seiner Kategorie entsprechend Anspruch erheben könnte.

Art. 9. § 1. Das Recht auf soziale Eingliederung durch Beschäftigung kann für die in Artikel 6 erwähnte Person ebenfalls durch eine finanzielle Beteiligung des Zentrums an den mit der beruflichen Eingliederung des Berechtigten verbundenen Kosten verwirklicht werden.

§ 2. Der König bestimmt, an welchen Formen der Eingliederung das Zentrum sich finanziell beteiligt, den Betrag dieser finanziellen Beteiligung, die Bedingungen für deren Gewährung und deren Modalitäten. Der König kann die Bedingungen für den Zugang zu den verschiedenen Eingliederungs- und Beschäftigungsprogrammen festlegen.

§ 3. In Abweichung von Artikel 23 des Gesetzes vom 12. April 1965 über den Schutz der Entlohnung der Arbeitnehmer kann die finanzielle Beteiligung des Zentrums auf den Lohn des Arbeitnehmers angerechnet werden. Diese Anrechnung erfolgt sofort nach den aufgrund von Artikel 23 Absatz 1 Nr. 1 desselben Gesetzes erlaubten Abzügen und wird für die in Artikel 23 Absatz 2 vorgesehene Grenze von einem Fünftel nicht in Betracht gezogen. Eine finanzielle Beteiligung, die auf den Lohn des Arbeitnehmers angerechnet wird, wird für die Anwendung steuer- und sozialrechtlicher Vorschriften dennoch als Lohn betrachtet.

§ 4. Der König kann durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß unter den von Ihm festgelegten Bedingungen für Arbeitnehmer, die eine finanzielle Beteiligung des Zentrums an ihrem Lohn erhalten:

1. Abweichungen von den Bestimmungen des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge vorsehen, was die Einhaltung der Regeln in Bezug auf die Beendigung des Arbeitsvertrags durch den Arbeitnehmer betrifft, wenn dieser im Rahmen eines anderen Arbeitsvertrags eingestellt oder in einer Verwaltung ernannt wird,

2. eine zeitweilige völlige oder teilweise Befreiung von den in Artikel 38 §§ 3 und 3bis des Gesetzes vom 29. Juni 1981 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze der sozialen Sicherheit für Arbeitnehmer erwähnten und von den in Artikel 2 §§ 3 und 3bis des Erlaßgesetzes vom 10. Januar 1945 über die soziale Sicherheit der Bergarbeiter und der ihnen gleichgestellten Personen erwähnten Arbeitgeberbeiträgen zur sozialen Sicherheit vorsehen.

Art. 10. Eine Person, die auf eine Beschäftigung im Rahmen eines Arbeitsvertrags oder eines individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung wartet oder aus gesundheitlichen oder Billigkeitsgründen nicht arbeiten kann, hat unter den durch vorliegendes Gesetz festgelegten Bedingungen ein Recht auf ein Eingliederungseinkommen.

Wenn die Einkünfte aus der Beschäftigung unter dem Betrag des Eingliederungseinkommens liegen, auf das der Betreffende Anspruch erheben kann, bleibt das Recht auf ein Eingliederungseinkommen unter den durch vorliegendes Gesetz festgelegten Bedingungen erhalten.

Art. 11. § 1. An die Gewährung und Fortzahlung des Eingliederungseinkommens kann entweder auf Anfrage des Betreffenden selbst oder auf Initiative des Zentrums hin ein individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung geknüpft werden.

Das Projekt geht von den Erwartungen, den Fähigkeiten, den Qualifikationen und den Bedürfnissen der betreffenden Person und von den Möglichkeiten des Zentrums aus.

Je nach den Bedürfnissen der Person bezieht das individualisierte Projekt sich entweder auf die berufliche oder auf die soziale Eingliederung.

Bei der Ausarbeitung des individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung achtet das Zentrum auf ein rechtes Verhältnis zwischen den Anforderungen, denen der Betreffende genügen soll, und der gewährten Hilfe.

§ 2. Dieses Projekt ist Pflicht,

a) wenn das Zentrum aus Billigkeitsgründen damit einverstanden ist, daß die betroffene Person im Hinblick auf bessere Chancen auf berufliche Eingliederung an einer von den Gemeinschaften anerkannten, organisierten oder bezuschußten Lehranstalt ein Vollzeitstudium beginnt, wieder aufnimmt oder fortsetzt,

b) wenn es sich um ein in Artikel 6 § 2 erwähntes Projekt handelt.

§ 3. Für das in § 1 erwähnte Projekt wird gemäß Artikel 6 § 3 ein schriftlicher Vertrag zwischen dem Zentrum und der betreffenden Person geschlossen. Auf Anfrage einer der Parteien können ein oder mehrere Dritte Vertragspartei sein. Der Vertrag kann auf Anfrage jeder der Parteien während seiner Erfüllung abgeändert werden.

Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß die Mindestbedingungen und die Modalitäten, denen ein Vertrag mit Bezug auf ein individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung genügen muß, sowie die spezifischen Bedingungen für einen Vertrag, der innerhalb eines bestimmten Zeitraums zu einem Arbeitsvertrag führt, für einen Vertrag bezüglich eines Vollzeitstudiums oder für einen Ausbildungsvertrag fest.

Abschnitt 2 - Soziale Eingliederung für Personen ab 25 Jahren

Art. 12. Jede Person ab 25 Jahren hat ein Recht auf soziale Eingliederung, wenn sie die in den Artikeln 3 und 4 vorgesehenen Bedingungen erfüllt.

Art. 13. § 1. Das Recht auf soziale Eingliederung kann entweder durch die Gewährung eines Eingliederungseinkommens oder durch eine Beschäftigung im Rahmen eines in den Artikeln 8 und 9 erwähnten Arbeitsvertrags verwirklicht werden.

§ 2. An die Gewährung und Fortzahlung des Eingliederungseinkommens kann entweder auf Anfrage des Betroffenen selbst oder auf Initiative des Zentrums hin ein in Artikel 11 §§ 1 und 3 erwähntes individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung geknüpft werden.

§ 3. Die in Artikel 6 § 3 vorgesehenen Bestimmungen sind anwendbar, wenn dem Betroffenen im Rahmen seines Rechts auf soziale Eingliederung eine Beschäftigung oder ein individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung vorgeschlagen wird.

TITEL II - Modalitäten für die Anwendung des Rechts auf soziale Eingliederung

KAPITEL I - Höhe des Eingliederungseinkommens

Art. 14. § 1. Das jährliche Eingliederungseinkommen beläuft sich auf:

1. 4 400 EUR für jede Person, die mit einer oder mehreren Personen zusammenwohnt.

Unter "Zusammenwohnen" ist das Zusammenleben unter einem Dach von Personen zu verstehen, die ihre Haushaltsangelegenheiten hauptsächlich gemeinsam regeln,

2. 6 600 EUR für Alleinstehende,

3. 7 700 EUR für

- Alleinstehende, die entweder aufgrund einer gerichtlichen Entscheidung oder aufgrund einer notariellen Urkunde im Rahmen eines Verfahrens zur Ehescheidung oder zur Trennung von Tisch und Bett im gegenseitigen Einverständnis Unterhalt für ihre Kinder zahlen müssen und den Nachweis für die Zahlung dieses Unterhalts liefern,

- Alleinstehende, die im Rahmen einer durch gerichtliche Entscheidung oder durch eine in Artikel 1288 des Gerichtsgesetzbuches erwähnte Vereinbarung festgelegten abwechselnden Beherbergung nur für die Hälfte der Zeit entweder ein minderjähriges unverheiratetes Kind, das sie während dieser Zeit zu ihren Lasten haben, oder mehrere Kinder, unter denen sich mindestens ein minderjähriges unverheiratetes Kind befindet, das sie während dieser Zeit zu ihren Lasten haben, beherbergen,

4. 8 800 EUR für Ein-Elternteil-Familien mit Kind(ern) zu Lasten.

Als Ein-Elternteil-Familie mit Kind(ern) zu Lasten werden Alleinstehende betrachtet, die ausschließlich entweder ein minderjähriges unverheiratetes Kind zu ihren Lasten oder mehrere Kinder, unter denen sich mindestens ein minderjähriges unverheiratetes Kind zu ihren Lasten befindet, beherbergen.

§ 2. Der Betrag des Eingliederungseinkommens wird um die gemäß den Bestimmungen von Titel II Kapitel II berechneten Existenzmittel des Antragstellers verringert.

§ 3. Ein Empfänger des Eingliederungseinkommens, der seine Eigenschaft als Obdachloser verliert, indem er eine Wohnung bezieht, die ihm als Hauptwohntort dient, hat ein Mal in seinem Leben ein Anrecht auf eine Erhöhung um ein Zwölftel des in § 1 Absatz 1 Nr. 4 festgelegten jährlichen Betrags des Eingliederungseinkommens.

In Abweichung vom vorhergehenden Absatz kann der König die Möglichkeit vorsehen, die Erhöhung um ein Zwölftel des in § 1 Absatz 1 Nr. 4 festgelegten jährlichen Betrags des Eingliederungseinkommens in Fällen, die entsprechende Beachtung verdienen, ein zweites Mal zu gewähren.

Der König kann andere Kategorien von Personen mit Obdachlosen gleichstellen.»

«Art. 36. § 1. Dem Zentrum steht eine Subvention zu, wenn es in Anwendung von Artikel 60 § 7 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren als Arbeitgeber auftritt. Bei einer Vollzeitbeschäftigung entspricht die Subvention dem in Artikel 14 § 1 Nr. 4 des vorliegenden Gesetzes festgelegten Betrag des Eingliederungseinkommens. Die Subvention steht dem Zentrum bis zum Ende des Arbeitsvertrags zu, selbst wenn die familiäre oder finanzielle Lage des betreffenden Arbeitnehmers sich während der Dauer des Arbeitsvertrags verändert oder er sich in einer anderen Gemeinde niederläßt.

§ 2. Der König legt den Betrag der Subvention im Fall einer Teilzeitbeschäftigung sowie die Bedingungen für die Gewährung dieser Subvention fest.

Er kann auch den Betrag der Subvention für spezifische Initiativen zur sozialen Eingliederung erhöhen und die diesbezüglichen Bedingungen festlegen.

Art. 37. Wenn das Zentrum in Anwendung von Artikel 60 § 7 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 als Arbeitgeber auftritt, um das in Artikel 6 erwähnte Recht auf soziale Eingliederung durch Beschäftigung zu verwirklichen, wird die gemäß Artikel 36 §§ 1 und 2 Absatz 1 bestimmte Subvention um höchstens 25% bis in Höhe der Bruttolohnkosten der beschäftigten Person erhöht.

Art. 38. Dem Zentrum steht eine Subvention zu, wenn es in Anwendung von Artikel 61 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren für einen Berechtigten ein Beschäftigungsabkommen mit einem Privatunternehmen abschließt.

Diese Subvention muß in vollem Umfang für die Betreuung oder Ausbildung des in Absatz 1 erwähnten Berechtigten innerhalb des Unternehmens oder des Zentrums verwendet werden.

Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß den Betrag der in Absatz 1 erwähnten Subvention sowie die Bedingungen, die Dauer und die Modalitäten in Bezug auf die Gewährung dieser Subvention fest.

Art. 39. Dem Zentrum steht eine Subvention zu, wenn es sich in Anwendung von Artikel 9 oder Artikel 13 an den mit der beruflichen Eingliederung des Berechtigten verbundenen Kosten beteiligt. Die Subvention entspricht dem Betrag der finanziellen Beteiligung.»

*In bezug auf die aus dem Verstoß gegen die Vorschriften der Zuständigkeitsverteilung zwischen Staat, Gemeinschaften und Regionen abgeleiteten Klagegründe*

B.3.1. Die klagende Partei leitet einen ersten Klagegrund ab aus einem Verstoß durch das Gesetz vom 26. Mai 2002 insgesamt gegen Artikel 128 § 1 Absatz 1 der Verfassung, gegen Artikel 5 § 1 II Nr. 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, mit denen den Gemeinschaften die Zuständigkeit zur Regelung des Sachbereichs der Sozialhilfe als personengebundene Angelegenheit übertragen wurde, und gegen Artikel 6 § 1 IX desselben Sondergesetzes, mit denen den Regionen die Zuständigkeit zur Regelung der Beschäftigungspolitik übertragen wurde.

B.3.2. Die Flämische Regierung leitet einen Klagegrund aus dem Verstoß gegen dieselben Bestimmungen ab, der insbesondere gegen die Artikel 2, 6 bis 11 und 36 bis 39 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 gerichtet ist.



B.3.3. Artikel 5 § 1 II Nr. 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 erteilt den Gemeinschaften die Zuständigkeit, in bezug auf die Unterstützung von Personen «die Politik im Bereich der Sozialhilfe, einschließlich der Grundregeln über die öffentlichen Sozialhilfzentren» zu regeln, mit Ausnahme insbesondere

«a) der Festlegung des Mindestbetrags, der Bewilligungsbedingungen und der Finanzierung des gemäß der Gesetzgebung zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum gesetzlich garantierten Einkommens;

b) der Angelegenheiten bezüglich der öffentlichen Sozialhilfzentren, die in den Artikeln 1 und 2 sowie in den Kapiteln IV, V und VII des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren geregelt sind, unbeschadet der Zuständigkeit der Gemeinschaften, ergänzende oder zusätzliche Rechte zu gewähren.»

Artikel 6 § 1 IX desselben Gesetzes erteilt den Regionen die Zuständigkeit, «was die Beschäftigungspolitik betrifft», folgendes zu regeln:

«1. die Stellenvermittlung;

2. die Programme zur Wiederbeschäftigung von arbeitslosen Arbeitssuchenden, mit Ausnahme der Programme zur Wiederbeschäftigung in den Verwaltungen und Dienststellen der Föderalbehörde oder solchen, die unter der Aufsicht dieser Behörde stehen, und mit Ausnahme der Verträge im Sinne von Abschnitt 5 von Kapitel II des königlichen Erlasses Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Schaffung eines Programms zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor. »

B.3.4. Das Gesetz vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung hebt das Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum auf (Artikel 54), ersetzt dieses Recht durch das Recht auf soziale Eingliederung und beauftragt die öffentlichen Sozialhilfzentren damit, dieses Recht zu gewährleisten (Artikel 2). Es legt die Bedingungen dieses Rechts fest (Artikel 3, 4, 11, 12 und 13), sowie die Anwendung des Rechts auf soziale Eingliederung durch Beschäftigung für Personen unter 25 Jahre (Artikel 6 bis 10), den Betrag des Eingliederungseinkommens entsprechend der Familiensituation der verschiedenen Kategorien von Anspruchsberechtigten (Artikel 14, 15 und 16), das Verfahren für die Gewährung des Rechts auf soziale Eingliederung und die Rückforderung des Eingliederungseinkommens (Artikel 17 bis 29), die Sanktionen (Artikel 30 und 31) und die Finanzierung des Eingliederungseinkommens (Artikel 32 bis 47).

B.3.5. Aufgrund der ihm durch Artikel 5 § 1 II Nr. 2 Buchstabe a) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in bezug auf das Existenzminimum vorbehaltenen Zuständigkeit kann der föderale Gesetzgeber das Existenzminimum durch das Recht auf soziale Eingliederung ersetzen sowie die Bedingungen für die Gewährung dieses Rechts und den Betrag des Eingliederungseinkommens festlegen. Diesbezüglich kann er unter anderem vorsehen, daß die Gewährung und die Aufrechterhaltung des Eingliederungseinkommens mit einem individualisierten Projekt zur sozialen Eingliederung verbunden sein können (Artikel 11 und 13 § 2). Er kann auch, so wie er es in Artikel 9 getan hat, eine aktive Verwendung des Eingliederungseinkommens vorsehen, indem er es ermöglicht, das Eingliederungseinkommen vollständig oder teilweise für die Förderung der Einstellung des Betroffenen durch einen Arbeitgeber zu verwenden.

Die Anfechtung dieser Zuständigkeiten des föderalen Gesetzgebers würde bedeuten, daß ihm die Zuständigkeit aberkannt würde, die Entscheidungen zu treffen, die er in einem ihm zugewiesenen Sachbereich als die geeignetsten erachtet.

B.3.6. Aufgrund der ihm durch Artikel 5 § 1 II Nr. 2 Buchstabe b) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 vorbehaltenen Zuständigkeit kann der föderale Gesetzgeber grundsätzlich vorsehen, daß das Recht auf soziale Eingliederung konkret die Form einer Einstellung annimmt, wie es in den Artikeln 60 § 7 und 61 des Gesetzes vom 8. Juli 1976 vorgesehen ist, die in Kapitel IV dieses Gesetzes aufgenommen wurden. Die Artikel 8 und 36 bis 39 überschreiten, insofern sie auf die Bestimmungen der Artikel 60 und 61 des Gesetzes vom 8. Juli 1976 verweisen, nicht die Zuständigkeit des föderalen Gesetzgebers.

B.3.7. Der Hof muß noch prüfen, ob der föderale Gesetzgeber bei der Ausübung der ihm durch Artikel 5 § 1 II Nr. 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zuerkannten Zuständigkeit nicht auf die Zuständigkeiten im Bereich der Beschäftigung übergreifen hat, die den Regionen durch Artikel 6 § 1 IX desselben Sondergesetzes zuerkannt wurden. Die Artikel 2, 6, 8 Absatz 2 und 13 § 1 des angefochtenen Gesetzes sehen nämlich vor, daß das Recht auf soziale Eingliederung die Form einer Einstellung annehmen kann, und beauftragen die öffentlichen Sozialhilfzentren, die Mittel anzuwenden, die es ermöglichen sollen, die Arbeitsstelle zu vermitteln.

In bezug auf Personen unter 25 Jahre sieht Artikel 6 § 1 des angefochtenen Gesetzes vor, daß das Recht auf soziale Eingliederung durch eine entsprechende Beschäftigung verwirklicht werden muß. In bezug auf Personen über 25 Jahre sieht Artikel 13 § 1 vor, daß das Recht auf soziale Eingliederung entweder durch die Gewährung eines Eingliederungseinkommens oder durch eine Beschäftigung verwirklicht werden kann. In beiden Fällen ist die Aufgabe der Zentren nicht auf die Anwendung der Bestimmungen der Artikel 60 und 61 des Gesetzes vom 8. Juli 1976 begrenzt, denn sie umfaßt alle erdenklichen Arten der Beschäftigung.

B.3.8. Es ist davon auszugehen, daß der Verfassungsgeber und der Sondergesetzgeber, sofern sie nichts anderes festgelegt haben, den Gemeinschaften und Regionen die gesamte Zuständigkeit zur Festlegung der spezifischen Regeln bezüglich der ihnen übertragenen Sachbereiche verliehen haben. Folglich verfügen die Regionen aufgrund von Artikel 6 § 1 IX Nrn. 1 und 2 über die ausgedehntesten Befugnisse hinsichtlich der Stellenvermittlung und der Programme zur Wiederbeschäftigung von arbeitslosen Arbeitssuchenden.

B.3.9. Obwohl der den öffentlichen Sozialhilfzentren anvertraute Auftrag, so wie er in B.3.7 beschrieben ist, die Form einer Stellenvermittlung im Sinne von Artikel 6 § 1 IX Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 annehmen kann, wollte der föderale Gesetzgeber nicht auf die diesbezüglichen Zuständigkeiten der Regionen übergreifen, sondern vielmehr vorsehen, daß die Zentren zur Erfüllung dieses Auftrags auf die Beschäftigungsprogramme der Regionen zurückgreifen können. So heißt es in der Begründung: «Das ÖSHZ kann diesbezüglich die verschiedenen Programme zur Wiederbeschäftigung anwenden» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, S. 5). Der föderale Gesetzgeber hat weder die Zuständigkeit der Regionen ausgeübt noch diese daran gehindert, die von ihnen gewählte Beschäftigungspolitik auszuführen, sondern er hat anlässlich der Ausübung seiner eigenen Zuständigkeit bezüglich des Existenzminimums den öffentlichen Sozialhilfzentren die Möglichkeit geboten, ihre Arbeit in die von den Regionen geführte Beschäftigungspolitik einzufügen, ohne ihnen zu erlauben, selbst diese Zuständigkeit auszuüben.

B.3.10. Vorbehaltlich dessen, daß die öffentlichen Sozialhilfzentren bei der Ausübung ihres durch Artikel 2, 6, 8 und 13 § 1 erteilten Auftrags der Beschäftigung von Personen, die Anspruch auf soziale Eingliederung haben, Programme zur Einstellung von Arbeitskräften und zur Beschäftigung von Arbeitssuchenden, die durch die Regionen ausgearbeitet wurden, anwenden und diesen Programmen keine Konkurrenz liefern, verstoßen die obengenannten Bestimmungen nicht gegen Artikel 6 § 1 IX Nrn. 1 und 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

*In bezug auf die aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleiteten Klagegründe*

*Hinsichtlich des gegen Artikel 2 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 gerichteten Klagegrunds*

B.4.1. Die klagende Partei beantragt die Nichtigerklärung der Wörter «jede Person hat ein Recht auf soziale Eingliederung» in dieser Bestimmung, insofern sie im Widerspruch zu Artikel 3 des Gesetzes stünden, der die Kategorien von Personen festlege, die Anspruch darauf hätten, und somit die Kategorien, die nicht darin erwähnt seien, von diesem Recht ausgeschlossen würden.

B.4.2. Insofern in dem Klagegrund ein Widerspruch zwischen zwei Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes angeprangert wird, ist er nicht annehmbar. Ein solcher Widerspruch kann eine Inkohärenz seitens des Gesetzgebers erkennen lassen, weist aber an sich keine Diskriminierung nach.

B.4.3. Insofern der Klagegrund eine Diskriminierung zwischen den Personen, auf die sich das Gesetz beziehe, und denjenigen, die von den dadurch garantierten Rechten ausgeschlossen seien, anprangert, deckt er sich mit dem dritten Klagegrund, der gegen Artikel 3 Nr. 3 des Gesetzes gerichtet ist.

B.4.4. Insofern der Klagegrund schließlich eine Diskriminierung zum Nachteil der Kategorien von Personen, die vom Anwendungsbereich des Gesetzes ausgeschlossen seien, weil sie durch die Auslegung von Artikel 2 in die Irre geführt werden könnten, anprangert, ist er unbegründet. Im zweiten Satz dieser Bestimmung heißt es nämlich ausdrücklich, daß das Recht auf soziale Eingliederung «unter den im vorliegenden Gesetz festgelegten Bedingungen» verwirklicht wird, so daß der Leser veranlaßt ist, den weiteren Text des Gesetzes zu prüfen und beim Lesen von Artikel 3 festzustellen, daß gewisse Kategorien von Personen aus dessen Anwendungsbereich ausgeschlossen sind.

*Hinsichtlich des gegen Artikel 3 Nr. 3 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 gerichteten Klagegrunds*

B.5.1. In einem ersten Teil ihres Klagegrund prangert die klagende Partei eine nicht mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit den Artikeln 12 und 17 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, zu vereinbarende Diskriminierung zwischen Staatsbürgern der Europäischen Union an, je nachdem, ob die Verordnung (EWG) Nr. 1612/68 des Rates vom 15. Oktober 1968 auf sie anwendbar sei oder nicht.

B.5.2. Der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften hat in bezug auf eine mit der angefochtenen Bestimmung identische, sich jedoch auf das Existenzminimum beziehende Bestimmung folgendes Urteil gefällt:

«Mit den Artikeln 6 und 8 EG-Vertrag (nach Änderung jetzt Artikel 12 EG und 17 EG) ist es nicht vereinbar, dass die Gewährung einer beitragsunabhängigen Sozialleistung wie des Existenzminimums nach Artikel 1 des belgischen Gesetzes vom 7. August 1974 bei Angehörigen anderer Mitgliedstaaten als des Aufnahmemitgliedstaats, in dem sie sich rechtmäßig aufhalten, von der Voraussetzung abhängt, dass sie in den Anwendungsbereich der Verordnung (EWG) Nr. 1612/68 des Rates vom 15. Oktober 1968 über die Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Gemeinschaft fallen, während für die Angehörigen des Aufnahmemitgliedstaats eine derartige Voraussetzung nicht gilt.» (EuGH, 20. September 2001, Grzelczyk gegen ÖSHZ Ottignies-Neulöwen, C-184/99)

Der Gerichtshof hat auch folgendes präzisiert:

«Diese Auslegung schließt jedoch nicht aus, dass der Aufnahmemitgliedstaat der Ansicht ist, dass ein Student, der Sozialhilfe in Anspruch genommen hat, die Voraussetzungen für sein Aufenthaltsrecht nicht mehr erfüllt, und unter Einhaltung der insoweit vom Gemeinschaftsrecht gezogenen Grenzen Maßnahmen ergreift, um die Aufenthaltserlaubnis des Betroffenen zu beenden oder nicht mehr zu verlängern.»

«Solche Maßnahmen dürfen jedoch keinesfalls die automatische Folge der Tatsache sein, dass ein Student, der einem anderen Mitgliedstaat angehört, die Sozialhilfe des Aufnahmemitgliedstaats in Anspruch nimmt.» (ebenda, Randnrn. 42 und 43)

B.5.3. Eine Bestimmung, die das Recht auf soziale Eingliederung für Ausländer, die Staatsangehörige eines Mitgliedstaates der Union sind, von der Bedingung abhängig macht, daß sie in den Genuß der Anwendung der obenerwähnten Verordnung gelangen, verstößt gegen die Artikel 12 und 17 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft.

Folglich werden die europäischen Staatsbürger dieser Kategorie unterschiedlich behandelt und schließen die Artikel 12 und 17 des Vertrags aus, daß dieser Unterschied gerechtfertigt werden kann.

B.5.4. Artikel 3 Nr. 3 zweiter Gedankenstrich ist für nichtig zu erklären, insofern er vom Anwendungsbereich des Gesetzes die Ausländer ausschließt, die Staatsangehörige eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sind und sich tatsächlich und ordnungsgemäß auf dem Staatsgebiet aufhalten, jedoch nicht in den Genuß der Anwendung der Verordnung (EWG) Nr. 1612/68 des Rates vom 15. Oktober 1968 über die Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Gemeinschaft gelangen.

B.6.1. Der zweite und dritte Teil des Klagegrunds beziehen sich auf den dritten Gedankenstrich der angefochtenen Bestimmung, der das Recht auf soziale Eingliederung auf die Personen beschränkt, die «als Ausländer im Bevölkerungsregister eingetragen» sind.

B.6.2. In der Begründung wird in diesem Zusammenhang darauf verwiesen, daß das Gesetz «eine gleiche Behandlung der Belgier und der im Bevölkerungsregister eingetragenen Ausländer fördern soll». Ferner heißt es, daß es «in erster Linie um die Ausländer geht, die im Laufe der sechziger Jahre gebeten wurden, hier zu arbeiten, und die inzwischen in Belgien niedergelassen sind», und daß «das Potential dieser Ausländer in Wert gesetzt werden muß», um «eine echte Politik der Chancengleichheit zu entwickeln, mit der die Integrationshindernisse überwunden werden können» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, S. 9).

B.6.3. Es gibt einen Unterschied zwischen den Ausländern, denen es erlaubt ist, sich im Staatsgebiet niederzulassen, und den Ausländern, denen es erlaubt ist, sich für eine begrenzte oder unbegrenzte Zeit im Staatsgebiet aufzuhalten. Artikel 14 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern besagt, daß Ausländer vom zuständigen Minister oder von dessen Beauftragtem die Erlaubnis erhalten müssen, um sich im Königreich niederzulassen. Diese Erlaubnis darf nur dem Ausländer erteilt werden, dem vorher der Aufenthalt im Königreich für eine unbestimmte Zeit erlaubt oder gestattet worden ist. Artikel 15 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 legt die Kategorien von Ausländern fest, denen eine Niederlassungserlaubnis erteilt werden muß. Dies gilt unter anderem - falls nicht Gründe der öffentlichen Ordnung oder der nationalen Sicherheit dagegen sprechen - für die Ausländer, die einen «ordnungsgemäßen und ununterbrochenen Aufenthalt von fünf Jahren im Königreich» nachweisen.

Ausländer, die sich länger als die begrenzte Zeit, für die sie eine Aufenthaltserlaubnis erhalten haben, in Belgien aufhalten und die nicht mehr im Besitz einer ordnungsmäßigen Aufenthaltsgenehmigung sind, können vom zuständigen Minister oder seinem Beauftragten aufgefordert werden, das Staatsgebiet zu verlassen (Artikel 13 Absatz 3), und diese Ausländer können vom Minister nach einer Stellungnahme der Beratenden Kommission für Ausländer ausgewiesen werden, wenn sie der öffentlichen Ordnung oder der nationalen Sicherheit schaden oder wenn sie nicht die Bedingungen für einen gesetzmäßigen Aufenthalt erfüllen (Artikel 20 Absatz 1), während Ausländer, die die Erlaubnis haben, sich im Königreich niederzulassen, nur vom König nach einer Stellungnahme der Beratenden Kommission für Ausländer ausgewiesen werden können, wenn sie der öffentlichen Ordnung oder der nationalen Sicherheit einen schweren Schaden zufügen; wenn diese Maßnahme auf der politischen Tätigkeit der betreffenden Personen beruht, muß der Ausweisungserlaß im Ministerrat beraten werden (Artikel 20 Absatz 2).

Das Kriterium der «Erlaubnis zur Niederlassung im Königreich», die sich aus der Eintragung im Bevölkerungsregister ergibt, ist sachdienlich im Hinblick auf die Zielsetzung, die soziale Eingliederung der sich in Belgien aufhaltenden Personen zu fördern. Es ist nämlich nicht unvernünftig, daß der Gesetzgeber die besonderen Anstrengungen und Mittel, die er zur Verwirklichung dieser Zielsetzung einzusetzen gedenkt, den Personen vorbehält, bei denen man aufgrund ihres Verwaltungsstatuts davon ausgeht, daß sie sich endgültig oder zumindest für eine längere Dauer in Belgien niedergelassen haben. Es handelt sich im übrigen um Ausländer, deren Aufenthaltslage in hohem Maße derjenigen von Belgiern entspricht, die ihren tatsächlichen Aufenthalt in Belgien haben.

B.6.4. Die sich gesetzmäßig im Staatsgebiet aufhaltenden Ausländer, die bedürftig sind oder die über unzureichende Existenzmittel verfügen, haben aufgrund von Artikel 1 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren Anrecht auf Sozialhilfe; die Maßnahme beeinträchtigt somit nicht ihr Recht auf ein menschenwürdiges Leben.

B.7.1. Im vierten Teil des Klagegrunds wird eine durch Artikel 3 Nr. 3 vierter Gedankenstrich ins Leben gerufene Diskriminierung zwischen Staatenlosen und Personen unbestimmter Staatsangehörigkeit angeprangert.

B.7.2. Die Gleichstellung der Personen unbestimmter Staatsangehörigkeit mit Staatenlosen wurde in den Vorarbeiten zum Gesetz vom 3. März 1982 durch eine Verweisung auf das Gesetz vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte gerechtfertigt (*Parl. Dok.*, Senat, 1979-1980, Nr. 381/1); aus den Vorarbeiten zu diesem letztgenannten Gesetz geht hervor, daß der Gesetzgeber in diesem Sachbereich eine Lösung schaffen wollte für das Problem, das durch die Abschaffung der «Karte für Nichtseßhafte» und die Aushändigung eines Personalausweises mit dem Vermerk «unbestimmte Staatsangehörigkeit» für gewisse Personen entstanden war. Ein Gesetzesvorschlag, der darauf ausgerichtet war, diese Gleichstellung auf alle Gebiete der Sozialgesetzgebung auszudehnen, wurde hingegen nicht angenommen (*Parl. Dok.*, Senat, Sondersitzungsperiode 1979, 55, Nr. 1).

B.7.3. Während das Gesetz vom 3. März 1982 den Ausländern das Existenzminimum nicht zuerkannte, mit Ausnahme einiger Kategorien unter ihnen, hat jeder im Bevölkerungsregister eingetragene Ausländer aufgrund des angefochtenen Gesetzes Anspruch auf das Eingliederungseinkommen.

Die klagende Partei hat keine Elemente erbracht, die nachweisen, daß eine Kategorie von Ausländern mit «unbestimmter Staatsangehörigkeit» sich in einer Lage befindet, die es erfordern würde, sie auf die gleiche Weise zu behandeln wie die Kategorien von Personen, auf die das angefochtene Gesetz Anwendung findet, selbst wenn sie nicht einer dieser Kategorien angehören würden.

B.7.4. Demzufolge ist nicht nachgewiesen, daß der Gesetzgeber, indem er die im Gesetz vom 3. März 1982 enthaltene Gleichstellung nicht in das angefochtene Gesetz übernommen hat, eine diskriminierende Maßnahme ergriffen hätte.

#### *Hinsichtlich des gegen Artikel 4 § 2 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 gerichteten Klagegrunds*

B.8.1. Die klagende Partei ist der Auffassung, der Gesetzgeber habe, indem er es unmöglich gemacht habe, die Vereinbarungen in bezug auf Unterhaltsgeld gegenüber den öffentlichen Sozialhilfezentren geltend zu machen, drei Diskriminierungen geschaffen, die unvereinbar seien mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

B.8.2. Artikel 4 § 1 des Gesetzes bestimmt, daß das öffentliche Sozialhilfezentrum den Betroffenen verpflichten kann, seine Rechte unterhaltspflichtigen Personen gegenüber geltend zu machen. Es handelt sich um eine Möglichkeit für das Zentrum, und es kann nach einer Prüfung der Umstände darauf verzichten. In den Vorarbeiten wird erläutert, daß die angefochtene Bestimmung angenommen wurde, um «zu vermeiden, daß die Person bewußt und freiwillig auf die Unterhaltspflicht ihres Ehegatten oder ehemaligen Ehegatten verzichtet» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, S. 13).

B.8.3. Indem der Gesetzgeber vorsah, daß die Vereinbarungen in bezug auf Unterhaltsgeld nur dann nicht geltend gemacht werden können, wenn sie von Personen geschlossen wurden, die ihr Recht auf soziale Eingliederung einfordern, hat er eine Maßnahme ergriffen, die nicht einer Rechtfertigung entbehrt.

Da das Recht auf soziale Eingliederung vom Fehlen ausreichender Existenzmittel abhängig ist (Artikel 3 Nr. 4), ist es nämlich sachdienlich, den öffentlichen Sozialhilfezentren die Möglichkeit zu bieten, sich zu vergewissern, ob dies tatsächlich der Fall ist für die Personen, die den Vorteil dieses Rechts beantragen. Da Artikel 4 § 1 die Möglichkeit und nicht die Verpflichtung vorsieht, diese Person dazu zu verpflichten, ihre Unterhaltsansprüche geltend zu machen, muß das öffentliche Sozialhilfezentrum übrigens entsprechend den spezifischen Umständen einer jeden Situation prüfen, ob auf die Unterhaltspflichtigen zurückzugreifen ist. Es kann auf diese Weise gegebenenfalls eine Vereinbarung in bezug auf Unterhaltsgeld berücksichtigen. Insofern die Maßnahme eine solche Beurteilung ermöglicht, ist sie nicht unverhältnismäßig.

B.8.4. Sodann prangert die klagende Partei den Behandlungsunterschied an zwischen den Personen, die eine Vereinbarung in bezug auf Unterhaltsgeld geschlossen hätten, die aufgrund von Artikel 4 § 2 nicht gegenüber den öffentlichen Sozialhilfezentren geltend gemacht werden könne, und einerseits den Personen, die eine Vereinbarung geschlossen hätten, die durch den Richter beglaubigt worden sei, der die Scheidung im gegenseitigen Einverständnis aufgrund von Artikel 1298 des Gerichtsgesetzbuches ausgesprochen habe, und andererseits den Personen, die eine Vereinbarung über den im Rahmen einer Ehescheidung geschuldeten und in Artikel 301 des Zivilgesetzbuches vorgesehenen Unterhalt geschlossen hätten.

B.8.5. Die Vereinbarungen, auf die sich die Vergleiche der klagenden Partei beziehen, sind unterschiedlicher Art und weisen spezifische Merkmale auf im Verhältnis zu den Vereinbarungen, auf die sich die angefochtene Bestimmung bezieht. Da der Gesetzgeber es dem Zentrum ermöglichen wollte, Vereinbarungen, durch die eine Person vollständig oder teilweise auf einen Unterhaltsanspruch hätte verzichten können, nicht zu berücksichtigen, konnte er davon absehen, die Unmöglichkeit des Geltendmachens auf Vereinbarungen auszudehnen, die Gegenstand einer richterlichen Beglaubigung waren (Artikel 1298 des Zivilgesetzbuches), und auf Vereinbarungen, die nicht ausschließlich als Unterhaltszahlung dienen (Artikel 301 des Zivilgesetzbuches).

B.8.6. Der Klagegrund ist nicht annehmbar.

#### *Hinsichtlich des gegen die Artikel 6 § 1 und § 2 und 13 § 1 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 gerichteten Klagegrunds*

B.9.1. Im ersten Teil des Klagegrunds bemängelt die klagende Partei, die angefochtenen Bestimmungen führten einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen den Anspruchsberechtigten auf soziale Eingliederung aufgrund des Alters ein, insofern nur den Anspruchsberechtigten unter 25 Jahre ein tatsächliches subjektives Recht auf Beschäftigung zuerkannt werde.

B.9.2. Da festgestellt wurde, daß die angefochtenen Bestimmungen mit den Regeln der Zuständigkeitsverteilung übereinstimmen, unter dem Vorbehalt, daß die öffentlichen Sozialhilfezentren bei der Erfüllung des Auftrags bezüglich der Beschäftigung der Anspruchsberechtigten auf soziale Eingliederung die von den Regionen ausgearbeiteten Programme zur Stellenvermittlung und Wiederbeschäftigung von Arbeitssuchenden benutzen und nicht in Konkurrenz zu letzteren treten (B.3.9), kann nicht davon ausgegangen werden, daß Artikel 6 § 1 den Anspruchsberechtigten auf soziale Eingliederung unter 25 Jahre ein tatsächliches subjektives Recht auf Beschäftigung zuerkennt. Er verpflichtet die öffentlichen Sozialhilfezentren, innerhalb der Grenzen ihrer Zuständigkeiten die ihnen zur Verfügung stehenden Mittel zu nutzen, um die Eingliederung der betreffenden Personen in den Arbeitsmarkt zu fördern.

B.9.3. Die angefochtenen Bestimmungen erlegen den öffentlichen Sozialhilfezentren diese Mittelverpflichtung jedoch lediglich in bezug auf Personen unter 25 Jahre auf, da das Recht auf soziale Eingliederung für die anderen Anspruchsberechtigten durch eine Beschäftigung verwirklicht werden «kann».

B.9.4. Der von der klagenden Partei geltend gemachte Artikel 23 der Verfassung besagt, daß die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte insbesondere «das Recht auf Arbeit [...] im Rahmen einer allgemeinen Beschäftigungspolitik, die unter anderem darauf ausgerichtet ist, einen Beschäftigungsstand zu gewährleisten, der so stabil und hoch wie möglich ist» umfassen. Der eigentliche Wortlaut dieser Bestimmung verweist darauf, daß die Verwirklichung des Rechts auf Arbeit für alle von wirtschaftlichen Faktoren abhängig ist, die die belgischen Gesetzgeber nicht vollständig beherrschen. Dies gilt ebenfalls für die Bestimmungen der Artikel 6 und 7 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte.

B.9.5. In der Begründung wird die Tatsache, daß den Personen unter 25 Jahre der Vorrang gewährt wird, die nicht selbst ihre Existenzmittel gewährleisten können, mit der zahlenmäßigen Bedeutung dieser Gruppe («im Jahr 2000 lebten in der Tat 20.797 Personen vom Existenzminimum, das heißt 25,8% der Gesamtzahl der Bezieher des Existenzminimums. Innerhalb von zehn Jahren hat sich diese Gruppe mehr als verdreifacht» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, S. 5)) und mit der Notwendigkeit, «diesen Jugendlichen andere Zukunftsperspektiven» zu bieten (ebenda), gerechtfertigt.

B.9.6. Angesichts der Zunahme der Anzahl Jugendlicher, die das Existenzminimum beziehen, konnte der Gesetzgeber den Standpunkt vertreten, daß der gesellschaftliche Ausschluß der Jugendlichen ein Problem darstellte, das vorrangig einer Lösung bedarf. Unter den derzeitigen Umständen des Arbeitsmarktes kann man ihm nicht vorwerfen, einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied eingeführt zu haben, indem er die öffentlichen Sozialhilfezentren aufgefördert hat, ihre Kräfte im Bereich der sozialen Eingliederung auf die Jugendlichen einzusetzen. Das Alterskriterium ist in dieser Hinsicht objektiv und sachdienlich. Die angewandten Mittel, so wie sie zu begrenzen sind, um die Regeln der Zuständigkeitsverteilung zwischen Staat, Gemeinschaften und Regionen zu beachten, sind geeignet, die Verwirklichung der Zielsetzung des Gesetzgebers zu fördern. Schließlich hat die Maßnahme keine unverhältnismäßigen Folgen für die Personen über 25 Jahre, da Artikel 13 § 1 es ermöglicht, das Recht auf soziale Eingliederung im Rahmen des Möglichen auch für sie durch eine Beschäftigung zu verwirklichen.

B.9.7. Dieser Teil des Klagegrunds ist unbegründet.

B.10.1. Im zweiten Teil des Klagegrunds wird eine Diskriminierung zwischen denjenigen, die Anspruch auf soziale Eingliederung hätten und jede «ihrer persönlichen Situation und ihren Fähigkeiten entsprechende» Beschäftigung annehmen müßten, und denjenigen, die Arbeitslosenunterstützung erhielten und jede «angemessene» Arbeit im Sinne von Artikel 51 des königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit annehmen müßten, angeprangert.

B.10.2. Indem der Gesetzgeber in zwei Gesetzgebungen, die zwar teilweise das gleiche Ziel der Beschäftigung von Personen verfolgen, jedoch unterschiedlich bleiben, nicht den gleichen Ausdruck verwendet hat, hat er nicht gegen die Artikeln 10 und 11 der Verfassung verstoßen.

Es erweist sich nicht, daß diese unterschiedliche Terminologie zu einer diskriminierenden Behandlung der Anspruchsberechtigten des einen oder anderen Systems führen kann.

B.10.3. Dieser Teil des Klagegrunds ist unbegründet.

B.11. Der dritte Teil des Klagegrunds betrifft das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung und deckt sich mit dem Klagegrund gegen Artikel 11 des Gesetzes, der unter B.14 geprüft wird.

*Hinsichtlich des gegen Artikel 8 Absatz 2 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 gerichteten Klagegrunds*

B.12.1. Die klagende Partei bemängelt, daß Artikel 8 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes eine Diskriminierung zwischen den Anspruchsberechtigten auf soziale Eingliederung schaffe, die dieses Recht konkret in Form einer Beschäftigung im Rahmen von Artikel 60 § 7 und 61 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren erhielten, und denjenigen, die dieses Recht konkret in Form einer Beschäftigung außerhalb dieses Rahmens erhielten.

B.12.2. Die Artikel 60 § 7 und 61 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren sehen für diese Zentren die Möglichkeit vor, selbst als Arbeitgeber gegenüber den Leistungsempfängern aufzutreten, gegebenenfalls indem sie diese ihren Partnern zur Verfügung stellen, mit denen sie eine diesbezügliche Vereinbarung geschlossen haben. Artikel 60 § 7 Absatz 1 besagt, daß das Zentrum so handelt, «wenn eine Person den Nachweis eines Beschäftigungszeitraums nachweisen muß, um vollständig in den Vorteil bestimmter Sozialleistungen zu gelangen», und Absatz 2 derselben Bestimmung präzisiert, daß «die Dauer der Beschäftigung im Sinne des vorigen Absatzes nicht länger sein darf als der Zeitraum, den die beschäftigte Person benötigt, um vollständig in den Vorteil der Sozialleistungen zu gelangen».

B.12.3. Artikel 3 Nr. 6 des Gesetzes vom 26. Mai 2002, der besagt, daß das Recht von der Bedingung abhängt, daß die betreffende Person «ihre Rechte auf Leistungen, in deren Genuß sie aufgrund von belgischen oder ausländischen sozialen Rechtsvorschriften kommen kann, geltend [gemacht hat]», legt im übrigen den Residualcharakter des Rechts auf soziale Eingliederung fest.

B.12.4. Zwar bewirkt die angefochtene Bestimmung, die im übrigen nur Artikel 60 § 7 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren übernimmt, daß eine Person, die im Rahmen dieser Gesetzgebung den Vorteil eines Rechts auf soziale Eingliederung in Form einer Beschäftigung genossen hat, dieses Recht verliert, sobald sie Anspruch auf eine Sozialleistung erheben kann, während eine Person, die den Vorteil eines Rechts auf Eingliederung in Form einer anderen Art der Beschäftigung genossen hat, ihr Recht auf soziale Eingliederung zwar verliert, jedoch ihr Recht auf Beschäftigung behält.

Dieser Behandlungsunterschied ist jedoch auf die Besonderheiten der Beschäftigung im Rahmen der genannten Artikel 60 § 7 und 61 sowie auf den Residualcharakter des Rechts auf soziale Eingliederung zurückzuführen. Er beruht also auf einem objektiven und sachdienlichen Kriterium.

B.12.5. Überdies hat die Anwendung der Bestimmung keine unverhältnismäßigen Folgen, da davon ausgegangen wird, daß die betreffende Person eine Sozialleistung mindestens in Höhe des Eingliederungseinkommens erhält und daß sie, ebenso wie die beschäftigten Personen, die ihre Arbeitsstelle verlieren würden, erneut die Hilfe des öffentlichen Sozialhilfezentrums in Anspruch nehmen könnte, wenn sie ihr Recht auf Sozialleistungen verlieren würde.

B.12.6. Der Klagegrund ist unbegründet.

*Hinsichtlich des gegen Artikel 10 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 gerichteten Klagegrunds*

B.13.1. Die klagende Partei ist der Auffassung, die angefochtene Bestimmung schaffe einen im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stehenden Behandlungsunterschied zwischen den Personen, die ein Recht auf das Eingliederungseinkommen hätten, weil sie alle erforderlichen Bedingungen erfüllten, einschließlich der in dieser Bestimmung vorgesehenen Bedingungen, und denjenigen, die nicht die Bedingungen dieser Bestimmung erfüllten, jedoch die anderen Bedingungen für die Gewährung des Rechts auf soziale Eingliederung.

B.13.2. Aufgrund von Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes kann das Recht auf soziale Eingliederung «in einer Beschäftigung und/oder einem Eingliederungseinkommen» bestehen. Eine der Bedingungen für die Gewährung des Rechts auf soziale Eingliederung ist in Artikel 3 Nr. 5 des Gesetzes enthalten, nämlich «bereit sein, zu arbeiten, es sei denn, daß dies aus gesundheitlichen oder Billigkeitsgründen nicht möglich ist». Das Recht auf Eingliederung für die Anspruchsberechtigten unter 25 Jahre muß gemäß Artikel 6 § 1 vorrangig durch eine Beschäftigung gewährleistet werden. Ist es unmöglich, den Anspruchsberechtigten zu beschäftigen, so hat er aufgrund von Artikel 10 Anrecht auf ein Eingliederungseinkommen. In den Vorarbeiten wird im Zusammenhang mit dieser Bestimmung hervorgehoben, daß «der Jugendliche ab dem Zeitpunkt des Antrags bis zur tatsächlichen Einstellung Anrecht auf ein Eingliederungseinkommen hat» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, S. 17).

B.13.3. Der angefochtene Artikel 10 erlegt keine zusätzlichen Bedingungen auf für die Gewährung des Eingliederungseinkommens an die darin vorgesehenen Personen. Da das Gesetz vom 26. Mai 2002 ebenso wie das Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum (Artikel 6 § 1 Nr. 1) das darin eingeführte Recht an die Bedingung der Bereitschaft zur Arbeit koppelt, ist es gerechtfertigt, daß es das Eingliederungseinkommen dem Anspruchsberechtigten nur dann und nur solange gewährt, wie er nicht in einer bezahlten Arbeitsstelle beschäftigt werden kann.

B.13.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

*Hinsichtlich des gegen Artikel 11 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 gerichteten Klagegrunds*

B.14.1. Nach Auffassung der klagenden Partei führe Artikel 11 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied ein zwischen den Personen, denen ein individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung auf der Grundlage einer Vereinbarung auferlegt werde, die eine Voraussetzung für ihr Recht auf Erhalt eines Eingliederungseinkommens bilde, und denjenigen, bei denen dieses Recht nicht an eine solche Vereinbarung gebunden sei. Sie fügt hinzu, daß die Auferlegung einer solchen Vereinbarung einen Rückschritt in der Verwirklichung des Rechts auf ein menschenwürdiges Leben darstelle, das durch Artikel 23 der Verfassung gewährleistet sei.

B.14.2. Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat behauptet, ist ein individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung, das Gegenstand einer Vereinbarung und in vier Fällen zwingend vorgeschrieben ist (wenn ein Anspruchsberechtigter unter 25 Jahre Student ist oder ein Projekt in Anspruch nimmt, das zu einem Arbeitsvertrag führt, und wenn entweder der Anspruchsberechtigte oder das öffentliche Sozialhilfzentrum die Initiative hierzu ergreift), gemäß dem Wortlaut von Artikel 11 § 1 als eine Bedingung zu verstehen, damit die Personen, denen es auferlegt wird, das Eingliederungseinkommen erhalten können.

B.14.3. Im Hinblick auf die Verwirklichung der allgemeinen Zielsetzung des Gesetzes, nämlich die Förderung der Wiedereingliederung der bedürftigsten Personen, vertrat der Gesetzgeber den Standpunkt, daß «die finanzielle Unterstützung zwar notwendig bleibt, jedoch in vielen Fällen nicht mehr ausreicht» und daß «die Sozialpolitik, um den Erwartungen sowohl der minderbemittelten Personen, die sich selbst aus dieser Lage befreien möchten, als auch der ÖSHZen zu entsprechen, sich von einer strikt finanziellen Unterstützung zu einer Sozialarbeit hin entwickeln muß». Aus diesem Grund wollte er das subjektive Recht auf soziale Eingliederung in eine Vereinbarung aufnehmen und hat er die 1993 in Angriff genommene Bewegung mit dem Dringlichkeitsprogramm für eine solidarischere Gesellschaft und den Eingliederungsverträgen für die Achtzehn- bis Fünfundzwanzigjährigen fortgesetzt und erweitert (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, SS. 4-5).

B.14.4. Um zu vermeiden, daß diese Vereinbarung den Leistungsempfängern zu schwere Lasten auferlegt und dazu führt, sie zu Unrecht vom Recht auf das Eingliederungseinkommen auszuschließen, hat der Gesetzgeber festgelegt, daß «das Projekt [...] von den Erwartungen, den Fähigkeiten, den Qualifikationen und den Bedürfnissen der betreffenden Person» ausgeht (Artikel 11 § 1 Absatz 2), daß das öffentliche Sozialhilfzentrum «auf ein rechtes Verhältnis zwischen den Anforderungen, denen der Betreffende genügen soll, und der gewährten Hilfe» achten muß (Absatz 4), daß auf Ersuchen des Betreffenden ein oder mehrere Dritte der Vereinbarung als Partei beitreten können (§ 3 Absatz 1), daß der Betreffende sich bei seiner Verhandlung über das Projekt mit dem öffentlichen Sozialhilfzentrum durch eine Person seiner Wahl unterstützen lassen kann, daß er über eine Überlegungsfrist von fünf Kalendertagen vor der Unterzeichnung verfügt und daß er beantragen kann, angehört zu werden (Artikel 6 § 3). Überdies kann der Betreffende Klage beim Arbeitsgericht erheben.

Während der Vorarbeiten wurde in diesem Zusammenhang dargelegt, daß «man in diesem Bereich feststellen muß, daß es nie möglich sein wird, genaue Normen festzulegen, da die Konzepte für eine große Anzahl von Personen gelten und von zahlreichen ÖSHZen durchgeführt werden» und daß, «statt Garantien in die Terminologie aufzunehmen, vorgesehen wird, daß der Betreffende sich einerseits durch Dritte unterstützen lassen kann und er sich andererseits an das Arbeitsgericht wenden kann» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50 1603/004, S. 51).

B.14.5. Angesichts dieser Garantien erweist sich die angefochtene Maßnahme im Vergleich zur Zielsetzung als sachdienlich und verhältnismäßig, insbesondere in bezug auf die Kategorien von Personen, die jünger als 25 Jahre sind und deren soziale Eingliederung besonders unterstützt und gefördert werden muß.

B.14.6. Ohne daß es notwendig wäre, die normgebende Tragweite von Artikel 23 der Verfassung insgesamt zu untersuchen, verpflichtet diese Verfassungsbestimmung die Gesetzgeber im Bereich des Rechts auf sozialen Beistand, nicht gegen das Recht zu verstoßen, das durch die am Tag des Inkrafttretens von Artikel 23 anwendbare Gesetzgebung garantiert wurde. Diese Verpflichtung kann jedoch nicht so zu verstehen sein, daß sie jedem Gesetzgeber im Rahmen seiner Zuständigkeiten zur Auflage macht, die gesetzlich vorgesehenen Modalitäten des sozialen Beistands nicht anzutasten. Sie verbietet es ihnen, Maßnahmen zu beschließen, die einen bedeutenden Rückschritt zu dem durch Artikel 23 Absätze 1 und 3 Nr. 2 der Verfassung garantierten Recht darstellen würden, entzieht ihnen jedoch nicht die Befugnis zu beurteilen, wie dieses Recht am angemessensten gewährleistet werden kann.

B.14.7. Diesbezüglich ist hervorzuheben, daß das Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum einen Artikel 6 § 2 enthielt, der ein «individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung» im Rahmen einer schriftlichen Vereinbarung zwischen dem Anspruchsberechtigten und dem öffentlichen Sozialhilfzentrum vorsah, wobei diese Vereinbarung zwingend einzuhalten war, damit die Anspruchsberechtigten unter 25 Jahre das Existenzminimum erhalten oder behalten konnten, oder wenn das Projekt vom Anspruchsberechtigten oder vom öffentlichen Sozialhilfzentrum vorgeschlagen wurde. Diese Bestimmung ist durch ein Gesetz vom 12. Januar 1993 eingeführt worden, das heißt vor Artikel 23 der Verfassung, der am Tag seiner Veröffentlichung am 12. Februar 1994 in Kraft getreten ist. Die angefochtene Bestimmung bildet somit im Gegensatz zu den Darlegungen der klagenden Partei keinen Rückschritt in der Verwirklichung des durch die Verfassung garantierten Rechts auf ein menschenwürdiges Leben.

B.14.8. Der Klagegrund ist unbegründet.

*Hinsichtlich des gegen Artikel 14 § 1 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 gerichteten Klagegrunds*

B.15.1. Die klagende Partei prangert zehn Verstöße gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung an, gegebenenfalls in Verbindung mit deren Artikel 23, mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention sowie mit Artikel 11 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte. Sie ist der Auffassung, die vom Gesetzgeber zur Festlegung der Beträge des Eingliederungseinkommens bestimmten Kategorien seien in mehrfacher Hinsicht diskriminierend und verletzen den Schutz des Privatlebens der betroffenen Personen, insofern sie dazu führen, hierzu gehörende grundlegende Entscheidungen zu beeinflussen.

B.15.2. Das Eingliederungseinkommen ist ein «indexgebundenes Einkommen, das der Person ein menschenwürdiges Leben ermöglichen soll» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, S. 7). Die angefochtene Bestimmung unterscheidet im Hinblick auf die Bestimmung der Höhe des Eingliederungseinkommens zwischen vier Kategorien: Zusammenwohnende, Alleinstehende, Alleinstehende mit Kindern zu Lasten und Ein-Elternteil-Familien mit Kindern zu Lasten. Im Verhältnis zum Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum soll die neue Einteilung in Kategorien «die Anpassung des Gesetzes an die gesellschaftliche Entwicklung» ermöglichen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, S. 10).

B.16.1. Die pauschale Beschaffenheit des Eingliederungseinkommens und die Vielfalt der individuellen Situationen der Empfänger sind die Erklärung dafür, daß der Gesetzgeber Kategorien anwendet, die notwendigerweise der Verschiedenartigkeit der Situationen nur gewissermaßen annähernd entsprechen. Dennoch kann der Gesetzgeber, wenn er Kategorien von Empfängern des Eingliederungseinkommens entsprechend ihrer Situation festlegt, keine Unterscheidungskriterien annehmen, die sich als irrelevant erweisen würden, ohne gegen die im Klagegrund angeführten Bestimmungen zu verstoßen.

B.16.2. Diesbezüglich kann die wiederholte Argumentation des Ministerrates, wonach die Gesetzgebung über die Sozialhilfe es ermöglichen würden, notwendigenfalls die Beträge des Eingliederungseinkommens zu ergänzen, die betreffende Maßnahme nur dann rechtfertigen, wenn die Verschiedenartigkeit der individuellen Situationen die Bestimmung einer spezifischen Kategorie tatsächlich unmöglich macht.

B.16.3. Es trifft in der Tat zu, daß die in Artikel 1 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren vorgesehene Sozialhilfe es gegebenenfalls ermöglicht, eine finanzielle Ergänzung zu einem sich als nicht ausreichend erweisenden Eingliederungseinkommen anzubieten, doch diese Beihilfe hängt immer vom Nachweis ihrer Notwendigkeit ab, ist grundsätzlich punktuell und einer bestimmten Situation angepaßt. Im Gegensatz zu diesem Mechanismus berücksichtigt der pauschale Mechanismus des Eingliederungseinkommens die Anerkennung eines bestimmten Maßes an Bedürftigkeit, um ein menschenwürdiges Leben zu führen, und dies gilt für alle Personen, die als einer gleichen Kategorie zugehörig anzusehen sind. Die Möglichkeit der Gewährung einer zusätzlichen Sozialhilfe kann folglich nicht als ein Instrument betrachtet werden, das es ermöglichen würde, systematisch die Unzulänglichkeiten bei der Verwirklichung des Rechts auf soziale Eingliederung zu beheben, zumindest falls solche Unzulänglichkeiten gegenüber gewissen, objektiv festgelegten Kategorien von Personen festgestellt werden sollten.

B.17.1. Im ersten Teil des Klagegrunds wird eine Diskriminierung zwischen zusammenwohnenden Personen mit Kindern zu Lasten und zusammenwohnenden Personen ohne Kinder zu Lasten bemängelt, insofern diese beiden Kategorien von Personen, die sich oft in grundverschiedenen Situationen befänden, Anspruch auf die gleiche Höhe des Eingliederungseinkommens hätten.

B.17.2. Eine Person, die finanziell für ein oder mehrere Kinder aufkommt, befindet sich hinsichtlich der Zielsetzung des Gesetzes, nämlich einem jeden die Mittel, insbesondere die finanziellen, zu sichern, die für ein menschenwürdiges Leben notwendig sind, in einer anderen Situation als eine Person, die keine solchen Lasten zu tragen hat.

B.17.3. Während der Vorarbeiten wurde die Gleichbehandlung dieser beiden Kategorien von Empfängern mit der Erwägung gerechtfertigt, daß die Personen mit Kindern zu Lasten im allgemeinen garantierte Familienzulagen erhielten, die den durch den Unterhalt der Kinder entstehenden Unterschied in den Ausgaben ausgleichen würden (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, S. 21).

B.17.4. Den Empfängern des Eingliederungseinkommens werden grundsätzlich die garantierten Familienzulagen gewährt, und diese dienen dazu, einen Teil der Auslagen für den Unterhalt der Kinder auszugleichen. Wenn dies es ihnen nicht ermöglicht, ein menschenwürdiges Leben zu führen, haben sie ebenfalls Anspruch auf Sozialhilfe aufgrund von Artikel 1 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren.

Folglich hat die Gleichbehandlung von Zusammenwohnenden, ungeachtet dessen, ob sie Kinder zu ihren Lasten haben, an sich keine unverhältnismäßigen Auswirkungen.

B.17.5. Artikel 14 § 1 Nrn. 2, 3 und 4 sieht jedoch unterschiedliche Beträge des Eingliederungseinkommens für einerseits alleinstehende Personen und andererseits alleinstehende Personen, die entweder die finanzielle Last oder die teilweise oder vollständige Unterbringung von Kindern übernehmen, vor.

Es gehört zur Ermessensbefugnis des Gesetzgebers, ob er die Kinderlast bei der Festlegung des Betrags des Eingliederungseinkommens berücksichtigt oder nicht, doch er kann dabei nicht, ohne gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung zu verstoßen, die Kinderlast berücksichtigen, wenn es um alleinstehende Anspruchsberechtigte geht, und sie nicht berücksichtigen, wenn es um zusammenwohnende Anspruchsberechtigte geht.

B.17.6. Der Gesetzgeber hat somit gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, und zwar nicht, weil er keine spezifische Kategorie für die Zusammenwohnenden eingeführt hat, die ein oder mehrere Kinder aufnehmen oder die die damit verbundenen Kosten übernehmen, sondern insofern er für diese Kategorie die Kinderlast nicht berücksichtigt, dies jedoch für die Alleinstehenden tut.

B.17.7. Dieser Teil des Klagegrunds ist begründet. Artikel 14 § 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 ist für nichtig zu erklären, insofern er alle zusammenwohnenden Personen gleich behandelt, ohne die Kinderlast zu berücksichtigen.

B.18.1. Im zweiten Teil des Klagegrunds wird eine Diskriminierung zwischen alleinstehenden Personen, die Unterhaltsgeld für ihre Kinder schuldeten, und alleinstehenden Personen, die ihre Kinder zu Lasten hätten und einen höheren Betrag des Eingliederungseinkommens als die Erstgenannten erhielten, angeprangert.

B.18.2. Bei der Festlegung der Kategorien der Empfänger des Eingliederungseinkommens konnte der Gesetzgeber vernünftigerweise davon ausgehen, daß die Kinderlast, die die Unterbringung der Kinder umfaßt, die Personen, die diese Last tragen, in eine andere Lage versetzt als diejenigen, die durch eine Unterhaltszahlung zum Unterhalt der Kinder beitragen, die nicht bei ihnen untergebracht sind. Der Behandlungsunterschied ist somit vernünftig gerechtfertigt.

B.18.3. Der Klagegrund ist in diesem Teil unbegründet.

B.19.1. Im dritten und siebten Teil des Klagegrunds wird eine Diskriminierung zwischen Personen, die entweder aufgrund einer gerichtlichen Entscheidung oder aufgrund einer notariellen Urkunde Unterhalt für ihre Kinder schuldeten, und Personen, die diesen Unterhalt freiwillig oder aufgrund einer privatschriftlichen Vereinbarung leisteten, angeprangert, insofern nur die Erstgenannten in den Vorteil eines höheren Betrags des Eingliederungseinkommens gelangten.

B.19.2. Die Kriterien der gerichtlichen Entscheidung und der notariellen Urkunde gewährleisten einerseits, daß der betreffende Unterhalt vollstreckbar ist, und ermöglichen es andererseits, die Gefahr zu verringern, daß der Empfänger des Eingliederungseinkommens vorsätzlich und bewußt seine finanzielle Lage so regelt, daß er Anrecht auf einen höheren Betrag hat, als er aufgrund seiner Lage normalerweise beanspruchen könnte. Die beanstandeten Kriterien sind somit vernünftig gerechtfertigt.

B.19.3. Der Klagegrund ist in diesen Teilen unbegründet.

B.20.1. Im vierten Teil des Klagegrunds wird eine Diskriminierung zwischen Personen, die Unterhaltsgeld für ihre Kinder schuldeten und ein erhöhtes Eingliederungseinkommen erhielten, und Personen, die einen anteilmäßigen Beitrag für ein untergebrachtes Kind bezahlten und es nicht erhielten, angeprangert.

B.20.2. Beide Kategorien von Personen befinden sich in einer vergleichbaren Lage, insofern sie einen Anteil an den Unterhaltskosten ihrer Kinder bezahlen, die nicht bei ihnen untergebracht sind.

B.20.3. Wie der Ministerrat hervorhebt, trifft es zu, daß ein in einer Einrichtung untergebrachtes Kind, wenn sein Erzeuger seinen Anteil an den Unterhaltskosten nicht entrichtet, die Folgen nicht unmittelbar auf die gleiche Weise zu spüren bekommt wie ein Kind, das von seinem anderen Elternteil, der dieses Unterhaltsgeld erhält, aufgenommen wird. Dennoch stellt aus der Sicht des Elternteils, der das Unterhaltsgeld oder den anteilmäßigen Beitrag zahlt, diese Zahlung eine gleichartige Auslage dar und umfaßt das Recht auf ein menschenwürdiges Leben dasjenige, über die notwendigen Mittel für den Unterhalt seiner Kinder zu verfügen, ungeachtet dessen, ob diese beim anderen Elternteil oder in einer Einrichtung untergebracht sind. Folglich ist der bemängelte Behandlungsunterschied nicht gerechtfertigt.

B.20.4. Im Widerspruch zu den weiteren Darlegungen des Ministerrates macht es keinen Unterschied, ob die gesetzgebende oder die ausführende Gewalt der Gemeinschaften vorgesehen hat oder vorsehen kann, daß ein anteilmäßiger Beitrag nur zu Lasten der Personen festgelegt wird, die Unterstützung der öffentlichen Sozialhilfeeinheiten erhalten. Die Verfassungsmäßigkeit einer vom föderalen Gesetzgeber in der Ausübung seiner Zuständigkeit angenommenen Bestimmung kann nämlich nicht davon abhängen, daß eine von den Gemeinschaftsgesetzgebern in der Ausübung ihrer eigenen Zuständigkeit beschlossene Bestimmung besteht, selbst wenn diese Bestimmung zur Neutralisierung der durch die föderale Bestimmung verursachten Diskriminierung führt.

B.20.5. In diesem Teil ist der Klagegrund begründet. Artikel 14 § 1 Nr. 2 ist für nichtig zu erklären, insofern er die Kategorie von Personen umfaßt, die einen vom Jugendgericht oder von den Verwaltungsbehörden im Rahmen der Jugendhilfe oder des Jugendschutzes festgesetzten anteilmäßigen Beitrag für ein untergebrachtes Kind zahlen.

B.21.1. Im fünften Teil des Klagegrunds wird eine Diskriminierung zwischen den Empfängern des Eingliederungseinkommens, das erhöht wird, weil sie Unterhaltsgeld zahlen, und den Personen, die nicht das Baseingliederungseinkommen erhalten, obwohl sie Unterhaltsgeld auf der Grundlage von Artikel 336 des Zivilgesetzbuches zahlen, angeprangert.

B.21.2. Artikel 336 des Zivilgesetzbuches erlaubt es einem Kind, dessen Abstammung väterlicherseits nicht feststeht, von demjenigen, der seiner Mutter innerhalb der gesetzlichen Empfängniszeit beigezogen hat, Alimente zu verlangen.

B.21.3. Der Ministerrat ist der Auffassung, der Behandlungsunterschied bestehe nicht, da dieser Fall in Artikel 14 § 1 Nr. 3 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 vorgesehen sei und die Unterhaltspflichtigen folglich ein erhöhtes Eingliederungseinkommen erhielten.

B.21.4. Indem «Alleinstehende, die [...] Unterhalt für ihre Kinder zahlen müssen» in Artikel 14 § 1 Nr. 3 vorgesehen sind, scheint dies den in Artikel 336 des Zivilgesetzbuches vorgesehenen Fall einer Person, die Unterhaltsgeld für ein Kind zahlen muß, mit dem sie kein feststehendes Abstammungsverhältnis hat, auszuschließen. In dieser Auslegung schafft diese Bestimmung einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen den in B.21.1 erwähnten Kategorien von Personen. Wird die Bestimmung hingegen so ausgelegt, daß sie nicht nur das Unterhaltsgeld umfaßt, das für Kinder gezahlt wird, mit denen das Abstammungsverhältnis feststeht, sondern auch das Unterhaltsgeld, das auf der Grundlage von Artikel 336 des Zivilgesetzbuches gezahlt wird, so schafft sie nicht den angeprangerten Behandlungsunterschied.

B.21.5. Unter der Voraussetzung, daß Artikel 14 § 1 Nr. 3 Absatz 1 so ausgelegt wird, daß er den Fall einer Person, die Unterhaltsgeld auf der Grundlage von Artikel 336 des Zivilgesetzbuches zahlt, einschließt, ist dieser Teil des Klagegrunds unbegründet.

B.22.1. Im sechsten Teil des Klagegrunds wird bemängelt, daß der Gesetzgeber keine Staffelung der Beträge des Eingliederungseinkommens für die Empfänger entsprechend der Zahl und der Höhe der von ihnen zu zahlenden Unterhaltsgelder vorgesehen habe.

B.22.2. Die Zahl der gezahlten Unterhaltsgelder und deren Höhe sind derart unterschiedlich, daß dem Gesetzgeber nicht vorgeworfen werden kann, er habe keine Staffelung des Eingliederungseinkommens entsprechend diesen unterschiedlichen Situationen festgelegt. Außerdem wird die Höhe der Unterhaltsgelder, die ein Empfänger zahlen muß, entsprechend seinen verfügbaren Mitteln bestimmt. Diese Unterhaltsgelder entsprechen der Höhe des Eingliederungseinkommens, das dem Empfänger gewährt wird, so daß dieser nicht diskriminiert werden kann, weil in diesem Einkommen nicht die Kosten dieser Unterhaltsgelder berücksichtigt würden.

B.22.3. Dieser Teil des Klagegrunds ist unbegründet.

B.23.1. Im achten Teil des Klagegrunds wird eine Diskriminierung zwischen den Alleinstehenden, die während der Hälfte der Zeit ihre unverheirateten minderjährigen Kinder bei sich aufnehmen und ein erhöhtes Eingliederungseinkommen erhielten, und denjenigen, die sie eine kürzere Zeit bei sich aufnehmen und kein Anrecht auf die Erhöhung hätten, angeprangert.

B.23.2. Die Personen, die während der Hälfte der Zeit ihre minderjährigen Kinder zu ihren Lasten haben, und diejenigen, bei denen sie regelmäßig, aber eine kürzere Zeit untergebracht sind, befinden sich in einer objektiv unterschiedlichen Lage, denn bei den Erstgenannten ist davon auszugehen, daß sie sich zur Hälfte an den Kosten für den Unterhalt der Kinder beteiligen, während sich die Zweitgenannten zu einem geringeren Anteil daran beteiligen. Der Behandlungsunterschied beruht somit auf einem Kriterium, das hinsichtlich des Ziels der Maßnahme annehmbar ist.

B.23.3. Überdies erhält ein Elternteil, der die Kinder weniger als die Hälfte der Zeit bei sich aufnimmt und Unterhaltsgeld für sie bezahlt, aufgrund von Artikel 14 § 1 Nr. 3 den gleichen Betrag des Eingliederungseinkommens, als wenn er sie für die Hälfte der Zeit bei sich aufnehmen würde.

B.23.4. Der Klagegrund ist in diesem Teil unbegründet.

B.24.1. Im neunten Teil des Klagegrunds wird bemängelt, daß der Gesetzgeber keine Staffelung der Beträge des Eingliederungseinkommens für die Empfänger entsprechend der Zahl der Kinder, die sie zu ihren Lasten hätten und deren Unterbringung sie übernähmen, und zwar entweder während der Hälfte der Zeit oder vollzeitig, vorsehe.

B.24.2. Obwohl die Lage von Personen, die Kinder zu ihren Lasten haben und deren Unterbringung übernehmen, in bezug auf die angefochtene Gesetzgebung deutlich unterschiedlich sein kann je nach der Zahl der Kinder zu Lasten, steht das Fehlen einer Staffelung des Betrags des Eingliederungseinkommens nicht im Widerspruch zu den im Klagegrund angeführten Bestimmungen. Wie in B.17.3 angeführt wurde, kann nämlich die Gewährung von Familienzulagen, deren Beträge entsprechend der Anzahl Kinder des Haushaltes gestaffelt sind, die Unterschiede zwischen den Familien ausgleichen.

B.24.3. Der Klagegrund ist in diesem Teil unbegründet.

B.25.1. Im zehnten Teil des Klagegrunds wird ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit deren Artikel 23 und mit Artikel 11 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, angeprangert, insofern das angefochtene Gesetz die in Artikel 2 des Gesetzes vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum erwähnte Kategorie der «zusammenlebenden Ehepartner» abschaffe.

B.25.2. Der Ministerrat erwidert, die Grundsätze der Gleichheit und Nichtdiskriminierung erlaubten es nicht, die Lage derselben Personen unter der Geltung zweier aufeinanderfolgender Gesetzgebungen zu vergleichen.

B.25.3. Aufgrund der Artikel 10 und 11 der Verfassung ist zwar grundsätzlich die Lage von zwei verschiedenen Kategorien von Personen zu vergleichen, und nicht die Lage derselben Kategorie von Personen unter der Geltung der vorherigen bzw. der neuen Gesetzgebung, da andernfalls jede Änderung der Gesetzgebung unmöglich wäre, doch dies gilt nicht, wenn im Zusammenhang mit diesen Bestimmungen ein Verstoß gegen die Stillhaltewirkung von Artikel 23 der Verfassung angeführt wird. Diese Wirkung verbietet es nämlich, in bezug auf das Recht auf Sozialhilfe den Schutz, den die Gesetzgebungen zum Zeitpunkt des Inkrafttretens von Artikel 23 boten, erheblich zu verringern. Daraus ist logischerweise zu folgern, daß der Hof, um den etwaigen Verstoß einer Gesetzesnorm gegen die Stillhaltewirkung von Artikel 23 der Verfassung zu prüfen, insofern sie das Recht auf Sozialhilfe gewährleistet, die Lage der Adressaten dieser Norm mit ihrer Lage unter der Geltung der vorherigen Gesetzgebung vergleichen muß. Gegen die Artikeln 10 und 11 der Verfassung wird verstoßen, wenn erwiesen ist, daß die angefochtene Norm den Schutz der Rechte, die Artikel 23 für eine Kategorie von Personen gewährleistet, in bedeutendem Maße verringert im Vergleich zu den anderen Kategorien von Personen, die nicht eine solche Beeinträchtigung der Stillhaltewirkung von Artikel 23 erleiden müssen.

B.25.4. In der Begründung wird die Abschaffung der Kategorie «Ehegatten» wie folgt gerechtfertigt:

«Es gibt keine objektiven Gründe, eine unterschiedliche Kategorie für Ehepaare und für Zusammenwohnende vorzusehen. Überdies ist der Betrag des Eingliederungseinkommens für zwei Zusammenwohnende der gleiche wie für ein Ehepaar. Dieses Gesetz schafft die Kategorie der Ehegatten ab und sieht einen einzigen Basisbetrag für alle Zusammenwohnenden vor. Ehepaare besitzen ein individualisiertes Recht auf soziale Eingliederung.» (*Parl. Dok., Kammer, 2001-2002, DOC 50 1603/001, S. 10*)

B.25.5. Unter der Geltung des Gesetzes vom 7. August 1974 hatten Ehepaare Anrecht auf einen doppelt so hohen Betrag des Existenzminimums wie jeder der beiden Zusammenwohnenden. Die Beträge wurden in beiden Fällen um die jeweiligen Einkünfte der beiden Mitglieder des Paares verringert. Die Abschaffung der Kategorie «Ehegatten» durch das Gesetz vom 26. Mai 2002 und der Ersatz dieser Kategorie durch ein individualisiertes Recht eines jeden von ihnen auf das Eingliederungseinkommen zum Satz der «Zusammenwohnenden» hat folglich in bezug auf den zu gewährenden Betrag keine negativen Auswirkungen für Ehepaare.

B.25.6. Die klagende Partei erachtet es als diskriminierend, daß Ehepaare nur noch für einen der Zusammenwohnenden Anrecht auf das Eingliederungseinkommen hätten, wenn der andere nicht die Bedingung der Staatsangehörigkeit erfülle.

B.25.7. Im Vergleich zum Gesetz vom 7. August 1974 wurden die Kategorien der Ausländer, die Anrecht auf das Eingliederungseinkommen haben, erweitert. Unter Berücksichtigung der Erläuterungen in B.6.3 kann jede Person, die über die Erlaubnis verfügt, sich im Königreich niederzulassen, das Eingliederungseinkommen erhalten. Daraus ergibt sich, daß der Ehepartner eines Belgiers oder eines Ausländers, der die Bedingungen für den Erhalt des Eingliederungseinkommens erfüllt, auch Anrecht auf das Eingliederungseinkommen hat, wenn er im Bevölkerungsregister eingetragen ist. In dieser Hinsicht bewirkt das Gesetz vom 26. Mai 2002 folglich keinen im Widerspruch zu Artikel 23 der Verfassung stehenden Rückschritt.

B.25.8. Schließlich stellt die Tatsache, daß beide Ehepartner nunmehr verpflichtet sind, persönlich die Schritte im Hinblick auf den Erhalt des Eingliederungseinkommens zu unternehmen und jeder auch davon abhängig ist, daß der andere Ehepartner diese Schritte unternimmt, keinen Rückschritt bei der Gewährung des Rechts auf das Eingliederungseinkommen dar, insofern diese Schritte kein unüberwindbares Hindernis für den Erhalt dieses Rechts darstellen.

B.25.9. Der Klagegrund ist in diesem Teil unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt im Gesetz vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung

. Artikel 3 Nr. 3 zweiter Gedankenstrich, insofern er die Ausländer, die Staatsbürger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sind und sich tatsächlich und ordnungsgemäß im Staatsgebiet aufhalten, aber nicht den Vorteil der Anwendung der Verordnung (EWG) Nr. 1612/68 des Rates vom 15. Oktober 1968 über die Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Gemeinschaft genießen, vom Anwendungsbereich des Gesetzes ausschließt,

. Artikel 14 § 1 Nr. 1, insofern er alle zusammenwohnenden Personen auf die gleiche Weise behandelt, ohne die Kinderlast zu berücksichtigen,

. Artikel 14 § 1 Nr. 2, insofern er die Kategorie der Personen umfaßt, die einen vom Jugendgericht oder von den Verwaltungsbehörden im Rahmen der Jugendhilfe oder des Jugendschutzes festgesetzten anteilmäßigen Beitrag für ein untergebrachtes Kind zahlen,

für nichtig;

- weist die Klage im übrigen zurück, unter dem Vorbehalt, daß die Artikel 2, 6, 8 und 13 § 1 in dem in B.3.10 angegebenen Sinne und Artikel 14 § 1 Nr. 3 Absatz 1 in dem in B.21.5 angegebenen Sinne ausgelegt werden.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 14. Januar 2004.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.